
UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01996497 2





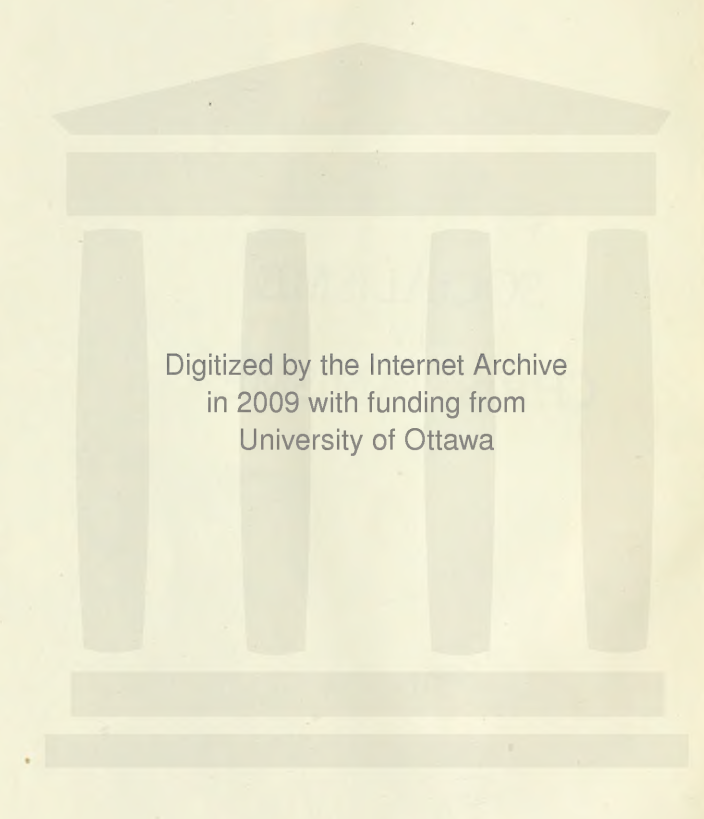


Mgr. William Stang

Premier évêque de Fall-River,

Né en Allemagne en 1854, ordonné prêtre à Louvain en 1878, consacré évêque le 1er Mai 1904 et décédé à Rochester, Minn., le 1er Février 1907.

SOCIALISME
ET
CHRISTIANISME.



Socialisme et Christianisme

PAR

MGR WILLIAM STANG, D. D.
ÉVÊQUE DE FALL RIVER.

TRADUCTION

PAR D. M. A. MAGNAN, PTRE, D. D.

PREMIÈRE EDITION.

ARCHAMBEAULT FRERES, IMPRIMEURS,
NEW BEDFORD, MASS.

IMPRIMATUR,

†GUILIELMUS,

EPISCOPUS RIVERORMENSIS.

Die 15 Novembris, 1906.

LETTRE

DE

SA GRANDEUR MGR PAUL BRUCHÉSI,

ARCHEVÊQUE DE MONTRÉAL.

A SA GRANDEUR MGR WILLIAM STANG,

Evêque de Fall River.

MON CHER SEIGNEUR,

Si j'ai pris un peu de temps pour accuser réception de votre beau livre intitulé "Socialism and Christianity," c'est que j'ai voulu me rendre compte, au milieu de mes nombreuses occupations, de sa valeur intrinsèque. Je viens donc aujourd'hui vous féliciter, et vous remercier de la gracieuse dédicace que vous avez écrite sur l'exemplaire que vous m'avez envoyé.

On parle partout de réforme sociale sous prétexte que le vieil édifice est lézardé de toutes parts, qu'il n'est plus susceptible de réparation. Il vaut mieux, prétend-on, le démolir pour n'être pas écrasé par lui. Votre Grandeur nous montre bien que l'Amérique n'est pas à l'abri de pareilles préoccupations. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le socialisme se répand facilement sous une forme ou sous une autre. Se proposant de remédier au mal social en réorganisant

la société sur d'autres bases, il cherche à substituer, plus ou moins rapidement, plus ou moins complètement, la propriété nationale à la propriété privée, et l'action de l'Etat à l'initiative des particuliers.

Le remède est encore dans le christianisme qui trouve sa forme la plus pure dans le catholicisme. C'est que le christianisme social est la preuve vivante pour le peuple que Dieu s'occupe de lui, que l'Eglise cherche à défendre ses véritables intérêts. Votre Grandeur le démontre dans son beau chapitre du mouvement catholique en faveur de la réforme sociale.

En parcourant votre ouvrage, j'ai éprouvé une fois de plus combien cette parole de Taine reste éternellement vraie : "Le christianisme est pour quatre cent millions de créatures humaines, l'organe spirituel, la grande paire d'ailes indispensable pour soulever l'homme au-dessus de lui-même, au-dessus de sa vie rampante et de ses horizons bornés. Toujours et partout, sitôt que ces ailes défaillent ou qu'on les casse, les mœurs publiques ou privées se dégradent."

Je souhaite que votre livre se répande pour ramener la société au christianisme. C'est le vœu que je forme en vous priant d'agréer l'expression de ma reconnaissance et de mes sentiments fraternellement dévoués,

†PAUL, arch. de Montréal.

ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL,

Le 17 octobre 1906.

Introduction

Cette humble traduction d'un ouvrage sérieux que nous livrons à la publicité, s'adresse à ceux qui s'intéressent aux questions sociales, et tout particulièrement, aux ouvriers. Nous l'avons entreprise, à la demande expresse de son auteur, le regretté Mgr Stang. C'est afin de nous livrer à cette œuvre éminemment chrétienne et patriotique que nous sommes revenu au champ de nos premiers labeurs apostoliques aux Etats-Unis.

Malheureusement, nous avions à peine terminé notre version manuscrite et nous en étions à la faire imprimer quand la mort est venue ravir l'évêque de Fall River à l'affection de ses ouailles. Privé d'un précieux et puissant appui, abandonné à nous-même, nous n'avons pas hésité à continuer notre travail ; car nous avions la douce conviction de faire du bien en propageant dans notre langue les savantes élucubrations d'un apôtre. Tel qu'il est, cet ouvrage qui valut à son auteur les éloges les plus flatteurs du pape Pie X, est non seulement une réponse victorieuse aux doctrines socialistes, mais encore un recueil d'enseignements précieux pour toutes les classes de la société. Il est temps que les deux antagonistes modernes, le capital et le travail, entendent la voix de la raison et, surtout, celle de la foi chrétienne.

Ce n'est pas en prêchant des utopies et en faisant des rêves insensés que l'on parviendra, dans la mesure du juste et du raisonnable, à remédier aux maux dont souffrent parfois les classes ouvrières. Ce n'est pas non plus par l'égoïsme, l'injustice et la tyrannie que les patrons de l'industrie moderne réussiront à endiguer le flot montant du socialisme et de l'anarchie. Il y a, pour adoucir le frottement dans le rouage social, une doctrine de paix, d'ordre, de justice et de charité dont on ne tient pas assez compte de nos jours. Cette doctrine, à laquelle il importe de recourir pour guérir les plaies de la société moderne, est celle de Jésus-Christ, le Fils de Dieu fait homme.

Telle est la conclusion qui se dégage des enseignements du Pape Léon XIII, surtout dans son encyclique sur "La condition des ouvriers"; telle est aussi l'idée mère du livre de Mgr Stang intitulé "Socialisme et Christianisme".

Il est inutile d'ajouter que le but de l'ouvrage a été atteint et que la démonstration tentée par l'auteur est complète. Il nous fait plaisir de constater que là comme ailleurs la religion catholique ne saurait être prise au dépourvu. Elle a réponse à tout, et, quand ses ennemis cherchent à la supplanter, à s'improviser apôtres de la philanthropie ou de l'altruisme, elle a bientôt fait de leur prouver que le flambeau de la vérité ne peut être enlevé de ses mains, qu'elle est et qu'elle restera jusqu'à la fin des temps l'organe infaillible de Celui qui a dit: "Je suis la lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde."

D. M. A. MAGNAN, Ptre, D. D.

15 Mai, 1907.

PRÉFACE

Plusieurs siècles avant la naissance du Christ, vivait dans un royaume de l'Orient un monarque orgueilleux et despotique. Environné de puissance et de gloire, il oublia le Seigneur du ciel et de la terre et mit uniquement sa confiance dans la richesse de ses états et la force invincible de ses armées. Le prophète Daniel chercha à le détourner de la voie impie dans laquelle il s'était témérairement engagé, il le supplia de renoncer à ses iniquités et de reconnaître que "le Très Haut règne sur les empires de ce monde." Mais ce roi présomptueux, confiant dans l'avenir, se pavanait dans son palais somptueux et disait en s'y promenant de long en large : "N'est-ce pas là cette grande Babylone dont j'ai fait le siège de mon royaume, que j'ai bâtie dans la grandeur de ma puissance et dans l'éclat de ma gloire?" A peine ces paroles étaient-elles sorties de sa bouche que la colère du Seigneur le frappa ; il fut dégradé, chassé de la compagnie des hommes et devint semblable aux animaux qui paissent dans les champs. Ce terrible châtiment le ramena heureusement au bon sens. Il comprit que tout pouvoir et toute grandeur viennent

de Dieu et que "tous les habitants de la terre sont devant lui comme s'ils n'étaient pas."

De nos jours et dans notre pays, il y a des hommes, et ils sont nombreux, qui, à l'exemple de Nabuchodonosor, s'enorgueillissent de leurs œuvres, méprisent en outre le passé et rêvent pour l'avenir un progrès indéfini. Considérant avec complaisance leur vaste patrie ils s'écrient dans leur délirant orgueil : "Celle-ci n'est-elle pas la fameuse république que nous avons organisée pour servir de modèle à toutes les autres nations du globe? Voyez comme elle est féconde en richesse et en bien-être! Chaque individu y est son maître et son roi—nulle responsabilité vis-à-vis de qui que ce soit—jouissance et indépendance complètes. Chacun, s'il le veut, peut arriver à la fortune et à la renommée. C'est le génie de l'homme et le travail qui ont accompli les merveilles qui s'étalent partout sous nos yeux. Oui, c'est bien l'énergie humaine sans aucune assistance d'en haut, l'homme "dans l'excellence de sa gloire" qui a produit cette culture des intelligences, ce poli de la civilisation, cette félicité inconnue jusqu'ici dans l'histoire du genre humain. Il est vrai, semblent-ils admettre, que la propriété n'est pas toujours sagement répartie entre les individus ; les uns possèdent plus qu'ils ne peuvent raisonnablement consommer, les autres manquent du nécessaire ; plusieurs surabondent d'aliments quand ils sont irrémédiablement atteints de dyspepsie ; beaucoup meurent de faim avec un estomac parfaitement constitué. Mais, ajoutent-ils, un peu de lumière fournie par la vraie philosophie

de la propriété rendra possible avant peu la revision de la charte des réalités et donnera à chaque citoyen américain une part égale des biens de ce monde.

Telle est l'orgueilleuse et un peu naïve forfanterie de quelques-uns de nos démagogues américains.

Cet enthousiasme, hâtons-nous de le dire, est peu en harmonie avec la vérité. Car, enfin, quelle est donc la condition réelle dans laquelle nous vivons? Où en sommes-nous avec le véritable progrès social?.... Les pyramides d'Egypte sont, il est vrai, des monuments immortels, d'un travail et d'un art merveilleux; mais, les plaines qui les environnent furent jonchées, dit-on, par les cadavres de ceux qui les ont édifiées. Nos industries modernes n'ont-elles pas été elles aussi la cause ou, mieux peut-être, le résultat de nombreux sacrifices humains? Voyez ces machines devenues les antagonistes inconscients de l'ouvrier, entendez-les gémir, grincer, tourner avec bruit, gronder sourdement, hurler comme une légion de démons sortis de l'enfer. L'homme, qui n'est plus qu'un atome au milieu de ce mécanisme compliqué des grandes fabriques, y perd souvent sa santé, y expose sa vie et se voit réduit au rôle d'esclave sous la dépendance des forces aveugles de la nature. Le cœur nous saigne à la vue de ces ateliers transformés en étuves, l'esprit se révolte contre les criantes injustices de certains maîtres et n'entrevoit aucune lueur d'espérance pour le travailleur courbé sous le joug des syndicats et des capitalistes sans entrailles. La condition misérable, dans nos grandes villes, d'une foule de logis ou d'habitations humaines sans

air et sans soleil nous dispose assez faiblement à chanter les louanges de notre merveilleuse civilisation.

Comme les chastes beautés de la nature sont flétries et souillées par le souffle delétère de l'industrie ! En voulez-vous la preuve? Si vous en avez le loisir, faites l'ascension de cette verdoyante montagne qui là-bas limite et protège la vallée. Parvenus au terme de votre excursion, regardez le ciel azuré qui vous domine et voyez partout autour de vous les traces de la divine munificence. Au loin la rivière scintille et semble rouler dans ses flots l'argent et le diamant. Les fleurs, les plantes et les arbres remplissent l'air de leurs senteurs aromatiques et de leurs doux parfums. Tout ceci est l'œuvre de Dieu, l'ouvrage de ses mains.... Maintenant, revenez vers la ville qui est là sous vos pieds.... A peine êtes-vous dans la vallée que vous remarquez la même rivière, mais sombre, noircie et empoisonnée par des produits chimiques. Au fur et à mesure que vous vous rapprochez de la cité et des œuvres de l'homme, le tableau s'assombrit. L'air est moins pur. Le bruit remplace la douce harmonie de la nature et, à peine avez-vous franchi les limites de la ville industrielle, que vous êtes assourdis par le tapage des rues et le rugissement de mille machines. Pas un arbre, pas même un brin d'herbe près des demeures de l'homme ; tout est fumée, bruit et tapage. Les hauts-fourneaux projettent d'immenses gerbes de flammes, donnant au ciel un aspect hideux.. Au cri strident des sifflets, de disgracieux bâtiments, plutôt semblables à des bagnes, vomissent des masses mala-

dives, hâves, étiolées d'hommes et de femmes qui se répandent dans des rues enfumées et asphyxiantes, s'engagent dans des ruelles pavées de cendres ou de sombres allées, pénètrent dans de misérables demeures où les attend un repas mal apprêté et un dur grabat, à moins, toutefois, que l'on ne préfère passer la soirée au cabaret en mauvaise compagnie. Ces malheureux recommenceront le lendemain de la même façon, jusqu'à ce que la consomption ou la fièvre typhoïde viennent les délivrer d'une existence pire que la mort.

Cette sombre peinture n'est-elle pas d'après nature?.... Le monde sans Jésus-Christ est lugubre et désordonné ; la vie sans la grâce du Rédempteur, pleine d'amertume et de désespérance. Nous [illegible] par l'histoire quelle était la misérable condition de l'humanité avant l'Incarnation du Fils de Dieu. Lui seul, en se revêtant de notre chair et en s'apitoyant sur notre sort, pouvait nous secourir et nous sauver. Il n'y pas un homme, si grand qu'il soit par son mérite et son génie, qui aurait pu s'opposer à la marche du genre humain, descendant dans l'abîme de la dégradation morale. Seul le créateur peut, quand il lui plaît, accomplir cette merveille. Plus la société s'éloigne des enseignements de l'Evangile, plus sa misère devient profonde et intolérable ; plus elle se rapproche de la doctrine et des exemples du Christ, plus elle est heureuse et contente de son sort ; car le Fils de Dieu est la vraie source de la morale, de la doctrine et de la lumière. Loin de nous la pensée de blâmer l'autorité civile qui nous gouverne,

le temps et le pays dans lequel nous vivons, et de leur attribuer les inégalités sociales et la misère croissante dont nous souffrons. Notre gouvernement, bien qu' éloigné de la perfection, est peut être le meilleur qu' il y ait dans le monde entier ; notre pays est richement pourvu de toutes les ressources naturelles. Ce qui nous manque, ce dont nous avons besoin pour orienter nos destinées et guider notre marche vers l'avenir, c'est un autre esprit que celui d'un grossier matérialisme ; il nous faut l' Esprit vivificateur promis par le Christ à ceux qui se disent ses disciples. Tout véritable Américain devrait prier à deux genoux chaque jour pour solliciter la venue de l'Esprit Saint : "Envoyez votre Esprit et ils seront créés, et vous renouvellerez la face de la terre." Une recréation de la société, une rénovation des esprits et des cœurs, tel est le besoin urgent de l'heure présente ; pour nous servir de la devise du pape actuel, il nous faut "tout rétablir ou restaurer dans le Christ."

Un retour à l'Evangile signifie un changement moral complet de la société ; cela veut dire aussi un retour au contentement et à la paix. Quelle transformation dans le monde si cette rénovation intellectuelle et morale se produisait ! On verrait les hommes se réconcilier avec les différents systèmes industriels, commerciaux, agronomiques, etc., du vingtième siècle, le travail faire la paix avec le capital, l'ouvrier avec son patron. La misérable cité manufacturière, devenue heureuse et florissante, serait une vaste agglomération, comme une ruche de paisibles de-

meures. L'église paroissiale, suivant sa noble mission, serait le foyer des vertus morales, le phare de la vérité se dressant, pour les refouler et les combattre, au milieu des sombres nuages de l'erreur ; c'est là que l'homme, ployant sous le poids des soucis et des fatigues, irait chercher les secours et les consolations dont il sent douloureusement le besoin ; c'est là que l'homme de peine apprendrait à sanctifier son travail, à se contenter de la place qui lui a été faite dans la vie. L'école paroissiale formerait les enfants non seulement pour cette vie passagère mais pour la bienheureuse éternité ; ils y apprendraient que la fin de notre courte existence n'est pas la poursuite des richesses mais bien la recherche et l'acquisition des vertus chrétiennes.

Là où domine l'esprit du christianisme, le peuple est généralement bien vêtu, bien logé, bien nourri et bien élevé. Il serait inutile, toutefois, de soupirer après les temps qui ne sont plus et ce n'est pas notre intention d'exciter des regrets superflus au sujet de leurs avantages domestiques et sociaux à jamais disparus. Il ne manque pas de discours et d'écrits sentimentalistes sur le bonheur familial et l'industrie du bon vieux temps. On en fait des tableaux pleins de charme. Le tisserand d'alors travaillait dans sa propre chaumière entouré de ses enfants qui prenaient leurs joyeux ébats sous ses yeux. L'heureux cordonnier confortablement assis sur son banc comme sur un trône, le tailleur sur sa table comme un président du congrès sur son siège, tous deux, sifflant et chantant aux savants accords

d'un canari, régalaient leurs voisins de récits de voyages et de guerres pendant que le forgeron du village, d'un bras vigoureux, faisait jaillir de son enclume de brillantes étincelles à la grande joie des enfants.

De telles descriptions charment les âmes poétiques et sont bonnes tout au plus à faire regretter des institutions surannées et peu en harmonie avec les besoins de notre époque. Nous sommes maintenant au temps de la vapeur et de l'électricité, des machines et des fabriques et nous en rendons grâce à Dieu. L'influence sociale et morale du régime manufacturier peut être grandement bienfaisante. Si la fabrique réunit les mauvais sujets, elle rassemble aussi les gens vertueux, aux cœurs purs et généreux, et ces derniers, par la parole et l'exemple, réussissent souvent à bannir le vice de leur entourage et même à convertir les malheureuses victimes du péché sous toutes ses formes. L'histoire d'une pauvre fille allemande qui, après avoir été vaine, frivole et extravagante, comme elle nous l'a elle-même raconté, devint ensuite une femme sensible, industrieuse et religieuse, grâce à ses relations avec de jeunes Irlandaises des filatures tout à fait irréprochables dans leur conduite, est l'histoire d'un grand nombre. Si les patrons se préoccupaient davantage du bien-être physique et de la condition morale de leurs ouvriers, il est certain que les fabriques et les usines, au lieu d'être une cause de corruption, deviendraient des écoles de politesse, de moralité et de civilisation.

Quoiqu'il en soit, ne perdons pas notre temps en

vaines jérémiades sur la condition du présent ordre social ; n'allons pas surtout désespérer de l'avenir ; "Car, Dieu a tout créé afin que tout subsiste. Toutes les créatures étaient saines dans leur origine." (Sagesse I, 14.)



D. M. A. MAGNAN, PTRE, D. D.

Socialisme et Christianisme

Chapitre I

Caractere du socialisme et sa fin

Parmi les hérésies populaires en lutte avec l'Eglise au commencement de ce siècle, nous trouvons le socialisme. C'est une doctrine pernicieuse qui a la prétention de défendre les intérêts de la société et qui, en réalité, s'efforce de propager des principes opposés à la justice et à toute prospérité durable. Car, le socialisme, tel qu'il est compris et enseigné par les démagogues qui cherchent à endoctriner le peuple par de séduisantes promesses, est une théorie subversive qui peut, si elle est poussée à ses dernières conséquences, finir par la destruction complète de toutes les institutions qui constituent l'ordre civil et l'autorité gouvernementale. Parmi ceux qui favorisent les tendances socialistes, il en est beaucoup qui sont animés des meilleures intentions pour les classes ouvrières ou le menu peuple. Ils s'imaginent que l'agitation créée par le socialisme au sein de la nation américaine ou ailleurs peut améliorer le sort des pauvres travailleurs. Rendons hommage, en passant, aux sentiments humanitaires de ces philanthropes, mais n'allons pas donner sur l'écueil où leur inexpérience pourrait nous jeter.

Ces hommes ne se rendent pas compte des graves dangers dissimulés sous des méthodes al échantes, il faut bien l'avouer, qui favorisent apparemment le bien-être matériel des ouvriers, et qui enseignent, en même temps, à ces derniers, à méconnaître les droits de la propriété, la liberté individuelle et l'autorité légitimement établie.

D'un autre côté, il peut arriver que les réclamations des classes pauvres et laborieuses soient justifiées par les lois naturelles ou positives qui gouvernent la société.

Dans ce cas, il existe, conformément aux principes chrétiens, une école de défenseurs des droits du peuple que nous pouvons justement appeler les membres ou les tenants du "socialisme chrétien." Ce mouvement populaire, issu de la foi catholique, est très légitime dans ses aspirations et très utile à la classe pauvre et laborieuse. Mais, cette espèce de socialisme est bien différentte de celle dont nous voulons parler dans cet ouvrage. Elle est née d'une pensée de compatissante charité envers les pauvres et les petits, en vue de combattre le fléau de notre époque, l'Individualisme despotique, exagéré, qui opprime les masses populaires en accaparant, au profit d'un petit nombre, les ressources, les richesses et la puissance d'un pays, et tend à rétablir parmi nous l'ancienne servitude du paganisme. Ce groupe de socialistes chrétiens, où l'on trouve des membres éminents de la hiérarchie catholique, n'a rien de commun avec la faction qui s'attribue le nom et les fins du socialisme démagogique, et ne peut pas plus lui être comparé

qu'un évêque officiant revêtu du grémial peut l'être à un grand maître franc-maçon présidant, affublé d'un tablier, aux initiations de sa loge.

Le socialisme, dans son acception populaire, n'est pas le fruit d'un sentiment chrétien pour le pauvre. Il est au contraire l'ennemi mortel de la charité. Ce n'est pas non plus, comme on se plaît à le dire, une simple agitation au profit des déshérités de la fortune; mais bien un système révolutionnaire exactement conçu et calculé pour mettre le monde sens dessus dessous et rejeter le genre humain dans le triste état de la barbarie. On a voulu également le représenter comme une simple théorie politique qui tend à accroître les attributions de l'Etat. Rien n'est plus faux; écoutons la définition qu'en donne le Dr Rae: "Le socialisme, dit-il, est un système qui s'écarte de la juste proportion voulue par l'équité et la bonté, et formule pour les masses populaires des réclamations exorbitantes ou exagérées dont l'injustice et le péril n'attendent qu'une occasion pour se manifester." Disons de plus que le socialisme est la prise de possession de tout capital ou moyen de production et l'absorption de toute association privée par l'Etat.

Après une lecture attentive des écrits de Rodbertus, Karl Marx, Ferdinand Lassalle, Ricardo, Bebel, Liebknecht, on est porté à se demander si ce n'est pas perdre son temps que de prendre au sérieux leurs futiles et oiseuses rêveries; car, malgré sa forme scientifique, le socialisme de ces messieurs n'en est pas moins une véritable utopie. Mais un examen plus approfondi de leurs ouvrages nous fait découvrir des

erreurs radicales sous la prose humanitaire dont ils savent revêtir leurs théories antisociales. Leurs principes doivent être classés avec les plus pernicieuses doctrines de l'infidélité ; c'est, en définitive, la haine du christianisme qui tient la première place dans le soulèvement des passions humaines qu'ils voudraient provoquer contre l'ordre de choses existant dans le monde. Le socialisme est le cri de guerre de l'heure présente, et ses adeptes sont parfaitement armés pour le combat. Nous entendons à distance le sourd grondement du tonnerre ; au loin, le sinistre éclat de la foudre frappe de terreur les habitants des villes et le sang humain est versé à grands flots ; nous lisons dans les journaux le récit douloureux des profanations et des spoliations sacrilèges. Et, ici aux Etats-Unis, où nous sommes comparativement à l'abri du fléau socialiste, où l'agitation semble, dit-on, se limiter à quelques émigrants venus de la Germanie, ici même, dans ce pays d'abondance et de liberté, le poison subtil du socialisme se glisse un peu partout, s'insinue adroitement et pénètre jusque dans l'esprit de ceux qui ont ses doctrines en horreur. Chose singulière, il y en a plusieurs parmi nous qui adoptent ses principes, sans même s'en apercevoir ; ceux qui osent élever la voix pour les combattre sont dénoncés comme des esprits étroits et arriérés. Ce qui est encore plus alarmant c'est que notre peuple puise constamment les pernicieuses doctrines du socialisme dans les journaux, les livres et les revues. Les orateurs publics proclament ses fausses théories dans leurs harangues politiques et deviennent les apôtres souvent inconscients

d'une hérésie radicale contre l'Eglise et le gouvernement légitime de l'Etat.

Ceux qui regardent le mouvement socialiste comme le fait de quelques mécontents déséquilibrés ne se rendent probablement pas compte de ce que, pratiquement et comme nation, nous avons adopté déjà un bon nombre des principes du socialisme. "Mais pendant que les autres dormaient, son ennemi vint et sema de l'ivraie au milieu du blé et s'en alla."

Voici quelques-uns des articles du programme socialiste : "Sécularisation des écoles. Enseignement absolument gratuit dans toutes les écoles élémentaires et dans toutes les écoles supérieures destinées aux élèves de talent de l'un et de l'autre sexe."—Abolition de toute loi surbordonnant la femme à l'homme dans le domaine de la vie publique ou privée."—"Faire de la religion une affaire purement personnelle ; supprimer l'usage des fonds publics pour des fins ecclésiastiques et religieuses."—"Rendre les biens de l'Eglise sujets aux impôts."

Si nous examinons de près les principes de notre système national d'éducation, nous ne tardons pas à reconnaître qu'il est basé sur l'enseignement socialiste ; c'est avec lui et par lui que le socialisme s'est implanté sur le sol américain. Le cardinal Manning, en 1891, écrivait au sujet des écoles publiques américaines ce qui suit : "Cette éducation par l'Etat a été dénoncée comme infidèle, immorale et athée ; mais, bien qu'elle soit la forme la plus détestable du socialisme, personne ne le dit ou ne le voit." Il est grand temps de nous réveiller et de chasser les rêves opti-

mistes qui nous montrent le monde en voie de devenir meilleur, parce qu'il est plus éclairé ou, à brève échéance, la paix universelle, la prospérité générale, etc....... "Si les peuples ne veulent pas se rendre compte du mouvement socialiste, ils se réveilleront un jour pour voir leur fils et leurs filles conduits dans une captivité telle que depuis le commencement du monde on n'aura jamais rien vu de semblable." (1)

Est-il réellement vrai que le socialisme, pris dans son mauvais sens, ne soit que faiblement implanté ici en Amérique ? Sommes-nous en état de dire que ce même socialisme ne deviendra jamais un facteur puissant dans notre pays ?

John Graham Brooks, éminemment qualifié pour donner une réponse adéquate à toutes ces questions, d'abord parce qu'il s'est en quelque sorte identifié avec le mouvement socialiste d'Amérique, et ensuite parce qu'il fut le témoin "enquêteur" de toutes les grèves importantes qui ont eu lieu aux Etats-Unis depuis dix-huit années, John Graham, dis-je, s'exprime en ces termes : "Nous nous sommes plu nous-mêmes à répéter, comme un perroquet, que le socialisme, tel qu'il existe aux Etats-Unis, était d'origine tout à fait étrangère. Cette assertion, il y a quelques années, cadrait assez bien avec les faits. Aucun observateur attentif peut désormais maintenir cette affirmation. Les causes qui favorisent le développement du socialisme agissent avec une puissance de plus en plus grande au milieu de nous, et l'on ne peut pas dire qu'elles influent sur ceux-là seulement qui parlent un

(1) Fr. Wm. Poland, S. J.

anglais "brisé" ou qui ont grandi à l'ombre des tyrannies du vieux monde." Et le président Hadley, de l'Université Yale, remarque avec à-propos que: "Même si nous considérons les opinions socialistes comme fausses et démoralisatrices, il nous faut admettre, comme un fait acquis, que ces mêmes opinions sont partagées d'une manière plus ou moins radicale par un grand nombre, peut être par la majorité des électeurs des Etats Unis."

S'il fut un homme, de nos jours, capable d'embrasser d'un coup d'oeil la situation des différents peuples du monde, de juger les tendances bonnes ou mauvaises de notre époque, de lire en un mot, et d'interpréter les signes des temps, c'est, à coup sûr, celui là qui vient d'être révoqué par la mort de la haute position qui lui permettait de prévoir les maux qui nous menacent, le glorieux pontife Léon XIII, le chef visible de l'Eglise du Christ et la sentinelle vigilante que Dieu a placée sur les murailles d'Israël pour jeter le cri d'alarme devant le danger qui grandit et l'ennemi qui s'approche. Qui pourrait douter de ses paroles où il déclare que ses yeux "ne sont pas fermés à l'esprit des temps" quand il invite les hommes droits à élever partout la voix contre le socialisme? Après un mûr examen de la condition présente de l'humanité, il avertit le monde au commencement du vingtième siècle et le met en garde : "Le socialisme, dit-il, s'ouvre adroitement un chemin au cœur de la société ; soit dans les ténèbres de ses assemblées secrètes, soit à la lumière du jour, il excite le peuple à la sédition par des discours ou par des écrits ; par

lui les freins imposés par la religion aux passions humaines sont relâchés, les devoirs sont négligés, seuls les droits sont proclamés ; tous les jours des foules de plus en plus grandes de pauvres gens sont sollicitées et sont d'autant plus faciles à induire en erreur et à décevoir que les conditions dans lesquelles elles se trouvent placées sont plus difficiles. La société civile, aussi bien que la religion, est en péril ; c'est un devoir sacré pour quiconque a l'esprit droit de se lever pour défendre l'une et l'autre." (1)

Dans ses lettres encycliques, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même le 25 décembre 1900, le Pape Léon XIII nous a donné une direction à suivre pour les questions sociales de notre époque. Son suprême désir en ce monde fut que les évêques et les prêtres continuassent à lutter courageusement contre le socialisme d'après les principes et les méthodes qu'il nous a laissés en des écrits immortels. Dans son dernier Bref Pontifical aux évêques d'Italie (2) il recommanda l'étude des problèmes sociaux à tous les séminaires : "Nous désirons que les aspirants à la prêtrise soient, avant la fin de leurs études, convenablement instruits sur les documents pontificaux qui ont rapport aux questions sociales et à la démocratie—ils s'abstiendront néanmoins, comme nous l'avons déjà dit, de prendre part de quelque façon que ce soit à tout mouvement ou manifestation extérieure."

Léon XIII nia catégoriquement que la question sociale fût d'ordre purement économique, il insista

(1) Jan 1901.
(2) Décembre 1902.

constamment pour qu'elle fut traitée avant tout comme un problème de l'ordre moral et religieux, et il invita les peuples à se tourner vers l'Église qui seule peut appliquer les remèdes aux maux toujours croissants de la société : "Car seule elle sait comment résoudre le grand et difficile problème social qui agite le monde."

Au commencement de l'année 1864, le savant et saint évêque Von Ketteler publia sa fameuse brochure sur "La question du travail et du Christianisme," (1) dans laquelle il exposait les causes du malaise qui existe au sein de la classe ouvrière, faisant connaître en même temps les remèdes proposés par l'Eglise. Ce grand champion du Catholicisme en Allemagne, aux œuvres impérissables duquel je me propose de me référer plus en détail dans les chapitres suivants, ce grand champion, dis je, peut être appelé "le Jean-Baptiste" de Léon XIII, son précurseur dans la question dn travail, celui là enfin qui prépara la voie à l'immortelle encyclique "Rerum Novarum." L'Evêque Von Ketteler, vigoureux dans son style et puissant orateur, a fait de l'Allemagne catholique ce qu'elle est aujourd'hui, une puissante forteresse contre la néfaste invasion du socialisme. Il exerça une telle influence sur les évêques allemands réunis en conférence à Fulda en 1869, qu'ils mirent le socialisme à l'ordre du jour et discutèrent les rapports de l'Eglise catholique avec la question du travail ; ils recommandèrent au clergé de se tenir parfaitement au courant des problèmes sociaux, d'étudier les questions d'ordre

(1) Die Arbeiterfrage und das Christenthum.

économique, de s'intéresser à la condition de la classe ouvrière, soit à domicile soit au dehors, d'établir enfin des associations et de fonder des institutions pour le bien spirituel et temporel des ouvriers. La semence jetée en terre par le savant et courageux prélat a poussé depuis lors et elle a déjà produit des fruits abondants. Dans nul autre pays le clergé est mieux préparé qu'en Allemange pour traiter la question sociale et combattre le socialisme. Le grand nombre d'excellents livres publiés sur ce sujet montre l'habileté et l'énergie avec lesquelles les prêtres allemands savent aborder "la question de l'heure présente".

Ce n'est pas notre intention d'entrer dans les considérations variées et parfois compliquées de l'économie politique, du capital et du travail, ou d'examiner les théories qui regardent le salaire et la production, les monopoles et les sociétés commerciales. Je tâcherai de m'en tenir au mouvement socialiste dont les doctrines, si on les soumet à la lumière d'un jugement impartial, sont certainement irréligieuses et immorales. (1)

Tous les défenseurs du socialisme, depuis Platon jusqu'à Liebknecht, reconnaissent à l'Etat le droit absolu de disposer à son gré des individus. Cette idée payenne de l'État omnipotent enlève tous ses droits personnels à l'homme, et fait de lui une simple pièce dans

(1) David Goldstein, de Boston, Mass., ardent socialiste pendant plusieurs années, et parfaitement au courant de la littérature communiste, a publié récemment un livre très instructif intitulé "Socialism: The Nation of Fathterless Children." (The Union News League, Boston.) L'ouvrage est un tissu de preuves qui tendent à démontrer que le socialisme est théoriquement et pratiquement athée, immoral et révolutionnaire. Comme tous ces arguments sont tirés de sources socialistes, ils ne seront jamais réfutés, à moins que le socialisme ne se désavoue lui-même.

un vaste mécanisme qui a nom l'Etat ou, si l'on veut, une roue d'engrenage dans une immense machine. Nous qui sommes Chrétiens Catholiques et Américains libres, nous protestons énergiquement contre un tel esclavage ; nous croyons que c'est l'Etat qui est pour nous et non pas nous pour l'Etat. Le christianisme nous a délivrés de l'idolâtrie de l'Etat et nous tenons à notre liberté individuelle par toutes les fibres de notre être.

Comme un écrivain l'a si bien dit : "Le socialisme a pour décalogue les prétendus droits de l'homme ; son dieu est l'État socialiste ; sa fin dernière, la jouissance pour tous sur la terre ; l'objet de son culte, la production." (1)

Le socialisme se fait une idée absolument fausse de la vie humaine ; il ne regarde que le bien-être matériel de l'homme ou son confort ; il ne voit en ce dernier qu'un pur animal dont le plaisir est le souverain bien. Bebel, citant Heine, abandonne "le ciel aux anges et aux hirondelles" ; il engage ses disciples à chercher le paradis sur la terre en flattant leurs passions. Les droits de Dieu sont ignorés et, de fait, l'existence même du Créateur est mise en question. "Le socialisme ne saurait être logique à moins de nier l'existence de Dieu." (2) L'"Appel à la Raison" dit : "Les dogmes religieux sont les derniers vestiges de l'enfance de notre race." Le Christ est outrageusement mis en parallèle avec Karl Marx. Henry George, qui connaissait l'histoire du socialisme con-

(1) Cathrein.

(2) N. Y. Volkszeitung.

temporain, a dit : "Le socialisme moderne est sans religion et sa tendance est vers l'Athéisme." (1) Et Bebel, la plus grande autorité vivante en cette matière, confesse que : "Le christianisme et le socialisme sont vis-à-vis l'un de l'autre comme le feu et l'eau."

Le septième commandement, "Tu ne voleras pas", est lettre morte pour les chefs du parti socialiste. Ils réclament la confiscation des propriétés détenues par les capitalistes, ce qui serait un vol gigantesque. Tous les moyens de production, machines, capitaux, etc., doivent être remis aux mains de l'Etat. D'après cette étrange théorie, un homme ne saurait posséder même une vache, car celle-ci, si on nous permet ce langage, est supposée produire du lait et des veaux ; pas d'arrosoirs non plus, car cet instrument produit la fraîcheur du sol et le parfum des fleurs. De la même façon, il faut interdire aux dames la machine à coudre qui produit.... des points de couture, le balai, qui produit la propreté du logis ! ! (peu nécessaire, du reste, dans l'Etat phalanstérien.)

L'Utopie socialiste, relativement aux droits des parents, à la famille et surtout à la condition de la femme, est profondément immorale. Dans son ouvrage bien connu, "Die Frau" (La Femme), Bebel se plaît à évoquer des rêves libertins au sujet de la femme qu'il abandonne à ses plus mauvais instincts. La réalisation de ses idées infernales serait replonger cet e dernière dans la dégradation infâmante, la faire retomber dans le brutal esclavage où elle vivait avant que le christianisme l'eût délivrée de la tyran-

(1) The Science of Political Economy. Page 188.

nie de l'homme pour en faire la compagne bien-aimée de ce dernier et la reine de l'heureuse demeure chrétienne.

Néanmoins, les chefs socialistes continuent de nous dire : "Le socialisme n'est pas athée ; il n'est pas hostile au christianisme; il ne se mêle pas de religion, mais regarde celle-ci comme une affaire personnelle et abandonne la question religieuse entièrement aux individus." "Au lieu d'être hostile aux vérités religieuses, écrit Carl D. Thompson, le socialisme peut être modifié de telle sorte qu'il devienne l'unique support ou l'auxiliaire indispensable de la religion. Il pourra, du moins, garantir la liberté individuelle et assurer, contre l'étroitesse d'esprit, le dogmatisme et la bigoterie, l'émancipation des idées sur lesquelles repose toute véritable religion." Quelle merveilleuse découverte ! L'étude de la logique est évidemment rayée du programme des écoles socialistes. Malgré leur phraséologie nuageuse, et en dépit de tous leurs subterfuges, nous voyons clairement que les socialistes veulent en finir avec la religion chrétienne. L'affreux squelette, le spectre grimaçant de l'athéisme se montre partout dans leur doctrine. Ce qu'ils considèrent comme la religion est la négation de toute religion.

L'agitation socialiste en Allemagne débuta par une franche négation de Dieu. En 1871, Schall disait: "Nous déclarons la guerre à Dieu parce qu'il est le plus grand mal dans le monde." Liebknecht écrivait en 1875 : "Il est de notre devoir comme socialistes d'extirper autant que nous le pouvons la croyance en Dieu, et nul n'est digne de figurer dans nos rangs qui

ne se consacre à propager l'athéisme." Engels concluait impudemment: "Nous en avons simplement fini avec Dieu." (1) Mais les chefs du socialisme s'aperçurent bientôt que la classe ouvrière ne partageait pas, en général, leurs idées antireligieuses et que les masses populaires étaient encore profondément chrétiennes. Aussi commencèrent-ils à mettre une sourdine à leurs déclarations; ils annoncèrent ouvertement que la religion serait laissée au jugement privé d'un chacun. Au Congrès de Halle (1891) l'un des membres fit la sage remarque qui suit: "Nous sommes au mieux quand nous laissons de côté la question religieuse." Depuis lors, ils sont plus circonspects dans leur manière de traiter la partie du socialisme qui se rapporte à la religion, ils n'osent s'exprimer trop clairement sur cette matière dans la crainte d'ameuter la multitude; car, les chefs ont trouvé plus de foi en Israël qu'ils ne s'y attendaient.

Mais les catholiques éclairés qui observent le mouvement progressif du socialisme persistent à croire et à affirmer que ce mouvement s'exerce parmi le peuple au profit de l'athéisme et du matérialisme.

Le socialisme est-il moins irréligieux, parmi nous aux Etats-Unis, dans ses tendances? Son organe reconnu, "The Appeal to Reason", qui exprime chaque semaine la quintessence de sa doctrine, nous expose dans des écrits nullement voilés les erreurs manifestes de l'impitié. Je me permettrai de citer quelques extraits d'un article intitulé: "Socialism" publié dans son numéro du 27 juin 1903 et l'on pour-

(1) Mit Gott sind wir ein fach fertig.

ra voir si oui ou non Carl D. Thompson a raison de soutenir que le socialisme n'est pas athée : "Le socialisme est l'Alpha et l'Oméga de tout ce qui se rapporte à la vie, de tout ce qui est substantiel...... par lui les aspirations du cœur de l'homme sont pleinement satisfaites. La déesse du socialisme (nous supposons qu'il s'agit de la raison) guidera les hommes dans des voies lumineuses sans jamais les soumettre au joug de la loi......Les Eglises de ce pays prélèvent annuellement $300,000,000 pour mener les hommes en paradis, et, encore, en est-il bien peu qui y arrivent.....L'homme de nos jours doit laisser aux dieux le soin de leurs propres affaires. De même que le socialisme ne reconnaît ni credo, ni dogme, ni politique, de même il ne fait aucune distinction de race ou de couleur. "Rudolph Grossman, éditeur d'une feuille socialiste allemande de Chicago appelée "The Fackel", adressait récemment une lettre au Rév. Dr Heiter, de Buffalo, dans laquelle il déclarait ouvertement que le but de son journal était de combattre la religion. Le Dr Averling, pseudo mari (free husband) de la fille de Carl Marx, écrit dans le "To-day", une revue socialiste : "Il ne sera fait que peu de chose aussi longtemps que les hommes et les femmes ne s'uniront pas pour combattre les deux ennemis de notre pays et de notre temps : le Capital et le Christianisme...L'avenir dépend tellement du renversement du christianisme que nous répétons,en le modifiant le cri de Voltaire : Ecrasons l'Infâme ! "

Au temps du paganisme, l'irréligion et l'athéisme étaient regardés comme des crimes affreux contre la

Divinité. Si quelqu'un eut alors proféré les blasphèmes de nos socialistes modernes, la loi payenne l'eut condamné à la peine de mort.

Les vrais socialistes en ont fini avec Dieu et ses lois éternelles. Ils nient son existence, dans ce sens, qu'Il n'est pas leur Dieu ou le Dieu des pauvres. Dieu ne se préoccupe nullement de leurs besoins, disent-ils, Il n'a de souci que pour les riches.

Ainsi le véritable socialisme signifie la révolte contre Dieu et la société. D'après ces quelques aperçus, il est facile de comprendre que l'Interprète de Dieu sur la terre, l'épouse de Jésus-Christ, l'Eglise, en un mot, est l'ennemie naturelle du socialisme. Elle ne s'élève contre aucune forme particulière de gouvernement; elle enseigne que Dieu a soumis la race humaine à un double pouvoir, le religieux et le civil ; que le premier est institué pour les fins spirituelles de l'homme, et l'autre, pour ses affaires temporelles. Tous les deux sont suprêmes dans leur sphère d'action ; mais tous les deux aussi sont limités par l'objet et la nature de leur existence ; l'un et l'autre viennent de Dieu dont ils représentent la souveraine autorité, car, "Il n'y pas de puissance qui ne vienne de Dieu."(1) Il est juste et honorable de reconnaître l'autorité légitime. Il est criminel et déshonorant de mépriser le pouvoir régulièrement établi. "Celui qui résiste aux puissances résiste à l'ordre de Dieu et ceux qui résistent attirent la condamnation sur eux-mêmes." Se soulever contre l'ordre de choses exis-

(1) Rom. XIII.

tant constitue une trahison contre Dieu qui tôt ou tard châtiera une telle révolte.

L'Eglise catholique est une société véritable; elle est parfaite, tout à fait indépendante et possède des droits immuables qui lui viennent de son divin fondateur. Ces droits sont pour le bien de la race humaine et ne sauraient être véritablement opposés à ceux du gouvernement civil, car l'un et l'autre pouvoir viennent de Dieu. Il ne saurait y avoir de conflit entre l'Eglise et l'autorité civile que par la malice des hommes. Une parfaite harmonie entre les deux puissances procure à la société les plus grands avantages spirituels et temporels. La séparation de l'Eglise et de l'Etat peut être avantageuse et désirable dans certains cas, mais elle n'est pas bonne en elle-même et ne saurait être considérée comme l'idéal des relations entre les deux sociétés ou comme un principe; c'est tout au plus un expédient, un moindre mal, mais non l'état dechoses voulu par Dieu. L'Eglise peut, néanmoins, prospérer sous tous les régimes. Qu'on lui laisse seulement sa liberté d'action dans l'exercice de sa mission divine pour la vie des nations et on laverra grandir aussi bien sous un président que sous un roi ou un empereur. Tout en lui étant parfaitement dévoués, ses enfants peuvent être des républicains les plus ardents, des démocrates les plus progressistes ou des monarchistes les plus loyaux.

Pourquoi condamne-t-elle, alors, la forme de gouvernement rêvée par les socialistes pour leur nouvel Etat? Parce que ce soi-disant gouvernement serait une intolérable tyrannie; il ne serait pas même

un gouvernement, mais l'anarchie, le chaos et la confusion. Aucun gouvernement ne mérite ce nom à moins qu'il ne reconnaisse Dieu comme le maître absolu du genre humain, qu'il ne fasse de sa loi la base de toute législation, et ne considère la morale et la religion comme le fondement de la société civile. Le témoignage de tous les peuples qui ont vécu, prospéré et déchu confirme ce grand principe de la philosophie de l'histoire: "Le manque de religion est la source de tout mal social."

Là où la religion périclite la liberté périt, le paupérisme grandit, les passions dominent, et l'anarchie arrive avec la barbarie comme une conséquence inévitable.

Dans l'état présent de la société il peut y avoir, il y a même certainement beaucoup à corriger ou à réformer; mais, la destruction n'est pas la réforme, le renversement de l'ordre social ne saurait corriger ses défectuosités. Le socialisme, dans sa forme la plus adoucie, propose de réparer une injustice par une autre plus grande encore. Le changement de gouvernement, si radical qu'il puisse être, ne signifie pas ou ne comporte pas un changement dans la société. On ne change pas son caractère en changeant d'habits. La transformation de la société ne peut s'effectuer que par l'évolution des hommes vers le bien ou, plutôt, par la conversion des esprits et des cœurs.

En combattant le socialisme, l'Eglise n'a nullement l'intention de s'opposer au mouvement populaire des ouvriers dont le but est d'améliorer leur condition sociale. Elle ne dit pas à l'ar-

tisan, au laboureur, à l'ouvrier habile ou maladroit : Conformes-toi aux circonstances présentes, montre-toi satisfait du lot qui te revient, supporte patiemment et en silence les impitoyables exactions des capitalistes ; en un mot, lève les yeux au ciel et ne songe qu'aux bonnes choses qui t'attendent là-haut. Non, mille fois non ! Nous, catholiques, nous n'attendrons pas d'être reçus dans le séjour de la gloire pour réclamer la jouissance légitime de nos droits. Nous voulons une place au banquet de la vie et le partage "des bonnes choses" dans une juste mesure, dès ici-bas. Le ciel vient en aide, sur la terre, à ceux qui savent s'aider eux-mêmes. Il nous est permis et même recommandé de chercher un peu le ciel en ce monde, car le royaume des cieux commence pour les justes sur la terre d'exil. La paix et le bonheur ne sont pas seulement pour un petit nombre de privilégiés mais pour tous. Il ne faut pas croire non plus que nous soyons obligés de renoncer aux joies de la terre pour obtenir le ciel. Loin de là. Tout nous appartient ici-bas et nous sommes au Christ. Comme évêque de la Sainte Eglise, je prêche la diffusion des richesses au lieu de leur concentration, la féconde et laborieuse industrie plutôt que les rentes oisives et égoïstes. Ce que je réclame pour les ouvriers, ce n'est pas l'aumône ; ceux qui dépérissent ou meurent de faim ne sont pas des mendiants ; loin de là, ce sont d'honnêtes gens qui veulent travailler. Nous demandons pour eux un juste partage dans les biens d'ici-bas, le droit de vivre, des gages suffisants pour qu'ils soient, eux et leurs familles, convenablement nourris, vêtus

et logés, enfin la faculté de remplir leurs devoirs religieux et sociaux. Il y a surabondance pour tous en ce monde. Mais, quelques uns, sous l'empire de la convoitise, dérobent à la masse populaire et détiennent en leur possession plus qu'ils ne sauraient convenablement consommer pour leur propre utilité ; ils vivent dans le luxe et l'extravagance, oubliant que leur superflu est le patrimoine de l'indigent. Et l'homme ne saurait rien imaginer qui puisse empêcher l'avare d'opprimer le pauvre, d'avoir au moins le désir d'ébranler la fortune d'autrui et de dominer. La religion seule peut accomplir cette merveille ; elle l'a fait dans le passé et elle le fera dans l'avenir. Mais, dans cette lutte contre la richesse malhonnête et l'ambition effrénée, les fausses religions ne peuvent être d'aucune utilité. La religion du divin crucifié, enseignée par l'Eglise, accomplira seule cette œuvre de bienfaisance. Pour guérir les maladies sociales, il faut, comme nous l'avons dit, un changement non dans la constitution d'un pays, mais dans les hommes. L'Eglise seule peut résoudre la question sociale en persuadant d'abord aux riches à ne voir dans tous les hommes que les enfants d'une même famille et des frères en Jésus-Christ ; en leur rappelant que Dieu punit tôt ou tard l'injustice et que les richesses amassées au prix des misères humaines sont maudites ; pendant que, dans le même temps, elle enseigne aux pauvres, à ceux qui souffrent, l'ineffable mystère d'un Dieu infiniment riche devenu pauvre par sa propre volonté afin de nous enrichir des biens inestimables de la foi et de l'espérance.

Des hommes sérieux, et ils sont nombreux, qui vivent en dehors de l'Eglise en sont venus à cette conclusion que rien ne saurait empêcher la diffusion du socialisme et la destruction de la société si ce n'est la religion de Rome. Les socialistes eux-mêmes se rendent parfaitement compte de la position et ils savent que la lutte doit se faire contre l'Eglise de Pierre. Le socialiste converti, Pierre Golstein, parle d'expérience quand il écrit :

"C'est mon intime conviction, (et cela, je dois le dire, indépendamment de toute affiliation au parti) que, dans cette grande "entreprise," la lutte doit se concentrer, sous le rapport religieux, contre l'Eglise catholique, parce que cette Eglise est la première et la seule qui ait relevé le gant jeté avec mépris par le socialisme. Cette Eglise n'est pas seulement internationale, ou plutôt universelle, et ainsi parfaitement en état de résister à la puissance agressive d'un ennemi international, mais elle est de plus fortement assise sur sa base—sur la science religieuse—ce qui lui permet de soutenir avec avantage les attaques de l'ennemi qui s'approche. Il y a, je le sais, des personnes qui préfèrent le règne de l'enfer au triomphe de l Eglise dans la lutte si importante qui se poursuit ; pour de telles personnes je n'éprouve qu'un sentiment de pitié, car elles se plongent dans les ténèbres. Qu'elles soient assurées que si une telle institution succombe pendant le combat, (supposons que cela soit possible), toutes les autres religions, toutes les sectes et tous les cultes, seront ensevelis sous ses ruines." (1)

(1) Socialism. Page 10.

Chapitre II

L'Histoire du Socialisme—Sa diffusion dans les Etats-Unis

Le socialisme n'est pas, comme on pourrait le penser, une production des temps modernes : c'est tout simplement la résurrection d'une vieille erreur. Il est d'origine payenne et fut, je ne sais combien de fois, répudié, combattu, condamné par les hommes les plus sages et les meilleurs de l'antiquité ; c'est un sophisme qui ne saurait trouver grâce devant les lois divines et humaines.

§ 1. Histoire Generale du Socialisme

Une histoire abrégée du socialisme nous aidera à mieux comprendre ses principes et ses tendances.

Quatre cents ans avant le Christ, le philosophe grec Platon écrivit un livre intitulé "La République" dans lequel il représentait l'Etat communiste ou socialiste comme la forme idéale d'un gouvernement. Son fameux disciple Aristote examina soigneusement les théories platoniciennes bien qu'elles fussent regardées par les contemporains du grand philosophe comme d'inutiles rêveries ; il démontra clairement qu'elles étaient défectueuses en principe et injustes dans leur application.

Dans les âges subséquents l'utopie communiste fut, de temps en temps, remise en honneur. On la vit reparaître au seizième siècle dans un roman politi-

que "Utopia" écrit par l'illustre Thomas More, le lord chancelier de l'Angleterre.

Le socialisme moderne, qui s'attribue la mission de faire disparaître toutes les inégalités de conditions entre le riche et le pauvre, fit son apparition en Europe, pour la première fois, lors de la Révolution française en 1789. Depuis ce temps, il n'a cessé de croître et de répandre son venin à travers le continent. Les philosophes infidèles de France, particulièrement J. J. Rousseau, proclamèrent que le besoin est le seul fondement de la propriété : "Celui qui a besoin d'une chose a droit de la posséder, celui qui possède plus que le nécessaire est un voleur." Le comte St-Simon († 1824) donna au socialisme sa forme actuelle en enseignant que "le travail seul était la source et la base de toute valeur". Charles Fourrier († 1837) prétendit que la volonté humaine ne se distinguait pas de l'économie des lois de l'attraction universelle ; d'après lui, la volonté de l'homme, ou l'instinct, devrait être gratifiée, par l'organisation sociale, du privilège de faire ce qui lui plaît. Louis Blanc († 1882) demanda que l'Etat devînt le principal producteur, et que la production ou l'industrie privée fut rendue impossible. Rodbertus († 1875), le père du socialisme scientifique, prétendit que le capital était un vol et ne voulut rien voir de bon en dehors du travail. Karl Marx († 1883) proposa de remettre tous les terrains, montagnes plaines et vallons, dont se compose un pays, à l'Etat qui entreprendrait ensuite de payer à chaque citoyen la valeur adéquate de son travail. Ferdinand Lassalle († 1864) "le roi du travail" proclama la loi de fer des

salaires "Iron law of wages" d'après laquelle les salaires devraient correspondre adéquatement au montant requis pour l'entretien de la vie et la propagation de la race.

§ II. Le Socialisme aux Etats-Unis

N'est-il pas étonnant que l'Eldorado des opprimés et des persécutés, la terre de la liberté et de l'égalité, puisse offrir un milieu propice au développement du socialisme ? C'est pourtant la triste réalité que nous avons sous les yeux aux Etats-Unis. La stagnation périodique du commerce et de fréquentes dépressions industrielles contribuent malheureusement à y propager le sentiment socialiste. L'accumulation colossale des capitaux, les "trusts" gigantesques, semblent, de nos jours, fomenter des troubles, exciter la haine entre les classes de la société tout en faisant disparaître des catégories mitoyennes de citoyens autrefois puissantes et essentielles.

Dans nos grandes villes, nous trouvons de splendides demeures pour les bourgeois, de somptueux palais pour le monde officiel de la cité ou de l'Etat, de superbes bibliothèques, des avenues et des parcs magnifiques pour tout le monde ; mais, à côté de cet étalage luxueux, nous n'avons pour le pauvre ouvrier que la maison de rapport insalubre et malpropre, les sombres ruelles et les bouges. Il faut avouer que le contraste entre l'opulence et la pauvreté est chez nous parfaitement établi. Ajoutons à cela, que le capital contrôle sur une large échelle le gouvernement de l'Etat et des villes, la presse et les écoles publiques. Les so-

cialistes américains prétendent, et non sans raison, "que notre système économique se trouve à la merci des grands intérêts du capital syndiqué ; que pour eux la classe ouvrière est immolée sans pitié, les guerres sont suscitées entre les nations et les massacres ordonnés froidement. Ils ajoutent que l'on ne recule pas même devant la destruction de tout un peuple quand il s'agit d'étendre le règne commercial de messieurs les capitalistes ou d'établir leur suprématie." (1)

La première association socialiste aux Etats-Unis remonte à l'année 1868 ; ses membres se recrutaient principalement parmi les émigrants allemands dont quelques-uns étaient doués d'une grande énergie et d'une rare intelligence. Le mouvement se propagea bientôt au milieu des autres nationalités. La chaude réception qui fut faite par les socialistes d'ici au chef fénien, John O'Donovan Rossa, gagna à ceux-ci la sympathie des socialistes irlandais. La défaite de la Commune à Paris en 1871 amena sur nos rives un grand nombre de radicaux français et, en même temps, plusieurs recrues aux camp des socialistes américains.

F. A. Sorge, homme de tact et d'habileté, vétéran de la révolution allemande de 1848, l'ami personnel, le compagnon de Karl Marx et d'Engels, F. A. Sorge, dis je, a été l'esprit dirigeant du premier mouvement socialiste au pays. En 1874, le parti ouvrier socialiste fut établi, ayant pour programme

(1) "History of Socialism in United States" by Morris Hillquit, New York, 1903, p. 349. Nous avons bénéficié de l'ouvrage clair et laborieux de M. Hillquit qui nous a valu une connaissance exacte des efforts du socialisme aux Etats-Unis.

d'amener le socialisme à se rapprocher de plus en plus des institutions et des coutumes américaines, en un mot à "s'américaniser". Les associations commerciales (trade-unions) si répandues aux Etats-Unis sont regardées, mais à tort croyons-nous, par les socialistes comme leurs alliées naturelles.

Ces derniers ont fait maints efforts pour s'en rendre maîtres et les utiliser au profit de leur ambition qui est de faire la conquête de la machine gouvernementale. Mais les associations ouvrières n'ont vu jusqu'ici dans le socialisme qu'un dangereux parasite qui détruira bientôt, si on le laisse faire, les principes vitaux des sociétés du travail, et elles lui ont fort heureusement tourné le dos. (1) Cette lutte de l'unionisme contre le socialisme trouve son pendant dans celle du socialisme contre le parti anarchiste. Tous les deux, le socialisme et l'anarchie, sont mécontents de la condition et de l'organisation présentes de la société ; mais, tandis que le socialisme cherche à obtenir la suprématie collective du corps social sur les individus, l'anarchisme demande l'émancipation complète des individus et la destruction violente de l'ordre social actuel. L'anarchisme sembla, pour un temps, vouloir s'unir au socialisme d'une manière permanente et fut sur le point de discréditer ce dernier aux yeux des ouvriers américains ; mais, finalement, le parti socialiste réussit à se dégager de la fatale étreinte des dynamitards.

L'histoire du socialisme aux Etats Unis, avec ses triomphes et ses revers, est tout à fait intéressante

(1) Gompers, à la dernière réunion de la Fédération américaine du travail. Boston, Nov. 1903.

et même dramatique à ses débuts. "Durant presque toute une génération", remarque Hillquit, "ils (les socialistes) s'appliquèrent à la tâche qu'ils s'étaient imposée, rencontrant sur leur chemin des dificultés sans nombre, éprouvant des adversités telles qu'on ne trouve rien de semblable dans l'histoire du mouvement socialiste d'aucun autre pays. Leurs dissentions intestines, qui ne furent que la conséquence de leurs grandes luttes avec les ennemis du dehors, peuvent facilement leur être pardonnées et leur courage, leur persévérance et leur dévouement à la cause commune ne sauraient manquer de soulever l'enthousiasme."

Aujourd'hui, dans la république américaine, le socialisme est représenté par le parti ouvrier socialiste et le parti socialiste pur et simple. Le mouvement de ces deux groupes ne se ressemble guère. Le parti socialiste fait de rapides progrès, tandis que le parti ou syndicat du travail socialiste perd constamment du terrain. Toutefois, nous ne saurions nous baser sur leurs succès ou leurs revers aux élections nationales pour apprécier leurs forces respectives.

La plus grande preuve de la rapide diffusion du socialisme aux Etats-Unis—je ne dis pas la diffusion du parti politique socialiste—est le nombre toujours croissant de ses publications.

Ici, nous sommes en présence de faits capables de renseigner parfaitement ceux qui cherchent à se rendre compte du mouvement socialiste.

Les socialistes ont aux Etats-Unis "quatre revues mensuelles : "The International Socialist Review",

"Wilshire's Magazine", "The Comrade", et "The Southern Socialist" ; vingt autres hebdomadaires en anglais dont l'"Appel à la Raison" (The Appeal to Reason) réclame à elle seule une circulation d'au delà de 250,000 exemplaires ; trois journaux quotidiens et sept revues ou journaux hebdomadaires en langue allemande ;un journal socialiste dans chacune des langues qui suivent : en français, polonais, bohémien italien, suédois, hongrois et en hébreu.

A part ces publications strictement socialistes, il y a un grand nombre de journaux, d'organes des unions ouvrières, de revues et follicules qui sont ouvertement sympathiques au socialisme et qui propagent ses doctrines subversives. Ici se trouve le grand danger qui finira bientôt, s'il n'est conjuré, par infecter les populations ouvrières des Etats-Unis ; car ces feuilles périodiques sont imbues de préjugés antireligieux et ne respirent que la révolte contre la loi divine.

Morris Hillquit termine le dernier chapitre de son intéressante "Histoire" par ces paroles significatives : "Le mouvement socialiste aux Etats-Unis, durant les quelques dernières années, s'est immensément accru en nombre et en influence. Il a pénétré les grandes masses de la classe ouvrière américaine ; il a gagné des adhérents dans les autres classes de la population et il a envahi peu à peu toutes les parties du pays. Et encore,ce mouvement n'a-t-il pas atteint apparemment toute la mesure de son développement. De nouveaux gains dans ses rangs, de nouvelles acquisitions dans la presse et de nouvelles victoires aux

élections sont constamment enregistrés à son crédit ; et,si tous ces indices ne nous trompent pas, le socialisme deviendra bientôt un facteur puissant dans ce pays."

Les socialistes américains prétendent, par ailleurs, que les conditions de ce pays sont tout à fait favorables à leur parti et que rien ne saurait empêcher leur victoire définitive. "N'y a-t-il rien dans votre chemin ?" demandai-je, il y a peu de temps, à l'un des chefs socialistes. "Oui monsieur", répondit il lentement, "il y a quelque chose dans notre chemin, il y a un obstacle, un seul, l'Eglise." Et cet homme avait raison. L'Eglise catholique sauvera la république américaine des ruines et des funestes effects du socialisme radical.

CHAPITRE III

Le probleme social : le mal et son remede

L'homme né de la femme arrive en ce monde dans une pénible posture, avec ses bras croisés sur sa poitrine. Le premier souffle qui s'introduit dans ses poumons lui cause une douleur ; il ouvre ses yeux et le premier rayon qui les frappe en fait couler des larmes. Sa vie commence avec un gémissement et se termine par un soupir. La douleur et l'affliction l'environnent comme un cercle fatal. De quelque côté qu'il se tourne, il rencontre la lutte à outrance. C'est à la sueur de son front qu'il doit arracher à la terre ce qui lui est nécessaire pour soutenir sa vie et prolonger son agonie jusqu'à ce que, affaibli par des efforts réitérés, épuisé par le travail et brisé par le chagrin, il disparaisse dans la poussière et l'oubli. Comme elle est vraie cette pensée du poëte allemand Richter : "L'homme n'a que deux minutes et demie sur la terre, l'une pour sourire, l'autre pour soupirer et la moitié d'une seulement pour aimer." Et comme la vie de chaque homme est une suite de souffrances qui s'étend du berceau à la tombe, ainsi la race humaine toute entière est-elle plongée dans un véritable océan de maux physiques et de tortures morales. La vue des misères humaines opprime le cœur et embarrasse l'esprit. En voyant cette multitude d'hommes déçus par les sophistes, opprimés par la tyrannie, courbés sous le joug intolérable du despotisme financier,

qui se précipitent de découragement dans un abîme de dégradation spirituelle et corporelle, nous sommes tentés de nous arrêter et de nous demander à nous-mêmes : "Y a-t-il une chose plus vile et plus misérable que la race humaine ? Dieu n'a-t-il pas créé l'homme tout simplement pour faire peser sur lui le poids de sa colère et se moquer en quelque sorte de son impuissante misère ?"

On serait peut-être porté à croire que nous venons d'ébaucher une peinture de l'humanité aux temps de la barbarie. Car,ne sommes-nous pas arrivés maintenant, après des siècles de progrès et de civilisation, à l'âge d'or où la douleur et l'affliction ne sont plus que de vains mots ? Ne sommes-nous pas environnés par tous les conforts et par toutes les voluptés de la vie ? Est-ce que le génie inventif de l'homme n'a pas banni, par ses œuvres merveilleuses, la pauvreté et la maladie de la surface de la terre ? La vapeur et l'électricité ont été mises à contribution pour chauffer et éclairer nos maisons, nos villages et nos villes; pour nous transporter avec rapidité sur terre et sur mer; pour transcrire et répéter nos paroles d'un hémisphère à l'autre, et enfin pour mouvoir nos machines, filer, tisser et forger pour notre utilité. C'est à présent, semble-t-il, que l'ère du contentement et de la paix universelle va luire aux yeux des nations et que le bonheur va pénétrer dans chaque habitation humaine. Hélas ! la réalité apporte à toutes ces riantes espérances de cruelles déceptions et répond aux hypothèses optimistes par un formel démenti. Le monde actuel est rempli de mécontents;

jamais il n'eut plus de censeurs que maintenant.

Les peuples se plaignent d'interminables calamités dans l'ordre politique, domestique et social. Les colonnes des journaux quotidiens sont remplies de récits de meurtres, de suicides, d'accidents de chemins de fer, d'incendies criminels, de vols, de brigandages, de corruptions, de banqueroutes, d'impudicités, d'infidélités conjugales, de désertions, de divorces, d'ivrognerie, d'agiotage, de détournements dans le service civil et militaire. Des fortunes colossales sont réalisées par un petit nombre d'individus, pendant que beaucoup de gens arrivent à grande peine à se procurer les choses nécessaires à la vie, et, dans plusieurs endroits, des hommes d'une grande avarice "sont parvenus à imposer aux pauvres travailleurs un joug différant peu de celui de l'esclavage." (Léon XIII.)

La gravité du présent état de choses remplit de frayeur les personnes censées; les hommes d'Eglise ou d'Etat regardent l'avenir avec une sombre appréhension. Toutes sortes de combinaisons ou de plans sont imaginés afin de prévenir les calamités menaçantes des révolutions sociales. Les causes du malaise toujours croissant sont étudiées et des remèdes sont proposés dans les réunions populaires, les assemblées législatives et dans la presse. Les socialistes prétendent connaître mieux que personne la cause de tous les maux de la société qu'ils font consister dans l'inégale répartition des richesses. La terre, disent-ils, appartient à tout le monde et non à une partie seulement du peuple. Toute propriété particulière

devrait être confisquée au profit du domaine public, lequel serait sous l'administration, soit de l'Etat, soit des corporations municipales. Ainsi, chaque citoyen aurait sa part de jouissance. L'Etat serait, de la sorte, la volonté organisée ou collective de la nation et le peuple, la classe laborieuse. Dans le nouvel Etat, le travail serait la base du pouvoir et de la propriété et aucun membre de la société ne pourrait jouir sans travailler, ni travailler sans avoir sa part de jouissance ; car le travail est l'unique cause de la richesse. Afin d'engager tous les hommes à apprécier les avantages de l'Etat socialiste, pour les encourager à travailler au bien commun comme des frères, sans motifs d'intérêt personnel, les philanthropes socialistes proposent un remède infaillible—l'éducation obligatoire de l'un et de l'autre sexe.—Il faut dire en passant que l'un des articles fondamentaux du credo socialiste est l'aphorisme bien connu : "l'éducation perfectionne l'homme et le rend plus heureux".

Le Pape Léon XIII a réfuté très clairement et très succinctement la théorie socialiste dans son Encyclique "Sur la condition des ouvriers". Pour nous qui sommes les enfants de la sainte Eglise, le Pape est l'organe autorisé de la vérité, et, quand il parle, nous écoutons sa voix comme celle du Christ. Peu nous importent les opinions émises par les savants sur le droit de propriété individuelle, advenant le jugement du Souverain Pontife en cette matière, nous considérons la question comme réglée pour toujours. Pierre à parlé en Léon XIII et sa parole ne saurait tromper.

Toutefois, pour ceux qui ne partagent pas notre foi, nous pouvons ajouter que la substitution du communisme à la propriété individuelle est antirationnelle et antisociale sans favoriser le moins du monde la classe ouvrière.

Voyons un peu. Un ouvrier loue sa force et son industrie pour obtenir un salaire ; cette récompense qu'il reçoit d'un autre, en échange de son travail, est certainement sa propriété. Maintenant, supposons que ce même ouvrier réalise quelques épargnes en vivant avec la plus stricte économie et qu'il consacre son pécule à l'acquisition d'un terrain : ce terrain, n'est-il pas vrai, sera son salaire sous une autre forme et, par conséquent, sa propriété. D'après la théorie socialiste, l'homme n'aurait aucun droit au fruit de son travail, aucune liberté d'en disposer et conséquemment aucun espoir ou possibilité d'améliorer sa condition...... D'ailleurs, l'homme n'est pas comme les animaux privés de raison qui cherchent purement et instinctivement à satisfaire leurs besoins du moment. L'homme est doué d'un esprit qui le rend capable de prévoir l'avenir et de pourvoir non seulement aux nécessités présentes de la vie, mais encore à celles qui regardent les temps à venir. Or, la nature, qui s'harmonise si bien avec les exigences des êtres qui la composent, doit offrir à l'homme les ressources qui lui sont nécessaires pour ses besoins présents et futurs ; ces ressources ou ces garanties de l'avenir se trouvent dans l'inépuisable fécondité de notre mère commune : la terre. L'homme ne possède pas seulement les fruits du sol, mais le sol lui-même. Si l'on dit quel-

quefois que Dieu a donné la jouissance de la terre au genre humain tout entier, ceci n'empêche pas qu'il puisse y avoir propriété privée quelque part. Dieu n'a pas, il est vrai, assigné aux individus telle ou telle partie du globe, (1) mais, en octroyant la terre à l'humanité, "il a laissé à l'industrie humaine et aux lois de chaque peuple le soin de fixer les limites de la possession individuelle." De plus, malgré le partage du sol, et à cause de cela peut-être, la terre n'a pas cessé et ne cessera pas de subvenir aux besoins de tout le monde ; car il n'est personne qui ne vive des produits du sol.

Une autre raison pour laquelle l'homme peut et doit devenir propriétaire du champ de ses labeurs, c'est que la terre n'est plus l'Eden d'autrefois. Elle a cessé de couler le lait et le miel comme à l'âge d'or de l'humanité. L'homme doit lui prodiguer maintenant son industrie et son travail avant qu'elle produise des fruits. Il ne peut bénéficier de la fécondité du sol qu'en lui imprimant, en quelque sorte, le cachet de sa personnalité et qu'en l'arrosant de la sueur de son front. Le morceau de terre primitivement inculte n'est transformé en un champ fertile que par les pénibles labeurs de l'homme ; le lui enlever serait lui voler le fruit de son travail. Il n'est pas surprenant que le Souverain législateur et le Maître de l'univers soit opposé aux enseignements du socialisme. Il a promulgué pour les hommes de tous les temps le décret suivant : "Tu ne convoiteras pas la femme de

(1) Note du traducteur. Nous voyons néanmoins dans l'Ancien Testament que Dieu donna à Abraham et à sa race le pays de Canaan.

ton prochain, ni sa maison, ni son champ....ni rien de ce qui est à lui.'' Aussi, les socialistes considèrent-ils Dieu comme leur éternel ennemi. Ainsi, au lieu de remédier aux maux actuels de la société et de bannir la pauvreté du monde, le socialisme plongerait l'humanité dans une profonde dégradation et la réduirait en servitude. Il n'est pas étonnant que le Chef de l'Eglise du Christ ait désigné cette secte nouvelle sous les noms de ''plaie'' et ''d'engeance maudite.''

Si nous voulons une solution convenable du grand problème social qui nous occupe, nous devons chercher ailleurs que dans les doctrines socialistes. Mais il n'est pas digne d'un homme sérieux de rester à la surface des choses, il lui faut en rechercher les causes, et, quand il s'agit de calamités publiques ou de plaies sociales, c'est à la racine du mal qu'il faut aller. Les hommes les plus instruits de l'antiquité ont étudié la question et ont essayé souvent de lui donner une réponse. Les payens modernes, quoique supérieurement doués sous le rapport intellectuel, sont restés bien en deça de la solution proposée par les anciens philosophes de la Grèce et de Rome. Et, à l'heure actuelle, la seule véritable solution de la difficulté soulevée par le problème social nous vient du plus ancien et du plus fidèle des monuments historiques; celui-là qui est de nos jours à la portée de tout le monde et se trouve dans toutes les maisons des familles véritablement chrétiennes: Nous avons nommé la Bible, le saint livre de Dieu. Dieu soit loué et béni de nous avoir révélé en des paroles écrites comment la pauvreté et les différentes sortes de souf-

frances arrivèrent en ce monde! C'est à genoux qu'il faut lire l'histoire de l'amour de Dieu se manifestant, d'abord par la création de l'univers, et ensuite, par celle de l'homme fait à l'image et à la ressemblance de son auteur.

Avec un peu du limon de la terre, Dieu pétrit le corps humain, et, à cette forme d'argile, il communiqua le souffle mystérieux et ineffable de la vie. Admirez le premier homme sortant des mains de son créateur! Mais continuons. Il envoya un profond sommeil à Adam; lui enleva l'une de ses côtes, qu'il remplaça par de la chair; et, de cette côte, Dieu fit la femme. Contemplez Adam et Eve, nos premiers parents dans la beauté radieuse et immaculée de la création! Leurs corps, admirablement modelés, sont dans toute la vigueur de la jeunesse et de la santé, sans aucune trace d'infirmité et à l'abri de toute souffrance. Mais leurs âmes sont encore beaucoup plus parfaites. Comme leurs esprits sont développés et ornés de toutes sortes de connaissances! L'homme le mieux doué de nos jours ne saurait en acquérir de semblables par toute une vie d'étude. Ayant un jugement parfaitement sûr, ils ne peuvent se tromper; les désirs de leurs cœurs sont purs et honnêtes et ne tendent en aucune façon vers le mal. En eux règne la plus parfaite harmonie: le corps obéit à l'âme et l'âme, à Dieu. A ce moment, Adam et Eve sont dans un état d'innocence et de justice; leurs cœurs nagent dans un véritable océan de délices. Dieu les aime avec l'amour du plus tendre des pères; il converse familièrement avec eux et met la création toute

entière à leurs pieds: Chaque matin les réveille pour de nouvelles jouissances ; jamais les soucis ou l'inquiétude ne troublent pour eux la douce paix de l'Eden durant le jour ou n'agitent le calme repos de leurs nuits. Les oiseaux gazouillent joyeusement au-dessus de leurs têtes ; autour d'eux les animaux prennent leurs ébats et la terre verdoyante, émaillée de fleurs, sourit sous leurs pas, exhale sur leur passage ses parfums les plus suaves. Tout est volupté et délice pour nos premiers parents au jardin du Paradis. La création toute entière est un harmonieux concert de louanges à Dieu par l'entremise de l'homme. Toutefois, la persévérance dans cet état de bonheur dépendait d'une épreuve victorieuse, du bon usage du plus grand des dons naturels fait à l'homme par son créateur : la liberté. Nos premiers parents abusèrent du libre arbitre et, par là, ils attirèrent de terribles châtiments sur eux et leurs descendants. Mais, ceci n'est qu'une partie du récit biblique. La terrible tragédie commença dans le ciel et finit dans le paradis terrestre. Les hommes et les anges seulement sont faits à l'image et à la ressemblance de Dieu; seuls parmi toutes les créatures, ils sont intelligents et libres : seuls aussi, il pouvaient troubler l'ordre de l'univers en se révoltant contre le Créateur.

Beaux et brillants esprits, éblouissants comme des astres dans la splendeur des cieux, les anges jouissaient sous l'œil de Dieu d'une inénarrable félicité. L'un d'eux, le plus beau de tous, Lucifer, l'étoile du matin, dans un moment fatal, détourna ses regards de son Maître--ô crime !—les fixa sur lui-

même et consentit à s'adorer. Cet acte coupable devint contagieux et l'enfer fut créé à cet instant : car, le ciel ne pouvait plus servir de demeure à ceux qui s'étaient révoltés contre la sainteté et la justice infinies. Ici se rencontre le premier péché, la cause ou la racine de tous les autres.

"Quand l'ange déchu, désormais sans beauté et sans lumière, vit l'homme et la femme dans le paradis tout resplendissants des beautés surnaturelles de la grâce, il éprouva en lui-même une profonde tristesse, et, voyant qu'il lui était impossible de les égaler en gloire, il résolut de les envelopper dans sa propre condamnation." (1)

Il s'introduisit dans le paradis sous la forme d'un serpent, le symbole de la ruse et de la fourberie. La femme écouta la voix de l'ange rebelle et devint légère, orgueilleuse et vaine ; elle commença par s'éloigner de Dieu en se rapprochant de l'arbre "des infernales illusions et des divines menaces" et son esprit perdit sa merveilleuse lumière, sa volonté, sa force. Le premier péché fut alors commis sur la terre, péché néfaste, qui voila d'un nuage la face de Dieu et jeta l'humanité dans un abîme de malheurs! L'esprit de l'homme fut, dès ce moment, dégradé par l'orgueil et sa chair, par la concupiscence. Comme l'ordre physique correspond à l'ordre spirituel, dont il est en quelque sorte le reflet, le monde visible se tourna contre l'homme devenu son ennemi et celui de son Créateur. Bientôt la terre se couvrit de ronces et d'épines, les animaux se mirent en révolte contre leur

(1) Donoso Cortès.

monarque prévaricateur, et les éléments eux-mêmes déchaînèrent contre lui leur fureur. Tel fut, dans ses funestes conséquences, le péché, comme l'atteste l'humanité toute entière, la cause de tous les désordres physiques et moraux dans le monde—Quand l'homme cessa de servir Dieu, il tomba entre les mains d'un nouveau maître et devint l'esclave du péché et du mal ; quand il ne voulut plus se soumettre au souverain de l'univers, sa propre royauté de la terre lui fut enlevée et tout se révolta contre lui.

Ceux qui ignorent le grand fait historique que nous venons de raconter brièvement ne pourront jamais s'expliquer la cause et la nature des souffrances de ce monde. Il en est qui blasphèment et rendent Dieu responsable de ce qu'ils appellent l'influence prédominante du mal. Rien pourtant n'est plus erroné que cette sacrilège affirmation. Dieu est le bien suprême et absolu. Toutes ses œuvres sont bonnes. Les choses créées par lui sont relativement bonnes. Il n'est pas jusqu'à l'enfer qui n'ait sa propre excellence, parce qu'il est le lieu de la justice divine. Bref ! Dieu ne peut communiquer le mal à qui que ce soit, car il ne le possède pas. D'un autre côté, Dieu ne peut donner à sa créature le bien absolu qui n'appartient qu'à lui seul essentiellement.

Le mal, en ce monde, vient de l'homme, et n'existe qu'en ce dernier, non d'une manière substantielle, mais comme un pur accident. Le mal tire son origine de l'abus fait par l'homme du plus grand de ses dons, celui de la liberté.

Le péché, qui est la cause du mal physique et social, est la seule chose que Dieu n'a pas faite. Le péché est la négation du souverain bien et, par conséquent, le mal suprême et unique en ce monde.

Le grand homme d'Etat et profond philosophe Donoso Cortès donne une exacte description de la nature et des conséquences du péché :

"Le péché a mis le deuil dans le ciel, les flammes en enfer, les ronces et les épines sur la terre. Il introduisit dans le monde la maladie et la peste, la famine et la mort. Il creusa, si nous pouvons nous exprimer ainsi, la tombe des plus fameuses et des plus populeuses cités. Il présida à la destruction de Babylone, aux magnifiques jardins; de l'orgueilleuse Ninive; de Persépolis, la fille du soleil; de Memphis, aux profonds mystères; de l'impure Sodome; de la folâtre Athènes; de l'ingrate Jérusalem et de Rome la grande ; car, bien que Dieu ait voulu ces choses, il les a voulues seulement comme des châtiments ou des réparations du péché. Le péché ! c'est lui qui arrache des gémissements aux poitrines humaines, qui fait couler les larmes qui tombent goutte à goutte de nos yeux ; et, ce qui est encore plus, ce qu'on ne saurait ni concevoir ni exprimer par des paroles, c'est lui qui provoqua les pleurs du fils de Dieu, le doux agneau qui monta sur la croix chargé des péchés du monde. Ni les cieux, ni la terre, ni les hommes ne l'ont vu rire, et les hommes, la terre et les cieux le virent pleurer. Il pleura parce qu'il avait ses regards fixés sur le péché. Il versa des larmes au sépulcre de Lazare, et, dans la mort de son ami, il regretta seulement la mort d'une

âme pécheresse. Il devint triste et troublé dans le jardin (de Gethsémani) et ce fut l'horreur du péché qui lui inspira ce sentiment de tristesse et lui occasionna ce trouble inaccoutumé. Il eut une sueur de sang et c'est le péché, toujours le péché, qui fit couler de son front cette sueur étrange. Enfin, quand on le cloua sur la croix, ce fut le péché qui enfonça les clous du crucifiement et qui devint la cause de son agonie et de sa mort." (1)

Bien que Dieu ait une souveraine horreur du péché, il le permet néanmoins afin qu'il lui fournisse l'occasion d'une nouvelle manifestation de sa justice et de sa miséricorde.

Dieu fait sortir l'ordre du désordre, le bien du mal. Il nous envoie la souffrance comme une peine expiatoire qui, volontairement acceptée, peut devenir pour nous la cause de grandes bénédictions, nous procurer à la fois le remède et la guérison. La douleur a, maintenant, la vertu de produire un changement radical dans le caractère de l'homme. Elle rend l'orgueilleux humble, le voluptueux chaste ; elle donne la douceur et la patience à l'homme irascible, la force au faible, la clémence au cœur inexorable et la générosité à l'avare. Ceux qui passent par le creuset des souffrances sortent purifiés des scories du vice ; ils sont créés derechef sous la douce influence de la charité.

Pendant que le plaisir apporte avec lui le germe pernicieux qui tend à corrompre l'homme ou à l'éner-

(1) Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme.

ver, la douleur communique à l'âme humaine un moyen d'expiation et une cause de sanctification.

L'exemption des souffrances, des pénibles labeurs et de la pauvreté, au lieu de nous procurer la joie et de satisfaire nos désirs, constitue plutôt pour nous une cause de crainte et d'appréhension. La richesse et les plaisirs ressemblent à une maison de verre et renferment dans leur jouissance le péril de la damnation éternelle. "En vérité, je vous le dis, il est plus difficile à un riche de se sauver qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille." Malheur à vous, riches de la terre, parce que vous avez déjà reçu votre récompense !

Depuis la chute d'Adam le travail est devenu obligatoire et comme la pénible expiation de sa désobéissance. Ceux qui rêvent un état de choses d'après lequel le travail serait abandonné au bon vouloir de l'homme, tout en faisant ses délices, ignorent le grand fait historique du péché d'Adam et le châtiment qui lui fut infligé par le Dieu trois fois saint. "La terre sera maudite à cause de ce que vous avez fait, et vous n'en tirerez de quoi vous nourrir pendant toute votre vie qu'avec beaucoup de travail." De cette façon, les souffrances et les autres difficultés de la vie n'auront ni fin ni cessation sur cette terre ; car les conséquences du péché, bien qu'elles soient amères et dures à supporter, accompagnent l'homme aussi longtemps qu'il demeure ici-bas. Endurer et souffrir, tel est donc le partage de l'humanité. C'est en vain que les hommes cherchent à secouer le joug qui les opprime, à se débarrasser du fardeau qui les accable ; aucune

puissance, aucun artifice ne saura bannir de la vie humaine les maux et les troubles qui l'assiègent. S'il en est qui prétendent le contraire, qui promettent au peuple durement opprimé l'affranchissement de toute peine et de toute douleur, qui lui laissent entrevoir pour partage une paix inaltérable et une félicité constante, ils flattent tout simplement ce même peuple et veulent lui en imposer. Leurs trompeuses promesses ne serviront qu'à envenimer le mal au lieu de le guérir. Rien n'est plus utile que de prendre le monde tel qu'il est et non tel qu'on voudrait qu'il fut, et de rechercher en même temps le remède qui convient à ses maux. (Léon XIII). Mais où faut-il chercher ce précieux spécifique au milieu d'un monde tumultueux et agité ? "A qui irons-nous, Seigneur ? Où êtes-vous ? La tempête fait rage; la nuit est noire et sans étoile. Où est le Christ qui seul peut nous montrer le remède ? il est dans la nef du salut, qui est l'Eglise, et, de cette barque mystique, il enseigne les multitudes comme il le faisait, il y a dix-neuf siècles, dans les bateaux des pêcheurs sur les bords du lac de Tibériade. Et que dit-il par la bouche de son vicaire le pape Léon XIII ? Ecoutons.

"Dieu ne nous a pas créés pour les choses périssables et passagères de la terre, mais pour celles du ciel et de l'éternité Il nous a donné ce monde comme un lieu d'exil et non comme une véritable patrie. Nous pouvons posséder en abondance l'argent et les autres choses que les hommes croient bonnes et désirables, ou en être complètement privés. Pour autant que le bonheur éternel est concerné, cela

importe peu. Le seul point véritablement important est le bon usage que l'on fait des biens de ce monde."

Jésus-Christ, en accomplissant le grand œuvre de la rédemption, n'a pas retranché les peines et les douleurs qui, dans une si large proportion, semblent constituer notre vie mortelle. Il les a transformées en motifs de vertus et en occasions de mérites, et nul ne peut espérer l'éternelle récompense à moins qu'il ne suive la trace ensanglantée de ses pas. "Si nous souffrons avec lui,nous règnerons avec lui." Par les souffrances et les labeurs auxquels il s'est volontairement soumis, il a adouci toute souffrance et tout labeur. Non seulement il a rendu,par son exemple,la douleur et la peine plus faciles à supporter, mais il leur a donné un prix inestimable par l'efficacité de sa grâce et l'espérance des récompenses éternelles ; "car le moment si court et si léger des afflictions que nous souffrons en cette vie, produit en nous le poids éternel d'une souveraine et incomparable gloire." (II Cor. V. 17)

L'Eglise seule peut résoudre la grande question sociale en remontant à la source du mal. Elle possède la clef du grand mystère de la douleur et de la pauvreté qui reste suspendu comme un nuage menaçant au-dessus de l'univers. Elle peut modifier le présent état de choses en changeant les esprits et les cœurs et en amenant la société à se prosterner aux pieds du Rédempteur de l'humanité, Jésus-Christ, le Fils de Dieu fait homme. Dans le Christ, notre Sauveur, et en lui seul, nous pouvons concilier les apparentes contradictions de la vie hu-

maine et expliquer les souffrances et les inégalités qui existent ou qui règnent parmi les hommes. Jésus Christ unit toutes choses en lui. "Elevé au-dessus de la terre, Il attire tout à lui." Il est le centre mystérieux dans lequel Dieu et l'homme sont hypostatiquement unis. Il est aussi le point de ralliement de l'humanité toute entière ; car c'est par lui que s'établissent les liens de la charité parmi les hommes, et c'est vers lui que convergent toutes les saintes affections de la fraternité chrétienne. Du reste, il appartient à toutes les classes de la société ; il est à la fois pauvre et riche : parmi les indigents il n'en est pas de plus pauvres et parmi les riches de ce monde il n'en est de plus fortunés ; il est esclave et roi : venu sur la terre pour obéir et servir il n'en est pas moins le Roi des rois ; "Car son royaume à lui n'aura pas de fin;" il est la sagesse éternelle et l'abject folie ; il est une cause de scandale, une pierre d'achoppement et, en même temps, l'espérance et le salut de tous. Celui qui se détourne de lui tombe dans les ténèbres et le désespoir ; celui qui le suit trouve la paix de l'esprit et la joie du cœur. "N'avoir jamais connu Jésus-Christ en aucune façon", dit Léon XIII, "est la plus grande des infortunes ; ceci, néanmoins, ne suppose aucune perversité, aucune ingratitude ; mais le rejeter ou l'oublier, après l'avoir connu, est un crime si monstrueux et si insensé qu'on a peine à y croire. Car il est l'origine et la source de tout bien, et, de même que l'humanité n'a pu être délivrée que par le sacrifice du Christ, de même aussi elle ne peut être préservée que par sa puissance."

La vie devient insupportable et affreuse si le Christ n'y a pas sa place. La véritable solution de la question sociale consiste à le faire connaître et aimer par tout le monde.

Chapitre IV

Ce qu'il faut ce n'est pas le socialisme mais la reforme sociale.

L'essence du socialisme se trouve à peu près contenue dans les déclarations qui vont suivre, savoir: l'homme est bon par nature et il se suffit à lui-même; cette bonté s'appuie toute entière sur l'ordre naturel; l'ignorance seule et des exemples pernicieux ont conduit l'homme à l'abîme de misères dans lequel il gémit actuellement; pour l'en retirer deux moyens infaillibles devraient être employés: l'instruction universelle et gratuite de l'un et de l'autre sexe et l'égalité des conditions sociales, laquelle doit s'obtenir par un communisme effectif.

L'Evangile nous ordonne de résister à la nature, de vaincre ses penchants vicieux, et de rechercher avant tout le bonheur de la vie future. Le socialisme nous enseigne qu'il faut suivre les inclinations de la chair, satisfaire tous nos désirs et chercher notre félicité dans les plaisirs de la vie présente. Pendant qu'il promet la liberté et l'égalité, il enchaîne l'homme à sa nature corrompue et le fait devenir une machine de l'Etat.

Le socialisme n'est pas simplement l'œuvre pernicieuse d'un certain nombre d'agitateurs; il est la conséquence naturelle, et, pour me servir d'un terme pathologique, une excroissance du Protestantisme, comme nous aurons l'occasion de le démontrer dans les chapitres subséquents. Comme le torrent de

la montagne, dès qu'il a été grossi par la tempête du seizième siècle, il s'est précipité dans la vallée du temps, causant dans sa course effrénée la dévastation et la mort.

Toutefois, il ne faut pas croire que tout ce qu'on attribue au socialisme lui revienne de droit et qu'on puisse qualifier de socialistes toutes les idées qui ont rapport au relèvement de la démocratie dans l'échelle sociale. Car, il y beaucoup de bon dans nos modernes aspirations ; nous devons séparer la paille du bon grain et encourager tous les mouvements populaires qui se font pour la diffusion de la richesse et du confort.

Une courte étude des principales questions soulevées par le socialisme dans ses tentatives de réformes nous aidera à mieux comprendre les vues de l'Eglise catholique sur cette dangereuse utopie.

§ I. La Propriete Publique

La question soulevée par le projet de concentrer la propriété entre les mains de l'Etat ou des corporations municipales a, depuis plusieurs années, attiré l'attention du public, et le nombre de ceux qui favorisent ce communisme semble s'accroître constamment. Le seul fait de croire au système de la propriété publique ne signifie pas qu'on se range du côté des socialistes; car, la possession par l'Etat ou la propriété publique diffère du véritable socialisme dans ses tendances, dans sa fin et aussi dans ses moyens d'action. L'agitation qui se fait en faveur de "l'Etat propriétaire" ne cherche pas à bouleverser la société

ni a renverser le gouvernement ; elle veut tout simplement accroître ou élargir le "pouvoir et le devoir" de ce dernier. On veut que l'Etat prenne en mains la possession et le contrôle du gaz, de la lumière électrique, des aqueducs, des chars urbains, des chemins de fer, des lignes télégraphiques et des forêts. Comme ces questions sont d'une nature purement économique, il n'appartient pas au catholique de porter sur elles un jugement dogmatique; il lui suffit de se tenir au courant des théories qui s'y rapportent et d'avoir les connaissances nécessaires pour les approuver ou les combattre d'une manière intelligente. Personnellement, je serais en faveur du contrôle, par l'Etat, des forêts et des lignes télégraphiques—et, rien de plus. Des fonctionnaires incorruptibles et suffisamment préparés sont absolument nécessaires au bon fonctionnement du service civil, et tel n'est pas toujours le monde officiel, comme on a pu s'en convaincre dans les récents scandales du Bureau général des Postes.

Il y a une tendance marquée parmi les hommes de nos jours à multiplier les attributions de l'Etat, afin de favoriser, dit-on, un gouvernement plus fort et plus paternel. De ce que l'on ignore généralement les limites et la sphère d'action de l'autorité civile il résulte beaucoup de confusion dans les esprits, et cela en dépit des enseignements contenus dans les immortelles encycliques de Léon XIII. L'Etat, hâtons-nous de le dire, ne doit pas absorber les droits des individus, mais les protéger et les tenir pour inviolables, à moins qu'ils ne soient contraires au bien

commun ou préjudiciables aux intérêts d'autrui.

Il incombe au gouvernement de l'Etat de procurer le bien de la communauté et de favoriser, par là même, le bien-être ou la prospérité individuelle. Pour cette fin, il doit maintenir la paix et le bon ordre, en sauvegardant la vie de famille, en respectant la religion et en punissant les malfaiteurs.

L'intervention de l'autorité civile, dans le domaine de ce que nous appellerons les droits individuels ou collectifs, peut être parfois utile et même nécessaire. Spécifions davantage par des exemples. L'Etat peut et doit intervenir : si, lors des grèves, il y a danger imminent que la paix publique soit troublée ; s'il y a péril pour les mœurs, dans les ateliers ou les usines, à cause de la promiscuité des sexes, la conduite scandaleuse des contremaîtres, l'incurie des patrons ou d'autres occasions de péchés ; si les maîtres imposent à leurs ouvriers des travaux trop pénibles, des règlements injustes, ou s'ils les condamnent à des fonctions qui dégradent en eux la dignité humaine ; si la santé des travailleurs est compromise par un travail excessif, ou par l'absence des mesures hygiéniques; enfin, si le travail est disproportionné avec l'âge et le sexe des travailleurs. Mais l'Etat ne doit intervenir ou s'immiscer dans les entreprises individuelles ou privées qu'en autant que cela est nécessaire pour prévenir le mal ou éloigner le danger.

L'Etat ne doit pas seulement protéger la propriété privée comme une chose sacrée et inviolable; mais il est de son devoir d'encourager, autant que possible, les citoyens à devenir des "propriétaires". En aug-

mentant le nombre de ces derniers, l'Etat contribuera à un partage plus équitable de la propriété, ce qui est d'autant plus à désirer que, de nos jours, l'abîme qui sépare l'immense richesse de l'abjecte pauvreté va s'élargissant de plus en plus. Les ouvriers devraient tout particulièrement être encouragés à faire l'acquisition d'un terrain pour y construire leurs demeures. L'homme donne généralement plus de soins à la terre qui lui appartient qu'à celle d'autrui ; il s'intéresse à son propre domaine, lui prodigue ses travaux et ses sueurs et n'épargne rien jusqu'à ce qu'il en ait reçu la récompense qui favorise ses intérêts et réjouit son cœur. Il s'attache à ce coin de terre qui fut l'objet de sa laborieuse sollicitude ; il en fait son "chez soi", mille fois plus cher à ses yeux que la terre savamment cultivée où s'élève le palais somptueux. Le possesseur de la plus pauvre chaumière ne changerait certainement pas la hutte qui l'a vu naître pour le paradis des rêves socialistes.

La propriété est un des plus grands bienfaits accordés à l'homme en ce monde. La question sociale du jour a pour objectif cette chose qui nous tient tant au cœur : "le home". Si nous parvenions à procurer à l'ouvrier une résidence bien à lui, pour lui et sa famille, nous rendrions à la société un éminent service.

"Les hommes sans foyers sont généralement insouciants," dit le cardinal Manning, "il n'y a que très peu de patriotisme dans un pays où personne n'est tenu de combattre pro aris et focis." Les hommes qui s'accommodent des maisons de pension et des

hôtels, qui se désintéressent des devoirs de la vie de famille, sont, très souvent, d'une faible utilité pour la société et constituent fréquemment pour elle un véritable danger. Ceux qui passent la plus grande partie de leur vie dans les pensions, promenant ainsi leur existence vagabonde d'un hôtel à l'autre, ceux-là, dis-je, sont privés de grands avantages au point de vue moral et matériel ; ils ne perdent pas seulement l'inestimable bien-être que l'on trouve au foyer domestique,la vie si douce de la famille; mais, souvent, ils abandonnent leurs habitudes si précieuses de frugalité, de tempérance, d'abnégation et de chasteté. Dieu veut que l'homme ait son propre foyer. Le Verbe fait chair nous donne un exemple suggestif à cet égard : Les trente premières années de sa vie mortelle furent entièrement passées sous le toit de son père adoptif. Dans l'ordre ordinaire des choses, chacun devrait avoir sa demeure ou son foyer et vivre au milieu des siens, et, tout en assumant les responsabilités qui pèsent sur le chef d'une famille, savourer les joies si pures qui reviennent à ce dernier dans l'exercice de ses augustes fonctions.

Dieu merci ! le nombre des foyers est encore relativement considérable. D'après Mgr Spalding, plus de huit millions de familles aux Etats-Unis possèdent une ou plusieurs propriétés, et, sur treize millions de familles qui se partagent la richesse du pays, onze millions à peu près appartiennent à la classe ouvrière ou salariée. La condition des travailleurs s'est grandement améliorée et s'améliore constamment de plus en plus.

Seraient-ils mieux, ces pauvres ouvriers, avec le communisme d'Etat? Les expériences faites en Amérique, d'après les théories socialistes, ont démontré le contraire. Ces tentatives communistes ont misérablement échoué. Le gouvernement voudrait-il à son tour tenter une nouvelle épreuve? S'il en est ainsi, nous serions curieux de savoir par où il va commencer et par où il va finir. Si l'Etat doit entretenir les écoles, les bibliothèques, les musées, les bains publics, pourquoi n'ajouterait-il pas à son programme déjà si bien rempli la distribution des vivres, des vêtements et des....logis?.. Il est bon de subvenir aux besoins des indigents, c'est même un des devoirs de l'Etat; mais,il est anti-social d'encourager le paupérisme,c'est-à-dire,la pauvreté vicieuse et volontaire.

Autant que possible, instruisons les pauvres gratuitement; enseignons-leur les quatre règles simples et donnons-leur, pour la vie,un bon point de départ; mais, laissons à ceux qui en ont le moyen, le soin de payer pour l'éducation de leurs enfants.

La meilleure façon de promouvoir la prospérité publique est de favoriser la concurrence; car, cette dernière sert de stimulant au travail. Il est juste de combattre la fraude et l'exploitation tyrannique qui déshonorent parfois l'industrie privée; mais, il ne faut pas, d'un autre côté, couper les ailes au génie et priver le talent individuel de l'aiguillon qui le porte à l'action, ni lui enlever sa récompense légitime. Le système industriel actuel, comme tout ce qui est humain, a ses défauts, ses imperfections, voire même ses vices; mais, il a aussi ses avantages. Les entre-

prises particulières ont plus d'initiative, s'adaptent mieux aux circonstances, que les grandes opérations industrielles ou commerciales. Les capitalistes, qui opèrent pour leur propre compte, sont plus économes et plus entreprenants que les corporations publiques ou les fonctionnaires de l'Etat. "L'œil sans cesse en éveil, l'oreille toujours dressée, prompts à saisir les occasions favorables, ne perdant aucune chance d'améliorer l'état de leurs affaires, toujours à l'affût de nouveaux débouchés et n'ayant à consulter que leur propre jugement, ils sont plus en état de s'adapter rapidement aux situations qui leur sont faites et de prendre avantage des fluctuations du marché. Ils assument des risques qu'une société ne voudrait pas encourir et, bien longtemps avant que le directeur de la susdite société ou corporation n'ait amené ses collègues à remuer un doigt, ils (les capitalistes indépendants) seront déjà dans le champ des opérations et y auront un pied à terre." (1)

D'ailleurs, le peuple songe peu en général à enlever le monopole des affaires à ceux qui le détiennent, pourvu, toutefois, qu'il ne se commette pas d'abus trop criants. Le professeur Hugo R. Meyer, du Harvard, établit par des statistiques que les tentatives de propriété publique faites sur une large échelle par l'Etat, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ont complètement échoué. Malgré leurs ressources naturelles, ces deux pays sont maintenant dans un état de stagnation et de marasme financier tout à fait déplorable. La conclusion qui s'impose est celle-ci : Le

(1) Rae "Contemporary Socialism."

gouvernement de l'Etat ne doit nullement empêcher les entreprises invidueIles, mais les encourager et les protéger ; il ne doit pas, non plus, s'improviser négociant ou manufacturier, mais laisser le champ libre à l'énergie d'un chacun.

§ 11. Le capital et le travail

On a justement comparé le capital à un instrument de musique qui ne plait qu'en autant qu'il est habilement joué.

Le capital, considéré en lui-même, est le résultat du travail et le fruit de l'épargne ; au point de vue économique, c'est un des principaux éléments de la production.

Dans le domaine de l'industrie, le capital ne peut rien sans le travail qui est l'élément primordial de la production.

Le succès d'une industrie, toutefois, dépend beaucoup plus de l'intelligence des travailleurs que de leur force physique. Les Allemands disent, avec l'énergique concision qui caractérise leur langage, que : Chaque ouvrier travaille "aussi" avec sa tête. Les Allemands ont raison; car, un artisan, qui à l'œil et la main parfaitement exercés aux fonctions de son état, produira, dans un temps déterminé, une somme de travail trois fois plus considérable et de meilleur qualité, que l'apprenti ou l'ouvrier incompétent. De fait, la coopération du cerveau est de la plus grande utilité pour tous les travaux. Ceci nous amène à établir les rapports qui éxistent entre le travail et le capital dont l'efficacité productive dépend, dans une si

large mesure, de l'intelligence humaine. Le génie de l'inventeur, la persévérance et la clairvoyance du découvreur, l'adroite prévoyance de l'homme d'affaires, la hardiesse entreprenante du capitaliste sont tout aussi nécessaires au bien de la société que le travail pénible de l'ouvrier. Les capitalistes et les travailleurs devraient vivre en parfaite harmonie ; car, ils travaillent les uns pour les autres. Celui qui sème la discorde entre le riche et le pauvre, ou qui fait naître l'inimitié entre le patron et l'ouvrier, fait tout simplement l'œuvre du diable. La religion du Christ rapproche le riche et le pauvre en leur rappelant leurs devoirs réciproques. L'esprit du mal les sépare et en fait des ennemis. Le capital et le travail dépendent l'un de l'autre, ils se complètent mutuellement. Le capital ne peut rien sans le travail et le travail ne peut rien non plus sans le capital. De l'accord qui règne entre ces deux puissances, résulte le bonheur de la société. "Le travailleur," remarque le cardinal Manning, "possède le capital vivant de la force et du savoir-faire. Si la force physique et l'industrie sont improductives sans le concours de l'or et de l'argent, l'or et l'argent sont également stériles sans la coopération du travail. Pour donner aux uns et aux autres leur fécondité, il faut une alliance ou contrat librement et fidèlement observé."

Il n'est pas juste de prétendre que le capital absorbe tout les produits et que le travail n'en reçoit rien ou presque rien. D'après le recensement des Etats-Unis pour l'année 1900, plus de la moitié des

profits nets des industries manufacturières ou mécaniques a été payée aux ouvriers. Comment ces derniers auraient ils pu toucher une aussi large part des bénéfices réalisés,sans le travail intellectuel des inventeurs et des patrons, et, surtout, sans les capitaux qui ont été déboursés pour les machines, les bâtisses, les frais de transport, etc?

Il n'est pas vrai que le travail manuel soit l'unique source de la richesse en ce monde. "Le travail lui-même n'est pas plus la cause de la fortune des peuples que la plume de Shakespeare ne fût celle d'"Hamlet." La véritable source de la richesse se trouve dans les motifs déterminants de l'industrie dont le travail n'est que la manifestation extérieure." (Mallock, "Social Equality," p. 67.)

La condition du travailleur est meilleure de nos jours qu'elle n'a été depuis trois cents ans, ou, plutôt, depuis les jours de la malheureuse Réforme. L'ouvrier d'aujourd'hui est mieux nourri et mieux vêtu ; ses gages sont plus élevés, sa journée de travail plus courte ; il peut faire partie des unions ouvrières, se mettre en grève pour obtenir un meilleur salaire et tout lui fait espérer, pour l'avenir, un sort plus heureux. Le paupérisme n'a certainement pas augmenté depuis les cinquante dernières années. Toutefois, nous pouvons nous demander, en passant, si le salaire de l'ouvrier américain s'est accru en proportion de notre fortune nationale. Ici, nous devons rendre hommage à certaines branches de l'industrie qui accordent au travailleur une juste rétribution. Honneur aux patrons de la grande république, qui savent

payer convenablement leurs ouvriers ! Mais, à côté d'eux, dans notre monde industriel, il y a malheureusement des maîtres peu consciencieux qui n'accordent à la main-d'œuvre qu'une faible portion des produits ou bénéfices. Les capitalistes devraient, ce nous semble, ne pas ignorer que les gages élevés influent considérablement sur la qualité et même la somme du travail. L'ouvrier, dont on surexcite l'ardeur par l'appât d'une généreuse rémunération, s'applique davantage à ce qu'il fait ; il y déploie tout son courage et toutes les ressources de son esprit. Un salaire insuffisant, au contraire, tarit dans son cœur la source de la gaieté, lui enlève le grand réconfort de l'espérance et l'empêche de développer ses aptitudes naturelles au profit de sa profession ou de son état. M. Rae dit quelque part : "Le travailleur intelligent apprend plus vite son métier, demande moins de surveillance et gaspille moins de matériaux ; quand il est satisfait, il éprouve moins de fatigue et dépense plus d'énergie. Les hommes qui vivent au jour le jour, n'ayant que le stricte nécessaire, ne peuvent, évidemment, reposer une grande confiance dans leur travail ni l'aimer, et l'on ne saurait s'attendre à voir se propager dans la classe ouvrière des qualités intellectuelles de premier choix, quand cette dernière n'a ni le temps ni les moyens de participer au mouvement qui se produit partout, autour d'elle, dans le monde des idées."

Le patron devrait aussi se rappeler que la justice et la charité sont les grands facteurs de la prospérité et du progrès. Il n'a pas le droit de dire à l'ouvrier:

"Je puis vous donner le salaire qu'il me plaira; si vous n'êtes pas satisfait de ce que je vous offre, cherchez ailleurs un autre emploi." Il ne peut pas dépouiller le travailleur de la part équitable qui lui revient dans les bénéfices ; et, de son côté, le travailleur ne peut pas, non plus, accepter un salaire quelconque. Pourquoi pas ? dira-t-on. Léon XIII répond, comme il suit, dans son encyclique sur le travail : "Le travail de l'homme renferme deux notes ou caractères ; premièrement, il lui est "personnel", puisqu'il est l'exercice de ses facultés ou puissances individuelles et le moyen de lui obtenir une rémunération personnelle ; deuxièmement, il lui est "nécessaire": car la loi naturelle qui oblige l'homme à sa propre conservation, lui fait, par là même, une obligation de pourvoir à sa propre subsistance. Si le travail était une affaire purement personnelle, l'homme pourrait se contenter du salaire qu'on voudrait bien lui offrir sans se préoccuper du montant reçu ; mais, comme il est nécessaire au soutien de la vie, le travailleur est tenu d'en percevoir, au moins, ce qu'il lui faut pour son entretien et, s'il est marié, ce qui est requis pour assurer, à lui et à sa famille, une modeste et honnête aisance."

Nous croyons, avec John Mitchell, que "tout homme devrait avoir les moyens de soutenir sa famille, d'élever ses enfants, de faire face aux éventualités de l'avenir. Six cents dollars constituent le minimum qu'il faudrait payer annuellement aux travailleurs ordinaires ou peu expérimentés. Les gages devraient, naturellement, s'élever avec la qualité, la

leurs pertes ? Des millions sont parfois engloutis dans des entreprises avortées. Ceux qui ont construit les bâtiments, disposé les machines, qui ont travaillé d'une manière ou d'une autre, n'ont rien perdu ; ils ont reçu le fruit de leur travail. Il n'en a pas été de même pour les capitalistes malheureux : leur argent s'en est allé, converti en travail. Nous avons tous été les témoins de ces faillites gigantesques où sont venues s'abattre de grandes institutions commerciales ou industrielles, qui avaient été, pendant plusieurs années, le gagne-pain d'un grand nombre de familles. La gérance de leurs établissements leur ayant été enlevée, ceux-là, qui avaient fourni leurs capitaux, donné le pain et le logement à des milliers d'ouvriers, sont restés absolument sans le sou.

Concluons. Celui qui fomente le trouble et la discorde entre le capitaliste et l'ouvrier, cause du dommage à l'un et à l'autre, mais il est surtout préjudiciable au dernier. Il y a de mauvaises gens dans les deux partis et, conséquemment, il y aura toujours un abîme entre la foule des vagabonds, des criminels, des habitués des prisons et le riche sans entrailles ; mais, il ne saurait y avoir d'antagonisme sérieux entre les patrons consciencieux et les travailleurs rangés et économes.

§ 3. Les grèves.

La richesse honorablement acquise doit être respectée. Cette même richesse employée dans les entreprises industrielles fournit du travail à un grand nombre d'hommes et donne à ces derniers une hono-

rable existence. Si le riche est un vrai chrétien, il se considérera lui-même comme l'administrateur des biens qu'il possède et les utilisera au profit de ses semblables. Mais, hélas ! l'égoïsme est plus intense et plus universel maintenant, qu'il n'était, même avant l'ère chrétienne. Les riches se croient les maîtres absolus de leur fortune, et s'imaginent n'avoir aucun compte à rendre de l'administration de leurs biens. Le capitaliste met toute sa confiance dans l'argent et se pense invincible parce qu'il possède des millions. Très souvent, le malheureux travailleur doit opter entre les dures conditions d'un maître impitoyable et la misère noire pour lui, sa femme et ses enfants. N'est-il pas un moyen qui puisse le protéger contre la rapacité et la cruauté d'un tel patron ? Pour autant que sa cause est juste,il a le droit de se mettre en grève ; car, il est parfaitement libre de travailler ou de ne pas travailler. Les grèves sont vieilles comme le monde ; comme la guerre, elles furent souvent inévitables dans le cours de l'histoire. De nos jours elles constituent, à peu près, l'unique force de résistance que le peuple ouvrier puisse opposer au despotisme du capital.

Dans les grèves, l'innocent souffre avec le coupable, et, quand enfin on en vient à un arrangement, c'est le grand public qui paye les dépenses. Songez aux sommes énormes englouties dans les 2515 grèves qui eurent lieu, entre les années 1881 et 1900, dans la seule industrie de la houille, et ne vous étonnez plus, si le prix de ce combustible n'a cessé de s'accroître! Toutefois, dans l'histoire de nos grèves, une chose

nous console: le nombre de celles que l'on peut appeler violentes tend à diminuer considérablement. Oui, nos grèves sont moins acharnées, moins agressives, parce que le travail est mieux organisé. Les assauts contre les personnes et la destruction des propriétés sont dénoncés énergiquement par les chefs du travail. "Si vous voulez gâter votre cause," dit John Mitchell en s'adressant à ses mineurs, "et perdre le fruit des sacrifices que vous avez faits pour vous et vos familles, donnez libre cours à votre colère et commettez quelques violences. Quelques émeutes suffiront pour vous aliéner la sympathie du public, avec laquelle il faut compter en dernier ressort, et vous aurez bien mérité cette censure de l'opinion."

Il y a quelques années, les grèves étaient, aux yeux du peuple, une cause d'horreur et d'épouvante. Maintenant, on les regarde avec une certaine sympathie, et l'on en suit avec intérêt les moindres péripéties, au moins, dans un grand nombre de cas. Lors de la récente grève des chemins de fer électriques, on a vu la grande majorité du peuple sympathiser ouvertement avec les grévistes, refuser l'usage des chars, marcher au lieu d'y monter, et cela, pendant plusieurs semaines, afin de donner gain de cause aux ouvriers en grève. Pourquoi ? Parce qu'il y avait un courant d'opinion, parmi les citoyens, qui favorisait la grève et qui reconnaissait que le travail n'avait pas une part suffisante des profits de la compagnie.

Il y a une certaine grève appelée "sympathique" qui, heureusement, perd du terrain de plus en plus dans la faveur populaire. Souhaitons qu'elle dis-

paraisse tout à fait. Les journaux ne devraient manquer aucune occasion de la dénoncer et de montrer l'injustice et l'absurdité de ses réclamations. Durant la grande grève de l'année dernière, John Mitchell disait publiquement qu'il n'avait pas encore vu une seule de ces grèves sympathiques réussir. En principe, les unions ouvrières s'opposent à toutes grèves qui se font uniquement pour en soutenir d'autres et, de fait, à toutes celles qui peuvent être détournées. Les grèves pourraient être prévenues, ou, si elles sont déclarées, elles pourraient être rapidement réglées par un tribunal d'arbitrage, composé de patrons et d'ouvriers, appartenant aux unions intéressées. Il serait injuste de condamner indistinctement toutes les grèves. S'il arrive qu'une grève se produise dans notre voisinage, il sera peut être de notre devoir de conseiller à ses partisans le respect de l'ordre et des lois ; mais il serait imprudent de combattre la grève, sous prétexte qu'elle paralyse les affaires et nous cause une foule d'inconvénients et d'ennuis. L'avantage personnel doit céder le pas au bien public. C'est le peuple, après tout, qui doit juger si la grève est nécessaire pour diminuer les heures du travail et augmenter les gages insuffisants.

La grève a été justement comparée à une épée à deux tranchants. Elle blesse, en même temps, l'ouvrier et le patron. Elle fait plus; elle cause des dommages à un tiers tout à fait en dehors du litige—le public—dont les intérêts sont sérieusement affectés par la cessation du travail et le marasme des affaires qui s'ensuit ; tandis que, dans le même temps, elle

occasionne parfois des violences et donne lieu à des désordres publics. Toute tentative faite en vue de rapporcher le patron et l'ouvrier, et vice versa, de les amener à envisager d'un commun accord leurs intérêts respectifs, est un mouvement dans la bonne voie et un moyen efficace d'atténuer l'antagonisme qui existe entre le riche et le pauvre. Les relations qui s'établissent, les pourparlers qui ont lieu au sujet des devoirs, des droits et des griefs réciproques, adoucissent nécessairement l'aspérité des sentiments dans l'un et l'autre des partis belligérants. Le patron apprend à connaître les privations et les difficultés de la classe laborieuse ; l'ouvrier, à se rendre compte des soucis du riche et à constater que celui-ci n'est pas toujours, quoiqu'on pense, sur un lit de roses et que souvent, très souvent même, il doit gémir sous les lourdes charges qu'impose la fortune aux plus choyés de ses favoris. Quoiqu'il en soit, les grèves et les suspensions de travail ne cesseront pas d'avoir lieu à l'avenir. L'évêque Spalding met le doigt sur une plaie vraie de notre société quand il dit : "Le système de compétition à outrance, sous lequel nous vivons, qui résulte d'une capitalisation et d'une production exagérées, est responsable, dans une large mesure, des maux dont nous souffrons. Quelques-unes de nos plus grandes industries sont cotées quatre ou cinq fois leur valeur réelle, et, l'on a recours à tous les subterfuges. pour arriver à payer des dividendes à leurs stocks ou fonds ainsi majorés. La conséquence de cet état de choses, est généralement une panique financière qui, tôt ou tard, engloutit des millions et

précipite dans le gouffre de la misère des milliers d'êtres humains."

§ 4 Les Unions Ouvrieres (trade unions)

Les travailleurs ont un moyen de protection plus efficace que les grèves ; il consiste dans leur travail d'abord, et ensuite dans les sociétés de secours mutuels. C'est en vertu d'une inclination naturelle que les hommes s'unissent les uns aux autres pour constituer la société civile ; le même penchant les porte à devenir les members d'associations particulières. La sainte Ecriture reconnait cette tendance sociale de l'homme qui, voyant sa propre faiblesse, s'efforce de chercher secours et protection au dehors de lui-même: "Il vaut mieux être deux ensemble que d'être seul ; car ils tirent de l'avantage de la société. Si l'un tombe, l'autre le soutient. Malheur à l'homme seul ! car, lorsqu'il sera tombé, il n'aura personne pour le relever." (Eccl. IV 9 et 10) "Le frère qui est aidé par son frère est comme une ville forte." (Prov. XVIII, 19) Il est conforme au droit naturel que l'homme puisse entrer dans l'une ou l'autre des associations qui ont été fondées pour l'avantage particulier de leurs membres. L'Etat ne peut empêcher les citoyens de former de telles sociétés ; au contraire, il doit protéger les droits individuels en favorisant ces unions, à moins que ces dernières ne deviennent évidemment mauvaises, injustes ou dangereuses pour la société civile.

Le travail possède les mêmes droits que le capital relativement à l'organisation des sociétés. Dans son évangile de la richesse, "Gospel of Wealth," M.

Carnegie, parfaitement renseigné sur les unions ouvrières, reconnait leur salutaire influence sur le travail et même sur le capital : "Le droit de s'entendre, de se coaliser, de former enfin des unions, n'est pas moins sacré pour les ouvriers que pour les patrons, et tôt ou tard, il faudra le leur concéder. A la vérité, l'ouvrier américain donnerait une pauvre idée de lui-même, s'il allait se priver de l'exercice d'un droit dont son camarade d'Angleterre jouit depuis plusieurs années. Mon expérience m'a depuis longtemps démontré que les unions ouvrières, en somme, favorisent l'un et l'autre, le travail et le capital. Elles contribuent certainement à faire l'éducation du peuple ouvrier et donnent aux travailleurs une notion plus exacte des relations qui existent entre le capital et le travail, notion qu'ils ne pourraient acquérir autrement. Dans ces associations, les plus capables et les meilleurs ouvriers arrivent invariablement aux premières charges."

Le progrès des unions ouvrières aux Etats-Unis ne doit pas être considéré comme un mal. Ces sociétés, qui prennent tous les jours une nouvelle extension, deviennent de plus en plus confiantes en elles-mêmes, de plus en plus prudentes, et seront, avant peu, l'une des forces conservatrices de notre pays. Ces unions ne font, du reste, que commencer à faire sentir leur utilité. Leur programme, qu'elles réaliseront tôt ou tard, s'il ne l'est déjà, est d'élever les salaires en diminuant les heures de travail. On a beaucoup parlé et écrit contre les unions ouvrières qui, au grand déplaisir des patrons, abrègent le temps de

l'ouvrage et contribuent, dit on, à remplir les cabarets et les maisons de jeu aux heures de loisir des ouvriers. L'expérience, toutefois, démontre que les longues heures d'un dur travail sont loin d'être un remède à la dissipation. Au contraire, il semble qu'un travail trop prolongé prédispose à l'ivrognerie et aux autres dé-ordres. "Il n'y a pas de doute," dit M. Mitchell, "que la journée de huit heures a diminué l'abus des liqueurs enivrantes. Dans les villes de l'Etat de l'Illinois, où elle a été adoptée, la moralité publique y a gagné ; on y voit moins de cas d'ivresse et moins de buvettes. Cet état de choses existe, bien que les salaires y soient plus élevés. L'homme qui travaille dix heures durant, revient à la maison épuisé de fatigues. Il n'est pas disposé aux délassements honnêtes ou intelligents, il lui faut aller au lit ou dans un cabaret."

On ne peut raisonnablement s'attendre à ce que l'on établisse un temps uniforme, partout le même, pour tous les jours de travail. Il appartient aux différentes industries de déterminer le nombre des heures laborieuses de l'ouvrier. Nous pouvons, d'ailleurs, nous demander s'il ne serait pas convenable que les travailleurs, qui ont pour eux l'expérience du métier, fussent admis à donner leur opinion, tout aussi bien que les patrons, sur l'importante question de la fixation des heures du travail. Voici ce que soutient John Mitchell : "Partout, nous travaillerions plus et nous travaillerions mieux, si nous avions seulement huit heures d'ouvrage. Une telle question doit être envisagée pour une période de temps assez prolongée

et non pour un jour. Chaque homme contient en lui-même une somme déterminée de travail, si vous lui en demandez trop en un jour, il ne pourra vous donner, le jour suivant, qu'une faible portion de son labeur. Un professeur de collège fait le raisonnement suivant : Si vous voulez retirer d'un homme toute la somme d'ouvrage qu'il peut faire en un seul jour, employez-le durant vingt-quatre heures. Si vous voulez avoir de lui ce qu'il peut faire en une semaine, imposez-lui vingt heures de travail par jour. S'il s'agit d'un mois, donnez-lui dix-huit heures; s'il est question d'une année, quinze heures. Si vous voulez l'avoir à votre service durant quelques années, permettez-lui de travailler dix heures par jour. Mais si vous désirez obtenir de ce même homme ce qu'il peut produire dans toute sa vie, abrégez encore le temps de son travail et donnez-lui huit heures par jour. Le fait est qu'un ouvrier peut faire, et qu'il fait en réalité, plus d'ouvrage en huit heures qu'en dix."

Ceci, pense Mitchell, est dû, dans une large mesure, à ce que les hommes travaillant huit heures sont plus frais et dispos. L'expérience a été faite dans les houillières de l'Illinois où les heures de travail ont été réduites de dix heures à huit. Après ce changement dans la durée du travail, on mesura le produit des mines pour un temps déterminé et l'on en vint à cette conclusion que la journée de huit heures rapportait tout autant que celle de dix.

L'un des bons résultats de l'unionisme est d'écarter le sentiment de l'insécurité ou la perspective peu

rassurante de l'avenir, qui se rattache d'ordinaire à la condition ouvrière. "Les unions ouvrières," dit Rae, "ont éloigné le sombre nuage qui enveloppait de son ombre lugubre l'âme désespérée des travailleurs mercenaires." Les unions ouvrières sont destinées à rester parmi nous. Et les patrons ne sauraient s'en débarrasser en feignant de les ignorer, en les tournant en ridicule ou en les méprisant. Il faut accepter le fait accompli ; les unions doivent être reconnues et respectées. Ce n'est pas avec une simple théorie que les maîtres de l'industrie doivent traiter, mais bien avec une inéluctable réalité. Ce serait folie de leur part de vouloir s'en tenir à l'ancien dicton aussi insensé qu'égoïste : "Mes affaires sont mes affaires ; personne n'a rien à y voir ; j'y suis indépendant de qui que ce soit." Les patrons devront compter, à l'avenir, avec le travail organisé ou syndiqué. D'ailleurs, c'est dans leur propre intérêt, de rester en bons termes avec les unionistes, de les intéresser, comme partie intégrante, au succès de leurs établissements commerciaux ou industriels, et de leur faire comprendre qu'ils y sont toute autre chose qu'un élément étranger et, encore moins, un brandon de discorde. Disons-le avec franchise, le patron ne devrait pas être la seule et unique tête dirigeante de son établissement ; il devrait partager son autorité, dans une mesure convenable, avec ses ouvriers, considérer ces derniers comme les membres d'une paternelle association dont il est le chef et les admettre à discuter avec lui, d'une façon toute amicale, les conditions, les heures du travail et l'impor-

tante question du salaire. Il ne peut pas dire s'il est juste et, encore moins, s'il est charitable : "Travaille pour tel salaire ou va-t'en!" Les hommes, d'ordinaire, sont portés à se marier, à faire l'acquisition d'un terrain, à s'y construire une demeure, à s'établir enfin près du lieu de leur travail. La manufacture,le chantier ou l'usine: voilà bien ce qui détermine la fixation d'un grand nombre de familles et ce qui les encourage implicitement à faire tous les déboursés qui en résultent. Alors, comment, sans manquer aux règles les plus élémentaires de l'équité, pourrait-on congédier des ouvriers sans autre raison que leur refus d'accepter un salaire insuffisant? Il serait dur, ce nous semble, pour ces malheureux, d'abandonner leurs demeures, de sacrifier le fruit de leurs épargnes et de partir, uniquement parce qu'un maître inhumain s'est mis dans la tête que l'ouvrier n'a pas, vis-à-vis de lui, le droit de réclamer la juste récompense de son travail.

Les patrons qui se sont donné la peine d'étudier les différentes phases et les tendances de l'unionisme, lui deviennent de moins en moins hostiles ; ils y ont même entrevu la perspective de jours meilleurs, et pour le capital et pour le travail. W. H. Sayward, de Boston, parlant au nom de ces derniers dit : "Mon expérience m'a convaincu que le travail parfaitement organisé et sincèrement reconnu est encore plus important pour le patron que pour le travailleur. Par lui, l'entente est possible, entre les deux parties, et cet accord tend à faire disparaître, les uns après les autres, les plus dangereux éléments de discorde et de mésintelligence."

Les sociétés ouvrières de ce pays, d'après ce qui semble prévaloir dans leur direction, ne cherchent pas à s'immiscer dans l'administration des richesses, ni à s'opposer à leur accroissement ; elles veulent tout simplement établir cette vérité basée sur le droit naturel, à savoir : que le travail est un élément essentiel dans la production des richesses. Elles semblent, il est vrai, outrepasser quelquefois les bornes fixée par la justice et le droit. Ainsi, les membres des unions ouvrières essayent, assez fréquemment, de limiter le nombre de ceux qui veulent embrasser leur état ou profession. Ceci ressemble à un attentat contre la liberté individuelle. Toutefois, gardons-nous de les condamner trop tôt. La barrière imposée aux apprentis n'est que le moyen juste et raisonnable de s'opposer aux forces rivales qui, laissées libres, mettraient en danger la position des ouvriers eux-mêmes. L'usage du boycottage n'est pas, non plus, si injuste qu'on l'a prétendu ; si les unions ouvrières l'ont employé, quelquefois, vis-à-vis des non-unionistes, ce fut à leur point de vue, tout comme le "walking delegate," un moyen de protection, une juste représaille contre la liste noire (black listing) des patrons. A mesure que l'unionisme devient plus conservateur, il est moins hostile aux hommes qui n'appartiennent pas aux unions, moins porté à se servir du boycottage, voire même, des grèves, et plus soucieux d'encourager l'émulation parmi les meilleurs et les plus forts travailleurs. Et, bien que nous soyons parfois contristés par les abus de l'unionisme qui, malheureusement, n'échappe pas toujours au contrôle des éléments per-

vers qu'il renferme, bien qu'il arrive que l'union ouvrière devienne accidentellement une cause de dissension, de confusion et de tyrannie exercée par d'insolents directeurs, (walking delegates) cela n'empêche pas que le principe de la fédération du travail est excellent ; car, cette fédération ou organisation du travail, considérée en elle-même, n'est pas du tout responsable de l'inconduite de ses membres.

Il y a eu de fréquentes et sottes déclamations contre l'intolérance et la tyrannie des unions ouvrières, vis-à-vis des ouvriers indépendants. Mais, nous nous hâtons de le dire, l'unionisme n'est pas responsable des mauvais traitements, grandement exagérés du reste, infligés à ceux que l'on est convenu d'appeler avec mépris "the scabs" (ce terme ne saurait se traduire littéralement en français). Si l'on se donne la peine de s'enquérir un tant soit peu, on s'apercevra que les unionistes ont été excessivement patients à l'égard des soi disant "scabs" qui cherchent à contrecarrer leurs légitimes revendications et qui, sans être à la peine, sans rien sacrifier, sans lutte enfin, bénéficient dans une large mesure des victoires remportées par les hommes de l'union. Le noble président des mineurs américains (United Mine Workers) vient d'opposer un démenti formel à l'assertion qui soutient que l'unionisme cherche à combattre les droits et même à s'immiscer dans les affaires des hommes qui ne lui appartiennent pas.

Les unions ouvrières ne cherchent pas à molester d'une manière illégale les ouvriers non-unionistes. Il y a eu ici et là des cas isolés de mauvais traitements

contre les travailleurs non-fédérés ; mais, ces actes de violence, toujours regrettables, furent exercés individuellement et non avec la participation ou l'autorisation des unions elles-mêmes. Que dire des outrages et des meurtres occasionnés par les grèves, où les unionistes jouèrent, a-t on dit, un rôle néfaste ? Combien de discours véhéments ont été prononcés ; combien d'écrits enflammés ont été publiés contre ces crimes de l'unionisme !

Nous n'entreprendrons pas de faire l'apologie des assassinats ni des attentats commis durant des moments d'excitation par des grévistes affolés, agissant de leur propre mouvement, sans qu'il y eût connivence de la part de leurs chefs. Nous ferons seulement remarquer que les morts survenues à l'occasion des grèves suscitées par l'unionisme durant trente-cinq ans, n'égalent pas le nombre de celles qui sont dues à la violence, dans la seule ville de New York, durant trois mois ; et que les désordres qu'on attribue à l'unionisme, si nous en faisons le relevé pour une période de vingt ans, sont inférieurs en nombre à ceux de la grande métropole pendant un mois seulement. Du reste, ces crimes imputés à l'unionisme sont répudiés par ses membres les plus sensés ; tous même sont unanimes à flétrir de tels actes de violence. Nous prétendons, disent-ils, nous servir de la persuasion vis-à-vis de l'ouvrier non-unioniste, pour l'engager à ne pas travailler aux jours de grèves ; nous voulons le convaincre de vive voix sans lui faire violence en aucune façon. Nous réclamons également le droit de ne pas travailler avec lui, si bon nous

semble, de l'ignorer au besoin, et de ne point fraterniser avec lui. Nos ouvriers américains ont largement bénéficié des unions ouvrières et ne l'oublieront pas facilement. "La fédération du travail," affirme Brooks, "en dépit des fautes qu'on lui reproche, relève le niveau de la vie populaire. L'abolir équivaudrait à rendre plus longues les heures du travail, moins élevés les salaires et plus amère la condition des travailleurs." Et nous ajoutons que la dissolution des syndicats ouvriers amènerait des conséquences encore plus graves. Si l'unionisme est renversé, le socialisme prendra sa place. Les socialistes en veulent aux unions ouvrières ; ils se réjouissent quand ils constatent de l'inimitié entre le capital et le travail fédéré. En garde! dirons-nous aux travailleurs, conservez vos sociétés ; faites-les grandir et prospérer ; maintenez-les sur des bases irréprochables ; qu'elles aient pour fondement la justice et la loi. Seulement, pour assurer le succès à leurs justes réclamations, les ouvriers devraient boycotter leurs pires ennemis, savoir : les débits de boissons, les salles de jeu, les théâtres de bas étage, les romans immoraux, la littérature socialiste, les discours obscènes et le dernier, mais non le moindre, les délégués ambulants, (1) fauteurs de troubles, qui n'en sont pas moins irresponsables vis-à-vis des unions qu'ils représentent.

§ 5. L'homme et la machine.

Au fur et à mesure que les unions ouvrières ont fait des progrès dans le monde industriel, on a vu disparaître l'antagonisme entre l'ouvrier et la machine.

(1) Walking delegates.

On a peu à peu cessé de dire, en se plaignant, que cette dernière avait ruiné le travail manuel ; et le travailleur, de nos jours, n'est pas éloigné de la considérer comme une alliée, sinon comme une amie. Au début, lors de l'introduction du mécanisme dans l'industrie, la classe laborieuse eut à souffrir, et les hommes de cette catégorie s'effrayèrent et s'insurgèrent, comme le cheval qui se cabre en voyant, pour la première fois, et, surtout, en entendant le rouleau à vapeur ; mais, quand ils se furent habitués à la machine et qu'ils eurent bel et bien constaté qu'elle n'était en définitive, que le produit du travail de l'homme, toute agitation cessa. La révolution, qui s'est opérée dans le monde industriel par les inventions modernes, confine au merveilleux ; une machine à broyer la pierre fait l'ouvrage de six cents hommes ; une pelle à vapeur accomplit, en huit minutes, ce qu'un terrassier peut à peine faire en dix heures avec une pelle ordinaire. Néanmoins, les statisticiens du travail nous assurent que la machine n'a pas diminué la main-d'œuvre, qu'elle l'a doublée au contraire. Le mécanisme produit la richesse et la production de la richesse engendre le travail. Il y a maintenant plus de bras employés dans les différentes branches de l'industrie qu'il n'y en avait autrefois, avant l'introduction des machines. En outre, les nouvelles inventions ont créé de nouvelles industries et multiplié, par conséquent, la main-d'œuvre. Combien d'hommes et de femmes sont employés sur les chemins de fer, dans les lignes télégraphiques, au téléphone, à la construction des automobiles, des bicyclettes, etc ?

Le mécanisme industriel, comme les unions ouvrières, doit demeurer en ce monde et, d'après les desseins de la divine Providence, il est appelé à promouvoir, en même temps, les intérêts du capital et du travail. Il n'a pas été introduit ici-bas pour affamer le travailleur ni lui soustraire le fruit de son travail, mais pour ennoblir et faciliter sa tâche et lui donner une part légitime dans les produits. S'il arrive que la machine fasse de l'homme une brute, un automate; si les ouvriers sont obligés de courir pour la servir s'ils deviennent vicieux à cause du servilisme abject où elle les a réduits ; s'ils meurent à brève échéance à cause des fatigues qu'elle leur impose ; ceci n'est pas imputable aux forces mécaniques appliquées à l'industrie ; la matière ne saurait avoir de responsabilité morale ; c'est à l'homme qu'il faut s'en prendre, à l'homme qui sait abuser des meilleures choses. Le patron qui bénéficie d'un outillage perfectionné, mais dangereux pour ses ouvriers, voit en même temps s'accroître ses responsabilités. Il doit, aux victimes des accidents qui surviennent, de légitimes compensations. Ce n'est pas ce qui se pratique toujours, néanmoins. Il arrive fréquemment que les travailleurs blessés dans les manufactures ne reçoivent rien ou presque rien. Quelques corporations, à la vérité, se conduisent honorablement vis-è-vis de leurs ouvriers, dans des cas analogues ; mais, il en est d'autres, dignes d'être flétries, qui mettent de côté leurs travailleurs devenus impotents comme des outils hors de service qu'on jette aux ferrailles ou de vieilles machines.

La nécessité d'une législation concernant l'hy-

giène ou la salubrité des manufactures devient de plus en plus urgente. C'est le besoin pressant de l'heure actuelle. Comme l'admet Brooks, "Nous sommes en arrière de la plupart des peuples civilisés dans la manière dont nous traitons les accidents survenus dans le domaine industriel." Aucun pays n'est aussi faible et aussi imprévoyant dans ses ordonnances ou ses lois destinées à protéger le travailleur, que la République américaine. Nos magnats de l'industrie ont plus ou moins accaparé le pouvoir dans les conseils municipaux et les gouvernements des Etats qu'ils contrôlent à leur gré. Les candidats du peuple sont en réalité les candidats des "boss" (chefs) et "des tireurs de ficelles." Nous n'avons pas de monarques couronnés dans ce pays, et nous ne désirons pas en avoir; mais nous avons le roi de l'or, le roi de l'argent, le roi des chemins de fer, le roi du pétrole, le roi du caoutchouc, le roi du porc, de la bière et de l'eau de vie qui ont mis leur confiance dans le pouvoir de l'argent et qui gouvernent grâce à son influence prépondérante. C'est l'argent qui agit sur les assemblées préliminaires (caucus) et les conventions, qui achète les votes et les candidats. "L'Auri sacra fames" a transformé plusieurs de nos conseils et de nos législatures en succursales, et les elus du peuple, en mercenaires des trusts, des syndicats et autres harpies des affaires publiques et privées. Grâce à ces influences scandaleuses, des privilèges sont accord´s au détriment du travail à qui on enlève frauduleusement une partie notable de ses revenus légitimes. Est-ce que Mgr. Spalding se trompe quand il déclare

notre politique essentiellement immorale? Quand donc le peuple pourra-t il placer ses intérêts les plus chers entre les mains d'hommes incorruptibles qui redresseront tous les torts? Il faudrait à la classe laborieuse un bon et solide système d'assurance, non seulement contre les accidents, mais encore contre les épreuves de la vie: tels sont les maladies, le chômage forcé, la vieillesse, etc. Ceci aurait pour effet, tout d'abord, de donner aux travailleurs ce dont ils ont le plus besoin, la sécurité de l'existence, et ensuite, de les empêcher de se jeter dans les bras du socialisme. La loi devrait mettre en vigeur un système d'assurance contre les accidents dans toute entreprise industrielle où les machines sont employées.

Il n'est pas de pays au monde où les ateliers, les établissements industriels renferment un mécanisme plus varié, plus compliqué même que ceux de la République américaine; et, pourtant, nulle part ailleurs, étant donné la criminelle apathie de notre législature, on ne se montre aussi mesquin vis à-vis ceux qui sont victimes des accidents de manufactures. "Il serait difficile," dit Willoughby, dans un ouvrage intitulé "Workingmen's Insurance," "d'assigner un champ de réforme sociale ou légale où les Etats-Unis soient aussi en arrière des autres nations. La cause de ce triste état de choses repose toute entière dans ce fait que les principes qui devraient amener l'évolution graduelle d'une responsabilité limitée–ceci regarde les patrons–à l'obligation d'indemniser, pratiquement, tous les ouvriers blessés ou injuriés à leur service, la cause, dis-je, vient de ce que ces principes

n'ont pas même encore été compris aux Etats Unis." Ici est l'une des sources de mécontentement parmi la classe laborieuse et un puissant moyen de propagande pour le socialisme.

La machine industrielle est la servante et l'amie de l'ouvrier ; mais la machine politique est son ennemie. Cet engin est aux mains des "boss" et des "tireurs de ficelles." Ceux-ci n'ont que des paroles mielleuses à l'adresse des électeurs avant le jour de la votation, et font à la classe ouvrière les promesses les plus alléchantes dont ils ne se souviennent plus au lendemain du scrutin. Les citoyens chrétiens, surtout les catholiques, devraient souvent réfléchir sur la gravité du devoir qui leur incombe dans l'émission de leur vote, et sur l'infamie qui s'attache à la vente ou à l'achat de la conscience du voteur. C'est à la boîte du scrutin que les chrétiens remplissent leurs obligations vis-à vis de l'État et qu'ils contribuent effectivement à épurer notre politique et à détruire un système administra if discrédité.

§ Les enfants et les femmes dans les manufactures.

L'immortel Léon XIII met en garde les parents, les tuteurs et les patrons contre le travail de l'enfant. Il est vraiment cruel de soumettre aux pénibles labeurs des usines ces pauvres petits dont l'esprit et le corps ne sont pas encore suffisamment développés ou formés. On devrait punir sévèrement le père sans entrailles ou la mère avare qui obligent leurs enfants en bas âge à travailler pour subvenir aux dépenses de la maison ;

non moins coupable est le patron d'un établissement industriel qui reçoit ces garçonnets ou ces fillettes au nombre de ses travailleurs. Un chrétien devrait se servir de toute l'influence qu'il possède pour préserver d'une telle servitude les enfants dont le corps s'affaiblit et dont l'esprit s'émousse sous le poids d'un travail disproportionné avec leur âge.

Ce que nous venons de dire de l'enfant s'applique également à la femme. La conduite criminelle d'un si grand nombre de mères, oui de mères, à qui l'on permet néanmoins de vivre hors des prisons ou des bagnes, a eu pour effet de pousser les femmes en dehors de leurs sphères d'action et de les porter à s'enfermer dans les usines et les ateliers qui souvent ne conviennent pas à leur constitution physique ou morale. Regardons et voyons quel triste spectacle nous offre le sexe faible dans les villes manufacturières. La plupart des femmes sont pâles, émaciées, épuisées par un travail bien au-dessus de leurs forces. Devenues à moitié sourdes par le bourdonnement et le grincement des machines, sans cesse menacées par le spectre de la tuberculose, ces malheureuses traînent une misérable existence hors du foyer qu'elles devraient égayer de leur présence, et nous pouvons facilement supposer combien parmi elles meurent des suites de ce long martyr causé par un travail contre nature.

Si la religion chrétienne n'était pas là pour illuminer des divins rayons de la foi et de l'espérance la sombre et lugubre existence de ces infortunées, plusieurs deviendraient folles de désespoir. A la vérité,

si nous étions à la place de ceux qui gouvernent la société civile ou le foyer domestique, nous ne permettrions pas aux dames de s'assujettir à des travaux qui sont du ressort de l'homme.

Sous aucun prétexte, excepté dans le cas d'une extrême nécessité, on ne devrait permettre le travail des manufactures aux femmes mariées. Ces dernières, en effet, ont contracté devant Dieu l'engagement solennel de remplir, vis à-vis de l'homme, les devoirs d'épouse, de mère et de ménagère ou gardienne du foyer. Ce contrat ne saurait être violé, même,avec le plein consentement du mari. La loi naturelle demande que la mère donne tous ses soins et son temps à ses enfants et à son ménage. Enfreindre cette loi serait, tout simplement, ruiner la vie domestique et saper dans sa base la société elle-même. Il arrive malheureusement trop souvent que, dans les paroisses composées d'ouvriers de manufactures, des jeunes femmes, au lendemain de leur mariage, reprennent le chemin de l'usine. Une telle contume est tout à fait démoralisante et injurieuse pour la famille chrétienne.

Le prêtre devrait faire tout en son pouvoir pour maintenir à la place d'honneur qui lui convient celle dont l'Ecriture Sainte nous à tracé un si beau portrait sous le titre de la femme forte.

Léon XIII résume la question en peu de mots: "Une femme est constituée par la nature pour travailler à l'intérieur de la maison, et c'est précisément ce travail à domicile qui sauvegarde sa modestie, lui permet de bien élever ses enfants et de procurer le bien-être à sa famille."

* * *

Nous nous permettrons d'ajouter quelques réflexions qui nous aideront à mieux juger les théories qui se rapportent à la question sociale du jour.

Nous ne rendons aucun service à la religion en nous opposant constamment et directement à tous les mouvements de la démocratie moderne. Il est tout à fait inutile de regretter les jours qui ne sont plus, et de soupirer après des institutions qui ne reviendront jamais. Ce serait à tort que nous regarderions avec dédain les œuvres de notre temps, et que nous condamnerions indistinctement les tendances et les généreuses aspirations de notre époque. Dieu, nous le répétons, est de tous les temps. Il est maintenant avec nous, et Il le sera dans l'avenir. Notre devoir de catholiques est de discerner le bien du mal, de savoir distinguer entre une vérité bien établie et une opinion contestable, de purifier, si nous pouvons parler ainsi, les agitations présentes de tous les éléments pervers qu'elles renferment, et de nous diriger enfin dans les voies sures et droites que nous montre notre sainte religion. "In dubiis libertas."

Nous pouvons différer d'opinion avec quelqu'un et pourtant, voyager avec lui, dans le même vagon, assis sur le même siège. "In omnibus caritas." Donnons à la charité, la préséance partout et toujours quand la chose est possible. Les cœurs qui sont remplis des flammes de cette vertu ne faibliront pas sous les épreuves et dans les combats de la vie, ou ne reculeront pas devant le devoir. "La charité tolère tout, elle croit tout, elle souffre tout."

CHAPITRE V

L'Ordre social, avant et apres la reforme protestante.

Dans notre premier chapitre, nous avons attribué à la réforme protestante la majeure partie des maux de la société moderne. Je me propose, maintenant, de prouver cette accusation, en établissant un rapprochement entre ce qu'était la société avant le grand soulèvement du seizième siècle et ce qu'elle devint à la suite de la prétendue réforme du moine de Wittemberg Nous ferons voir surtout, comment les changements qui ont affecté les différentes classes de la société, après l'établissement du protestantisme,ont é é la conséquence déplorable de cette secte subversive.

Voici, du reste, la double thèse que je veux établir : Il existait un plus haut dégré de civilisation dans le monde, avant qu'après la réforme protestante. La dégénération sociale,dont les hommes se plaignent, est la conséquence directe de cette même réforme.

Mais il est important, au début,de s'entendre sur les termes. Et d'abord, qu'est ce que la civilisation ? Il y a quelques années un ambassadeur américain, à qui on posait la question, dans une cour étrangère, répondait par cette boutade : "La civilisation peut se définir en deux mots : une gare de chemin de fer et un poteau télégraphique !" Il y a peut-être du vrai dans cette plaisante définition; mais, nous ne saurions conseiller aux sociologues de l'insérer dans un dictionnaire, ou dans un de leurs savants ouvrages.

Sous le nom de civilisation, nous entendons généralement la condition d'une société, où tout va bien, où tout est prospère. On s'accorde à dire qu'un pays est civilisé, quand le bien commun y est suffisamment obtenu, le droit reconnu et respecté ; quand le commerce, les sciences et les arts y trouvent un développement convenable, de telle sorte qu'ils suffisent au bien-être physique et moral du peuple. La civilisation s'appuie sur la moralité d'une ou de plusieurs nations. Quand les hommes du vingtième siècle parlent de la civilisation, ou qu'ils écrivent à son sujet, nous supposons qu'ils ont en vue celle du christianisme, la plus pure et la plus élevée dont l'histoire fasse mention, et, qu'en lui rendant hommage, ils reconnaissent qu'elle est basée sur la morale chrétienne et qu'elle fut proclamée par l'Église du Christ.

La morale chrétienne prescrit le partage des richesses, de telle sorte que chacun puisse vivre confortablement ; elle modère le désir désordonné des biens de la terre, en élevant les regards de l'homme au-dessus d'un monde périssable en lui faisant envisager sa véritable fin qui est le ciel ; elle enseigne le bon usage de la fortune, et n'oublie pas de montrer à ceux qui sont favorisés des biens de ce monde que leur superflu est le patrimoine du pauvre et de l'indigent.

Les maximes de la morale chrétienne, sur lesquelles s'appuie la civilisation, sont les suivantes : les hommes sont tous frères ; le travail est un devoir pour tout le monde : il purifie et élève l'âme ; la paresse est un vice ; les talents dont il a plu à la Provi-

dence de nous gratifier ne doivent pas être enfouis, mais utilisés pour le bien de tous ; nous devons avoir, comme les vierges sages de l'Evangile, l'huile des bonnes oeuvres dans nos lampes, si nous voulons être reçus dans le royaume du ciel. La diffusion de tels principes moraux, parmi les hommes, est le plus grand bienfait qui se puisse accorder à une société. L'Église catholique les a inculqués aux peuples qu'elle a formés, et c'est grâce à eux qu'elle a véritablement civilisé le moyen-âge. Sa doctrine a été l'unique fondement sur lequel s'est appuyé durant des siècles, l'édifice social des nations européennes.

§ 1. Avant la Reforme Protestante.

Celui qui ignore la constitution et l'histoire de l'Eglise Catholique ne peut comprendre comment la religion Chrétienne fut, au moyen-âge, le principe de la vie intellectuelle, sa note dominante au quelque sorte, et la base de toute organisation sociale.

Toutes les associations, soit qu'elles eussent pour objet l'agriculture, le commerce ou l'industrie, toutes les corporations, et même les société d'amusements, avaient un caractere religieux et faisaient en quelque sorte partie du système économique de l'Eglise. "C'est ainsi que l'on donnait un cachet éminemment spirituel aux moindres transactions de chaque jour faites, soit au point de vue des affaires, soit pour le simple plaisir.

Ce fut l'Eglise qui établit, à cette époque, des liens ou rapports d'homme à homme, de classe à classe, de nation à nation. L'Eglise produisit, au

moyen-âge, parmi tous les hommes, une véritable unité de sentiments, en favorisant ce que nous pourrions appeler un cosmopolitanisme de bon aloi que nous ne pourrions que difficilement concevoir, dans ces jours d'individualisme et de nationalisme à outrance. Aussi longtemps que l'Eglise fut puissante, aussi longtemps qu'elle put faire des lois respectées, elle s'interposa courageusement entre le travailleur et le maître, entre le paysan et le seigneur, afin d'assurer le règne de l'équité et d'empêcher, par là même, l'oppression des faibles." (1)

Il est tout à fait impossible que la société soit prospère et heureuse sans la double condition qui va suivre, savoir : 1e, la stabilité du travail et des mesures efficaces de prévoyance pour les besoins de l'avenir ; 2e, la conviction, pour chacun de ses membres, de pouvoir jouir, s'ils le méritent, des joies du paradis au sortir de cette misérable vie.

Rien n'est plus propre à satisfaire l'individu, considéré en lui-même ou dans l'organisme social, comme cette assurance d'une paix temporelle et éternelle.

Or, l'Eglise avait gratifié la société du moyen-age de cette double et bienfaisante condition. Dans cet heureux temps, chacun pouvait accomplir sa tâche journalière et jeter un regard confiant vers l'avenir, étant pleinement convaincu que la sainte Eglise avait d'amples provisions pour les besoins du corps et de l'âme. Aux âmes coupables, maculées par la souillure du péché, mais repentantes, l'absolution du prêtre rendait la pureté et l'amitié de Dieu ;

(1) "Westminster Review," January, 1884.

aux moribonds, à ceux qui voyaient arriver leurs derniers moments, la religion prodiguait ses consolations, ensoleillant en quelque sorte, l'agonie des serviteurs du Christ, en attendant qu'elle les introduisît dans le port de la bienheureuse éternité.

Les possesseurs des biens de ce monde n'étaient pas alors regardés avec un œil d'envie par le pauvre. L'idée ne venait à personne de les jalouser parce qu'ils étaient favorisés des biens de la fortune. On les considérait uniquement et simplement comme des économes établis par Dieu pour administrer le patrimoine des pauvres et des indigents.

Le soin des malheureux était alors réputé le plus sacré des devoirs. Les revenus et les biens de l'Eglise appartenaient, comme un héritage, aux classes les plus pauvres de la société. Les membres de l'Eglise étaient imbus de ce principe, qu'ils étaient tous les enfants d'un même Père qui est au Ciel, les descendants du même couple humain, les membres d'un même corps mystique qui est le Christ venu sur la terre pour nous unir par les liens les plus étroits de la fraternité. L'Ange de l'Ecole, St-Thomas d'Aquin, n'établissait pas une simple théorie, mais bien une règle de la vie pratique, quand il disait : "Les hommes ne doivent pas considérer leur superflu, comme leur entière propriété, mais plutôt comme celle de la communauté, de telle sorte, qu'ils doivent le partager sans difficulté quand les autres sont dans le besoin."

Un autre principe vivant qui exerça son influence salutaire sur la vie du riche dans ces âges de foi, fut celui de la charité mise au service des malades, des

pauvres et des abandonnés, conformément au commandement nouveau du Seigneur : "Aimez-vous les uns les autres." Grâce à l'observation de ce précepte, l'Eglise devint la plus grande institution de charité dans le monde. Elle abolit l'esclavage, bâtit des hôpitaux et des asiles pour les malades et les délaissés, construisit des hospices pour les vieillards indigents ; enfin, elle pourvut de secours la plupart des misères humaines. Au troisième siècle, il existait, à Alexandrie, une confrérie pour soigner les malades. Fabiola fit construire à Rome le premier hôpital. Saint Basile en établit un chez les orientaux,près de Césarée. Saint Jean Chrysostôme devint, à son tour, le fondateur d'un hôpital pour les malades pauvres. Saint Zotique, un riche Romain,qui fut d'abord sénateur, puis prêtre de la sainte Eglise, bâtit un orphelinat,au commencement du quatrième siècle. Saint Pacôme établit un hospice ou lieu de refuge pour les pélerins dans son palais épiscopal, à l'embouchure du Tibre ; son exemple fut suivi par saint Augustin qui rachetait aussi les esclaves. Au fur et à mesure que l'Eglise prit de l'extension, elle fonda d'innombrables ordres religieux d'hommes et de femmes pour le service des malades, soit dans les hôpitaux, soit à domicile. Les monastères, les résidences épiscopales et les collégiales furent aménagés de telle sorte qu'ils purent offrir des secours aux malades et l'hospitalité aux pèlerins. L'hôpital du St-Esprit, à Rome, a fait plus pour l'humanité souffrante, que n'importe qu'elle autre institution de ce genre dans le monde entier. Cet asile de la charité, qui fonctionne en quelque sorte sous les

yeux du pape, est bien digne du père commun des fidèles, dans le cœur duquel brûle toujours le feu divin que le Maître est venu allumer sur la terre.

Il ne sera pas hors de propos de mentionner ici les ordres à la fois religieux et militaires de l'Eglise, comme les Chevaliers de St-Jean, les Chevaliers de la Croix et les Chevaliers du Temple, qui ont rendu à l'humanité d'immenses services par des actes de la plus touchante et de la plus sublime charité. Ils ne furent pas établis pour propager l'Evangile par le sabre ; mais, ils devinrent soldats du Christ et marchèrent sous la protection de la Reine du Ciel, pour défendre les lieux saints, combattre le brigandage, protéger les pélerins et secourir les malades, les pauvres, les orphelins et les veuves. "Il est indubitable que la chevalerie ne fut jamais plus digne d'admiration que dans les ordres religieux et militaires dans lesquels il fallait sacrifier toutes les affections terrestres, renoncer à la gloire du guerrier et à la solitude du cloître, assumer la responsabilité de deux états de vie, servir dans les camps et remplir les devoirs d'un moine, devenir la terreur des ennemis de la religion et la consolation des affligés. Les Chevaliers de l'Europe allaient par le monde à la recherche des aventures; les chevaliers religieux marchaient sous la bannière de la sainte pauvreté au service de toutes les infortunes. Le grand maître des Hospitaliers s'intitulait lui-même, le gardien des pauvres de Jésus-Christ. Les pauvres étaient appelés par les chevaliers "Nos maîtres." Etonnant pouvoir de la religion qui, alors que le sabre était partout en hon-

neur, enseignait au vaillant à devenir humble, et lui montrait que l'orgueil n'était pas, comme on le croyait communément, un élément essentiel de bravoure."

Ainsi s'exprime César Cantu, l'historien italien, dont les paroles renferment de profonds enseignements. Le célèbre historien allemand, Frederic Hurter, soutient que toutes les institutions de bienfaisance que le genre humain possède de nos jours pour le soulagement des infortunés, toutes celles qui ont été établies pour les indigents et les affligés, sous quelque point de vue qu'on les considère, quelles que soient les souffrances qu'elles allègent, viennent directement ou indirectement de l'Eglise Catholique.

L'admirable charité de l'Eglise ne doit pas être confondue avec la philanthropie moderne, qui singe bruyamment la charité chrétienne. "La philanthropie," comme dit Ozanam, "est semblable à une femme qui s'admire; la charité ressemble à une mère qui tient son enfant dans ses bras."

Un facteur puissant qui contribua largement au bien de la société avant la Réforme protestante et qui n'est plus guère apparent de nos jours, était la haute estime accordée au travail par toutes les classes de la hiérarchie sociale. C'était alors une doctrine universellement reconnue que tous les hommes sont nés pour travailler, les uns, avec leurs bras dans les champs et les ateliers, les autres, dans les sciences et les arts, un certain nombre, dans les armées pour la protection du foyer et la défense de la patrie, d'autres enfin, pour servir le Christ et son peuple. Tous les hommes, sans

exception, étaient censés appartenir à la classe des travailleurs. Werner Rolewink, un moine instruit de l'ordre des Chartreux, écrivait au commencement de la Réforme : "Dieu et le travailleur sont les maîtres et seigneurs de tout ce qui est au service de l'homme." Nous trouvons cette formule dans un livre de prière en usage parmi le peuple au quinzième siècle et intitulé le "Moniteur Chrétien." "Faisons de telle sorte que les sociétés et les confréries règlent leur mode d'existence conformément aux principes de la charité chrétienne afin que leurs oeuvres puissent être bénies. Travaillons d'après la loi de Dieu et non pour le seul motif du lucre; autrement nos labeurs seraient vains et préjudiciables à notre salut. Les hommes doivent travailler pour la gloire de Dieu qui a voulu que notre partage ici-bas fut une existence laborieuse. L'homme doit s'appliquer au travail afin d'obtenir pour lui et sa famille les choses nécessaires à la vie et aussi afin de contribuer au bonheur de la communauté chrétienne et au soulagement des pauvres malades." Que ces conseils fussent généralement suivis, il n'y a pas à en douter, étant donné la condition prospère de l'industrie et l'absence complète du paupérisme. Les corps de métiers et les unions ouvrières étaient alors florissantes, pendant que les paysans devenaient graduellement propriétaires du sol et s'élevaient à la condition de francs-tenanciers.

A cette époque déjà loin de nous, la société n'offrait pas le spectacle alarmant d'une double catégorie de citoyens séparés par un gouffre béant, et, dans cette communauté pétrie de foi, on ne voyait pas se

dresser en face l'un de l'autre, comme de nos jours, les deux farouches antagonistes qui s'appellent l'extrême richesse et l'extrême pauvreté. Avec la bienveillante permission du lecteur nous allons maintenant exposer plus en détail, quoique brièvement, la condition où se trouvaient au moyen-âge les trois branches de l'industrie: l'agriculture, le travail manuel et le commerce.

(A) La vie agricole.

Jansen a fait un tableau charmant de la vie des paysans en Allemagne vers la fin du moyen-âge. (1) Il nous représente l'intérieur d'une maison de fermier dont le centre est occupé par une large cheminée. En face du foyer, sur un siège élevé, le meilleur de la maison, se tenait comme une reine l'épouse du fermier qui avait l'œil ouvert sur tout l'établissement surveillant en même temps, les enfants et les serviteurs, les chevaux et les vaches, le grenier, la cave et les différentes pièces du logis. Tout le long du jour le feu flambait joyeusement dans l'âtre et couvait sous la cendre durant la nuit; on ne le laissait s'éteinder, suivant la vieille coutume, qu'à la mort du chef de la famille. Pas n'est besoin de dire que cette scène champêtre avait pour décors les sereines beautés de la nature et qu'elle se déroulait sous les yeux d'une Vierge peinte, en présence d'un Christ, accroché à la muraille.

Un livre d'agriculture, écrit peu de temps avant la Réforme, renferme le passage suivant: "Le véritable fermier n'a rien de plus précieux que sa maison, sa femme et ses enfants. Il aime son travail et tient son é-

(1) Cf. "History of the German People." Vol. 1.

tat en haute estime, car Dieu lui-même l'institua dans le paradis." Une chanson populaire exalte la condition de l'homme des champs: "Le Chevalier dit au paysan: Je suis issu d'une race noble. Le paysan répondit avec fierté: Je cultive le froment; c'est la part la meilleure. Si je ne travaillais pas vous ne pourriez vivre dans votre château."

Etroitement unis les uns aux autres et fidèles à leur devise: "Tous pour chacun et chacun pour tous", les agriculteurs de ces temps reculés avaient conscience de leur dignité; ils se considéraient comme les laboureurs de la terre du Bon Dieu et les pourvoyeurs du reste de l'humanité. Deux principes admis partout chez le peuple agricole servaient de base à ses libertés, d'appui à ses réclamations et de fondement à ses droits et obligations; l'un venant du droit canonique: "Aucun homme n'appartient à un autre", l'autre emprunté à la loi impériale: "Les peuples sont à Dieu et les tributs à l'empereur."

A la fin du moyen-âge, le sol appartenait surtout aux nobles, aux monastères, aux institutions de charité et aux maisons d'éducation. Il y avait néanmoins un grand nombre de paysans propriétaires ou francs-tenanciers. Et, comme la valeur des terres s'accrut constamment à cette époque, le nombre des fermiers indépendants devint aussi de plus en plus considérable. La loi d'hérédité protégeait les propriétés foncières en empêchant leur partage: la ferme revenait, par droit de succession à l'aîné des enfants mâles, qui, en retour, devait pourvoir aux besoins du reste de la famille. Les

fermiers tenanciers ou locataires, non encore affranchis de leurs redevances vis-à-vis des grands propriétaires du sol, (rois, nobles, abbayes ou monastère,) ne doivent pas être confondus avec les serfs, car le servage n'existait plus à cette époque. A part les fermiers propriétaires ou locataires il y avait encore les tenanciers proprements dits qui étaient pourvus d'une chaumière et d'un jardin et qui travaillaient sur les fermes moyennant salaires.

Les fermiers tenanciers, ou ceux qui payaient une rente pour leur terre, ne pouvaient laisser la ferme sans la permission du propriétaire ou sans l'avoir préalablement notifié. Mais les baux d'affermage étaient perpétuels et assuraient à la classe agricole le plus précieux des avantages, c'est-à-dire, une existence stable. Les loyers étaient peu élevés, souvent nominaux, spécialement sur les terres détenues par les monastères qui affermaient leurs propriétés uniquement pour procurer aux gens du peuple l'abri et le travail. Ainsi, en Autriche, les fermiers payaient leurs rentes en consacrant annuellement douze journées de travail au service des propriétaires du sol. Durant le temps de cet espèce de corvée féodale, le propriétaire était tenu de nourrir ses fermiers, de leur faire faire "bonne chère", suivant l'expression reçue, de telle sorte que le temps du service de ces derniers devenait souvent une époque de réjouissance et de fête pendant laquelle ils reconnaissaient les droits de leurs seigneurs et jouissaient de leur paternelle bonté.

D'ordinaire, les paysans étaient bien logés, propre-

ment vêtus et copieusement nourris, de telle sorte que certains prédicateurs du temps leur reprochaient leur inclination à l'orgueil et au luxe et dénonçaient en termes véhéments leur sensualité qui les portait à se nourrir des viandes les plus délicates et à boire les vins les plus dispendieux et les plus exquis.

Les manœuvres ou garçons de ferme étaient aussi payés et bien nourris. Si l'on en juge d'après les conditions stipulées par contrats entre le fermier et ses aides, nous pouvons affirmer que ces derniers n'avaient aucune raison de se plaindre de la table de leurs maitres. D'après une clause, en effet, les serviteurs avaient droit à deux plats de viande le midi et pouvaient en exiger au moins un le soir.

Le même état de chose existait chez les fermiers anglais avant la Réforme, et ce n'est pas en vain que l'on désignait l'Angleterre d'alors sous le nom "d'heureuse Angleterre" (Merry England). Les relations domestiques ou familiales, qui avaient un caractère tout à fait patriarcal à cette époque, reposaient sur la religion. La femme était le bras droit du mari, sa fidèle compagne, en un mot, la reine du logis. Elle surveillait les servantes, leur enseignait à tenir la maison, à broder et à coudre. Elle devait aussi avoir l'oeil ouvert sur les serviteurs, garder soigneusement le trousseau des clefs, soigner les malades et, tout en ménageant ses paroles, ne pas épargner ses pas.

L'abolition des couvents, des monastères et autres institutions religieuses et la confiscation qui suivit, comme nous le verrons bientôt, eurent pour effet de jeter

les paysans anglais dans un état de pauvreté sans précédent. Aux moines, qui avaient été des seigneurs faciles et indulgents, succédèrent des maîtres égoïstes et despotiques qui introduisirent le système des rentes exorbitantes et mirent les malheureux paysans dans cet état pitoyable de servitude où le dix-neuvième siècle, à la honte de la protestante Angleterre, trouve encore les fermiers tenanciers de l'Irlande.

(b) Les Corporations.

Des corporations semblables à celles des artisans et des marchands, ayant un but de protection et de secours mutuel, furent organisées même du temps des païens comme il est facile de le constater par les historiens romains. Une certaine appréhension résultant de l'incertitude où ils se trouvent de pouvoir gagner leur vie et la crainte de se voir assujettis à la condition des esclaves ont porté les hommes de tous les temps à former des associations pour s'assister mutuellement. Les corporations du moyen-âge, toutefois, n'étaient pas simplement bienfaisantes; elles furent essentiellement religieuses et l'œuvre de l'Eglise; elles naquirent de cet esprit de charité fraternelle qui imprégnait alors les peuples de la chrétienté.

L. Brentano, écrivain tout à fait renseigné sur ce sujet, affirme, dans son essai magistral sur "l'histoire et le développement des corporations", que les corporations du moyen-âge, comme celles qui existent encore dans les pays catholiques, furent d'origine plus ou moins monastique. Ces associations, dit-il, furent com-

me une imitation mitigée du cloître conçue et exécutée par des hommes qui, tout en cherchant à amasser des trésors pour le ciel, ne voulaient pas néanmoins renoncer tout à fait à la terre.

On peut découvrir des vestiges de cet épanouissement au dehors de la vie monacale dans les régions du midi où le christianisme et les ordres religieux furent d'abord établis.

Il y eut des corporations pour chaque état ou profession : pour les bijoutiers, les ouvriers sur métaux, les boulangers et les bouchers, les tailleurs et les savetiers, les charpentiers et les maçons, les tanneurs, les drapiers, les chapeliers, les tisserands, les fileurs et pour plusieurs autres encore.

Etroitement liés par des règlements et des coutumes, les membres de ces sociétés portaient l'uniforme, avaient leurs sceaux et leurs lieux de réunion. Ils vivaient généralement sur la même rue ou dans le même quartier autour de la salle où ils s'assemblaient fréquemment pour discuter les questions d'intérêt commun, voir à l'observation des statuts ou prendre part à des agapes fraternelles. Le modèle de ces corporations était la famille chrétienne.

Les officiers élus par le suffrage des membres avaient pour mission de gouverner la corporation, de conférer les brevets ou diplômes, de percevoir les contributions, de visiter les ateliers et d'imposer les amendes jugées nécessaires. Ceux qui étaient choisis pour remplir un office dans une corporation devaient accepter la charge ou payer une amende assez lourde. Les

membres d'une même association devaient soumettre leurs différends au conseil de la société au lieu de recourir aux tribunaux civils. Les dépenses encourues nécessairement pour l'administration de la corporation étaient défrayées par les taxes d'entrée, les contributions régulières et les legs. Chaque métier jouissait de la plus entière liberté et réglait à son gré ses propres affaires La permission ou licence du roi n'était pas requise pour l'établissement d'une nouvelle société. Toutefois, les corporations luttèrent plus d'une fois contre l'autorité royale qu'ils tenaient responsable des torts infligés à leurs membres. Les règlements ou statuts des corporations ouvrières du moyen-âge respirent le plus grand respect pour la loi et l'amour le plus ardent pour la liberté. On ne pouvait faire dans ces sociétés aucune ordonnance contre le droit commun ; les droits, privilèges et libertés des villes ou villages devaient être également respectés ; tout membre en révolte contre la loi devait être expulsé de sa corporation. Presque toutes les associations ouvrières étaient légalement incorporées et sujettes au même système administratif. La chartre contenant la constitution et les règlements des sociétés ouvrières devait être soumise aux conseils des villes et des villages afin d'obtenir l'approbation requise.

Ce fut la religion de Jésus-Christ, telle qu'enseignée par l'Eglise catholique, qui conserva l'union fraternelle au sein des corporations ouvrières du moyen-âge, fortifia cette union par les liens de la charité et fit briller aux regards des travailleurs fédérés l'espéran-

ce des récompenses éternelles. Le grand archevêque Hincmar nous fait toucher du doigt la nature intime de ces associations qu'il nous représente comme les servantes de la religion "obsequium religionis" qui savaient associer merveilleusement la prière aux oeuvres de la charité. C'est, en effet, le service divin et la prière que se proposaient avant tout les sociétés de ces siècles de foi. Les corporations ouvrières étaient sous la protection spéciale des papes et des évêques et jouissaient de nombreux avantages spirituels fort appréciés dans ces temps de véritable piété.

Le nombre des corporations était très grand. Au commencement du seizième siècle, il y en avait près de trente mille en Angleterre qui possédaient pour la plupart terrains et maisons. On en comptait quatre-vingt dans la seule ville de Cologne en Allemagne, soixante-dix à Lubeck et plus de cent à Hambourg. "La corporation", comme le fait remarquer Brentano, "remplissait vis-à-vis de ses membres le rôle d'une tendre mère; elle pourvoyait à leurs besoins, les assistait dans toutes les circonstances de la vie, et leur continuait sa protection tutélaire même après leur mort."

Les ordonnances relatives aux décès des membres étaient inspirées par le même sentiment d'égalité fraternelle sur lequel s'appuyaient les autres parties des règlements corporatifs, d'où la force et l'efficacité de ces derniers. Quelques-uns des membres venaient-ils à mourir insolvables, leurs parents et amis devaient être l'objet d'une considération aussi grande que celle dont jouissaient ceux des riches. Ceci peut sembler invrai-

semblable dans ces temps d'avarice et d'égoïsme où nous vivons ; mais nous devons nous rappeler que la religion avait tellement pénétré les différentes couches de la société, à cette époque ; elle s'identifiait de telle sorte avec ce que nous pourrions appeler la vie sociale, que les syndicats ouvriers ou marchands, qui fleurissaient alors, semblaient être autant de fraternités religieuses. L'une des principales conditions requises pour la formation d'une corporation, et, de fait, la plus essentielle était de trouver un prêtre "saint et instruit", qui put en devenir le chapelain, présider aux offices religieux et célébrer la sainte messe pour les membres vivants et défunts. "Sous ce rapport", remarque encore Brentano, "les corporations ouvrières de tous les pays étaient toutes semblables les unes aux autres, et, en lisant leurs statuts, on pourrait s'imaginer quelquefois que les artisans du bon vieux temps n'avaient d'autre souci que la sanctification de leurs âmes. Toutes leurs sociétés avaient un saint pour patron dont le nom servait fréquemment à les désigner, et, quand la chose était possible, elles en choisissaient un qui avait eu quelques relations avec la profession de leurs membres. Elles fondaient des messes et dotaient les cathédrales de riches autels et de vitraux peints. Même de nos jours, leurs écussons et leurs dons pieux figurent honorablement à côté de ceux des barons et des rois. Nous trouvons aussi dans les statuts des corporations du moyen-âge de nombreuses ordonnances relatives au soutien des malades et des pauvres. C'est afin de donner un asile convenable aux infortunes de ce monde que les so-

ciétés anglaises de cet époque bâtirent des habitations près de leurs salles de réunions."

Un tel état de choses doit rencontrer, sans aucun doute, l'entière approbation de Carroll D. Wright qui soutient qu'"une condition idéale de société ne peut exister que là où prédominent les éléments religieux" (1)

La procession de la Fête-Dieu fournissait aux corporations une excellente occasion d'exhiber au grand jour leurs différents costumes, leurs bannières, leurs insignes et autres emblêmes. Mais la manifestation grandiose qui avait lieu à cette occasion était avant tout, pour les unionistes d'alors, un acte éminemment religieux, une profession solennelle et publique de la foi catholique en la présence réelle du Christ dans la sainte Eucharistie, comme cela se pratique encore dans les villes catholiques telles que Vienne ou d'autres cités de la vieille Europe.

Les fêtes patronales des corporations étaient des jours de grandes réjouissances et de parade. De magnifiques processions aux costumes éclatants et pittoresques à la fois, avec flambeaux, fleurs et musique, réjouissaient délicieusement le coeur des jeunes et des vieux. Tout y était profondément religieux. "Le premier mouvement de ces processions, quelle que fut la société alors en liesse, était vers l'église où une messe solennelle était chantée ; de là, la fraternité toute entière se rendait à sa salle pour le banquet traditionnel. La procession qui avait lieu à cette occasion, et les autres amusements si chers au peuple anglais quand leur pays

(1) "Some Ethical Phases of the L[illegible]r Questions."

était encore "The Merry England", étaient généralement édifiants et instructifs ; ils venaient en aide à la religion et ne contribuaient pas peu à rendre les fidèles bons et heureux...

Par de tels moyens, la classe ouvrière pouvait non seulement se délasser, mais ses réjouisances mêmes l'instruisaient tout en l'amusant." *(1)*

Les banquets publics avec chants et musique, auxquels tous les membres de la corporation prenaient part avec leurs femmes ou leurs fiancées, suivaient, avons-nous dit, la cérémonie religieuse. Après ces agapes fraternelles venaient les représentations théâtrales d'un caractère semi-religieux qui intéressaient vivement tout en instruisant les jeunes gens et les vieillards. Ainsi, comme on peut s'en apercevoir, le corps et l'âme trouvaient amplement leur compte dans ces fêtes patronales. Il est vrai que, dans ces réjouissances corporatives, tout n'allait pas sans quelques abus, et que l'autorité ecclésiastique dut sévir plus d'une fois contre certains excès ; mais, la prompte soumission des délinquants et l'obéissance filiale des corporations vis-à-vis des pasteurs de l'Eglise prévinrent toujours à temps les graves désordres et les empêchèrent de se généraliser.

Les moyens d'éducation ne manquaient pas non plus aux enfants des membres confédérés. C'est ainsi que plusieurs écoles et plusieurs collèges furent fondés à même le trésor des corporations.

Les constitutions et les règlements des corporations étaient les mêmes, au moins dans leurs parties fonda-

(1) "The Church of Our Father," par le Chanoine Rock, vol. II, p. 418.

mentales, pour tous les pays. Ils étaient inspirés et mis en quelque sorte à exécution par cette sainte Eglise que toutes les nations de l'Europe vénéraient et aimaient comme leur mère commune. "Si un frère tombe dans l'indigence, s'il lui arrive de souffrir des pertes par le feu ou un naufrage, si la maladie ou la mutilation le rendent incapable de travailler, les autres frères devront contribuer à l'assister. Si un frère en trouve un autre en danger de mort, sur la mer ou en captivité, il est obligé de le secourir, même au prix d'une partie de sa propre fortune. Toutefois, il devra être indemnisé convenablement, soit par le frère qu'il a sauvé ou racheté, soit par la communauté. Les corporations anglaises, dans leurs statuts, mentionnent fréquemment les prêts que l'on devait accorder à ceux des membres qui se livraient à quelque négoce, et, souvent, sans autre condition que le remboursement après que le besoin d'argent avait cessé de se faire sentir. Ceux des membres qui étaient malades trouvaient dans leurs corporations respectives les secours et les soins nécessaires; venaient-ils à mourir, la société faisait prier pour eux et n'oubliait pas de faire chanter un service à leur intention; elle portait la sollicitude, parfois, jusqu'à doter les filles du défunt quand elles étaient pauvres. Les clauses nombreuses qui se rapportent, soit aux pauvres, soit aux pèlerins, soit aux autres personnes privées de secours, dans les statuts des corporations anglaises, prouvent surabondamment que la charité des sociétés catholiques du moyen-âge ne se renfermait pas strictement dans les limites du syndicat ouvrier ou marchand, mais s'exerçait au dehors partout où il y avait des mi-

sères à soulager, des plaies sociales à cicatriser ou à guérir" (1)

Les devoirs des frères confédérés consistaient principalement à accomplir des oeuvres de charité. Les principes et les motifs de l'association étaient chrétiens, puisés, par conséquent, aux sources les plus pures de l'amour de Dieu et du prochain, et ne ressemblaient pas à ceux de nos organisations de bienfaisances qui, pour la plupart, ont pour but le gain ou le profit personnel. Quelque chose de plus noble qu'un intérêt matériel ou un avantage temporel inspirait les hommes du moyen-âge et les portait à s'associer les uns aux autres. C'était une foi vive qui les animait tout d'abord et ensuite un ardent désir de pratiquer les vertus chrétiennes, ou, comme l'insinue à ses membres une ancienne société d'Exeter en Angleterre, la pensée des grands intérêts éternels: "Nous devons", disait-elle, "nous réunir en assemblée pour l'amour de Dieu et l'avantage de nos âmes, ayant en vue la santé pour la vie présente et les joies inénarrables que nous désirons obtenir dans l'autre monde par la grâce de Dieu.

L'un des principaux objets des corporations ouvrières, relativement au bien-être temporel de ses membres était d'assurer à ces derniers un moyen sûr de gagner convenablement leur vie, dans leur propre métier ou profession. Le libre accès des différentes branches de l'industrie ou du commerce était en opposition directe avec les dispositions de la loi. Tous les artisans et les professionnels devaient d'abord choisir leur métier ou

(1) "On the History and Development of Guilds," p. 39.

profession; mais, après avoir fait ce choix librement et délibérément, ils ne pouvaient plus en exercer un autre. La loi pourvoyait aussi à la protection de ceux qui s'engageaient dans une carrière commerciale ou industrielle et leur permettait, avec un petit avoir, de gagner leur pain de chaque jour en les mettant à l'abri de la concurrence d'un voisin rusé ou malhonnête. Ceci devint un principe fondamental dans toutes les corporations ouvrières du moyen-âge.

Nous en trouvons l'expression dans la "Réforme Séculaire" du roi Sigismond publiée en l'année 1434.

Ici se trouve remise en pleine vigueur et renforcée, l'ancienne loi qui défendait à qui que ce soit d'exercer d'autres métiers que le sien propre: "Voulez-vous savoir, dit ce document, ce qui est ordonné par la loi impériale? Nos ancêtres n'étaient pas des insensés. Les métiers ont été séparés les uns des autres afin que chacun gagnât son pain de chaque jour et que nul ne pût intervenir ou s'immiscer dans la profession d'autrui. Grâce à cette disposition de la loi, le monde est débarrassé de ses misères, et tout homme peut y trouver sa subsistance. S'il arrive que quelqu'un est fabricant de vin, il pourra volontiers s'appliquer à l'industrie vinicole, mais il lui sera interdit de vaquer à un autre emploi. Est-il boulanger, la même chose, etc. Aucun métier ne fait exception. Et, s'il arrive que les villes impériales ne se conforment pas à cette loi, qui veut que quiconque ayant déjà son métier ne puisse en exercer un autre, elles seront admonestées par ordre de l'empereur et condamnées à une amende de 40 marks d'or".

Les rapports entre les maîtres et les ouvriers étaient réglés par la loi. Toutes disputes ou difficultés naissantes étaient réglées par le gouverneur de la corporation dont le jugement, en pareille matière, était décisif. Si le maître refusait de payer à ses travailleurs le salaire légitime ou légal, il devait discontinuer ses travaux jusqu'à ce qu'il eût acquitté sa dette. D'un autre côté, si quelqu'un parmi les ouvriers, se comportait vis-à-vis de ses patrons d'une manière répréhensible ou insubordonnée, personne ne pouvait lui procurer de l'ouvrage, dans la même branche d'industrie, avant qu'il eût fait amende honorable en présence du maire de la ville et des conseillers et qu'il eût ainsi racheté sa faute devant ces derniers."(1)La corporation des tailleurs de Vienne avait un règlement ainsi conçu: "Nul ouvrier ne pourra laisser son patron durant les quatorze jours qui précèdent une fête ou un festival." La raison de cette ordonnace provenait des nombreuses commandes qui ont coutume d'affluer chez les tailleurs aux approches des jours de fête.

Les règlements des corporations relatifs aux salaires étaient sanctionnés par la loi de l'Etat. Les gages étaient moins élevés l'hiver que l'été. Il y avait une certaine échelle de salaires fixée pour toutes les branches de l'industrie. On ne considérait pas, au moyen-âge, que l'intervention de l'Etat, en cette matière, futpréjudiciable à la société; car, le premier devoir de l'Etat chrétien consistait précisément à protéger le faible contre le fort, le pauvre contre le riche. Les peuples d'alors

(1) Riley's "Memorials."

n'étaient pas non plus, comme ceux d'aujourd'hui, imbus de la seule notion de leurs droits et privilèges ; ils admettaient aussi les devoirs et les obligations d'un chacun vis-à-vis de la société. Tout acte qui tendait à opprimer le prochain et même toute tentative de se prévaloir injustement de sa détresse passagère, étaient mis au ban de l'opinion, considérés comme usuraires et condamnés sévèrement.

Le riche qui accordait à ses ouvriers des gages plus élevés que ceux alloués par les statuts et qui empêchait ainsi les patrons moins fortunés de se procurer des travailleurs, ce riche, dis-je, était puni.

En l'année 1362, après une tempête désastreuse qui avait causé des dommages considérables aux toits des maisons à Londres, un édit royal décréta que "le prix des matériaux pour toiture et les salaires des couvreurs ne pourraient être augmentés ou élevés à raison des dégâts occasionnés par l'ouragan."

Les hommes appartenant aux différentes corporations avaient appris, dès leur enfance, à considérer le travail comme une chose sacrée, une fonction sainte, le complément de la prière et le fondement d'une existence vertueuse. Ils avaient constamment devant les yeux les admirables exemples de ces sublimes travailleurs, les saints du Bon Dieu qu'ils aimaient à se représenter avec l'outillage de leurs différents métiers. Ainsi, la Très Sainte Vierge Marie était peinte devant un rouet ; saint Joseph, avec un marteau et une scie. Comme chacun des membres d'une corporation était supposé légitime de naissance et d'une réputation sans tache, son

travail devait être irréprochable et comme la manifestation d'un caractère intègre. La fraude et la supercherie étaient universellement méprisées à cette époque, et, quand son travail était jugé de qualité inférieure, on infligeait des peines légales à l'ouvrier négligent ou peu consciencieux. Afin de prévenir toute malhonnêteté de la part des travailleurs, les corporations étaient sous la surveillance attentive de leurs gouverneurs et des autorités locales. Aussi, la bijouterie, qui offre un certain danger aux ouvriers peu consciencieux, était-elle l'objet d'une attention toute particulière.

Afin de réprimer certains abus qui s'étaient glissés dans le négoce ou la fabrication des bijoux, un acte fut passé en 1403, s'énonçant comme suit: "Etant donné que plusieurs artisans (bijoutiers) ont imaginé de tromper le public en fabriquant frauduleusement des broches, des anneaux, des chapelets, des chandeliers, des poignées, des pommeaux de sabres, des boîtes à poudre ou de toilette, se servant de cuivre et de plomb en guise d'or et d'argent," une pénalité est décretée contre ceux qui voudront faire passer pour l'or et l'argent ce qui en réalité n'est que du cuivre ou du plomb. Chacun doit toujours se rendre compte de ce dont une chose est faite "afin d'éviter tout dol ou tromperie". Dans leur anxiété de n'avoir que des produits de bonne qualité, les Anglais n'admettaient dans leur pays que la soie grège ou brute; les tissus venant de l'étranger étaient considérés comme "faux et trompeurs." L'étoffe qui n'était pas absolument pure laine était considérée comme un produit frelaté et une

fausse marchandise ; car les personnes qui achetaient cette étoffe "s'imaginaient qu'elle était au dedans ce qu'elle semblait être au dehors, tandis que c'était tout le contraire."

On apportait le même soin dans l'inspection des denrées alimentaires. Les bouchers et les boulangers étaient punis sévèrement s'ils exigeaient un prix trop élevé ou s'ils fournissaient à leurs clients du pain et de la viande de mauvaise qualité. Dans quelques parties de l'Allemagne, les boulangers malhonnêtes, pris en faute, étaient mis dans un panier, qu'on attachait ensuite à une longue perche, et plongés dans un étang fangeux. La corporation des boulangers de Winchester ordonnait que le pain fut blanc et bien cuit ; tous les pains devaient avoir le poids réglementaire, sous peine, pour le délinquant, d'encourir un châtiment qui était en rapport avec le défaut plus ou moins grand de la pesée. La distribution ne devait se faire qu'après le midi. Tout boulanger devait apposer son sceau sur chaque pain cuit dans son four, afin qu'il ne pût le désavouer s'il n'était pas bon. Tout ce qui était produit ou fabriqué par les membres d'une corporation devait être parfait "pour la gloire de Dieu et le bien-être des hommes".

Afin de produire des marchandises de bonne qualité les ouvriers ne travaillaient pas la nuit à la lueur des bougies, mais seulement à la lumière du jour. Les frères des corporations avaient de nombreux jours de repos ou de congé ; leur journée de travail était relativement courte, et ceci, afin qu'ils pussent remplir convenablement leurs devoirs de chrétiens et de pères de famille.

Ainsi, les tisserands de Londres ne pouvaient travailler entre Noël et la Chandeleur (du 25 décembre au 2 février.) Les couteliers de Hallamshire devaient chômer à partir du 8 août au 5 septembre, de Noël au 23 janvier.

Chaque métier était divisé en trois classes : les maîtres, les compagnons et les apprentis. L'apprentissage durait de deux à sept ans et commençait entre les âges de douze et dix-sept ans. Un maître ne pouvait avoir qu'un seul apprenti à part son propre fils ; seuls les bouchers et les boulangers étaient libres de prendre le nombre qui leur plaisait. L'admission d'un apprenti était accompagnée de cérémonies imposantes. Celui-ci devait être reçu dans la salle de la ville, pendant une session solennelle de la corporation en présence des autorités municipales. On le mettait publiquement sous la tutelle du maître qui le prenait sous sa garde et le recevait comme un membre de sa propre famille. A partir de ce moment, ce dernier lui tenait lieu de père et surveillait tout autant sa conduite morale que son travail.

La nomination ou réception d'un compagnon, qui était le second événement important dans la vie d'un ouvrier, venait à la suite d'un apprentissage satisfaisant dont le terme était expiré. Mais, le membre d'une corporation n'atteignait le plus haut degré, la place d'honneur dans son état, qu'en arrivant à la maîtrise. Pour devenir maître, le compagnon ou l'homme de journée devait subir l'épreuve redoutable connue sous le nom d'ordalie ou jugement de Dieu : sous la surveillance d'un juge compétent choisi par la corporation, il était

tenu de produire son chef-d'oeuvre, c'est-à-dire une pièce d'ouvrage d'une exécution irréprochable.

De toutes les corporations, celles des tisserands semblent avoir joui au moyen-âge de la plus haute considération et, en même temps, de la plus grande somme d'indépendance. Leurs membres se signalèrent particulièrement en Flandre et dans le Brabant par leur richesse, leur légitime fierté, et se tinrent constamment à la tête des autres travailleurs. Les différentes corporations emboitèrent le pas et marchèrent sur leurs traces.

Grâce aux relations suivies qui existaient entre les villes des pays industriels, surtout entre les villes hanséatiques, (1) il s'établit une certaine uniformité dans l'évolution de l'ordre social. Aussi n'est-il pas étonnant que la même ferveur religieuse et le même esprit de charité se soient solidement implantés dans toutes les corporations de l'Europe. C'était partout la même dévotion pour le repos des âmes des trépassés—de là le grand nombre de messes et les constantes aumônes "pour l'âme et la mémoire du défunt"—, la même sollicitude pour les veuves et les orphelins, et le même empressement à soulager toutes les misères humaines. On accordait souvent des dots aux filles pauvres, afin de leur permettre d'entrer en religion ou de se marier. Une corporation de Londres avait cette clause dans ses statuts: "Si quelque bonne fille de la corporation, d'âge à se marier, ne peut recevoir de son père ce qu'il lui faut, soit pour entrer au couvent, soit pour trouver un é-

(1) Les villes hanséatiques sont ainsi nommées parce qu'elles appartenaient à la hanse ou fédération commerciale.

poux, quelle que soit sa volonté, un secours convenable lui sera accordé amicalement, à même nos propres ressources ou notre caisse commune, afin de lui permettre de faire l'une ou l'autre des deux choses conformément à sa volonté".

La corporation de Berwick-upon-Tweed édicta l'ordonnance qui suit: "Si un père vient à mourir en laissant une fille qui soit pure et de bonne réputation, mais sans dot, la corporation devra lui procurer de l'argent afin de lui permettre de se marier ou d'entrer en religion."

Grâce à la condition florissante des congrégations, les métiers atteignirent, dans les différentes branches de l'industrie, une perfection que l'on n'a plus revue depuis la Réforme Protestante. Dans plusieurs monastères, vivaient et travaillaient un grand nombre d'architectes, de peintres et d'ouvriers sur cuivre. Le calme et la douce sérénité qui régnaient en ces saints lieux exerçaient une influence salutaire sur ces moines artisans, et leur communiquaient une indomptable énergie dans l'accomplissement de leurs travaux. L'Eglise, pour sa part, employait des centaines et même des milliers d'ouvriers et d'artistes de tous genres à la construction de ses cathédrales, de ses écoles et de ses monastères. Les évêques du moyen-âge étaient les suprêmes protecteurs ou patrons des architectes et des constructeurs, et ce n'était pas en vain que la truelle trouvait place dans leurs armoiries. Les villes épiscopales étaient les plus prospères. Les foires et les marchés se tenaient généralement aux abords des grandes

cathédrales à l'époque des solennités de l'Eglise (fréquemment aux jours anniversaires de la dédicace des églises, (d'où le mot "kermesse" du flamand "kerk", église, et "misse", messe) et ne contribuaient pas peu à favoriser le commerce et l'industrie.

Toulmin Smith, après avoir examiné soigneusement les statuts des corporations anglaises, nous donne un aperçu de leur histoire et nous explique comment l'ancien principe des associations avait été pendant des siècles une partie essentielle de la vie sociale en Angleterre, et comment aussi tout alla bien dans ce pays, jusqu'au jour où les vieilles institutions disparurent, emportées par la tourmente luthérienne. Il croit fermement que si l'on pouvait mettre sous les yeux de la génération présente les sentiments fraternels qui animaient nos ancêtres, les faisaient prier ensemble, les réunissaient dans leurs assemblées, les portaient à se secourir mutuellement ; si l'on pouvait, dit-il, faire revivre leur confiance dans la loi, leur amour de la liberté et leur charité ; ceci aurait pour effet, non seulement de nous rapprocher, pour notre profit, des générations qui ne sont plus, mais encore de donner d'inappréciables leçons aux hommes sincères et aux travailleurs d'aujourd'hui. (1).

(c) Le commerce.

Avant la Réforme Protestante, l'agriculture jouissait de la plus haute estime aux yeux des peuples ; les travaux industriels venaient ensuite. Le commerce occupait la dernière place dans l'estime populaire.

(1) "English Guilds," from original MSS., London, 1870.

Le commerce, disait-on, ne pouvait enrichir une nation ; car, on le jugeait tel alors, il ne fait que transmettre des marchandises d'une main à une autre, et, ce que le marchand gagne est au détriment du peuple. Le célèbre homme de lettres de Rotterdam, Erasme, parle des négociants de son temps en termes peu élogieux : "Les marchands", dit-il, "sont les plus vils et les plus méprisables des hommes ; ils sont menteurs, escrocs, voleurs et trompent les autres."

Mais, avec le progrès de l'industrie, le commerce commença à prospérer et, à la fin du quinzième siècle, nous pouvons déjà constater un peu partout les signes de la plus grande activité commerciale. Le commerce du poisson et celui de la houille prirent, vers cette époque, une extension considérable et accrurent la richesse nationale en Angleterre, pendant que des citoyens de ce pays s'élevaient graduellement, des conditions les plus modestes, au sommet de la fortune. La laine ne tarda pas non plus à y devenir d'un usage général et l'un de ses principaux articles commerciaux. La laine anglaise était de la meilleure qualité et réputée supérieure à celle qui venait du continent. On l'exportait en Flandre et en Espagne d'où elle revenait transformée en drap. La demande de cet article excédait sa production. Ce fut précisément à cause de la valeur croissante de la laine qu'un grand nombre de terrains furent convertis en pâturage ; l'élevage des moutons devint plus lucratif que la culture du blé et des autres grains. Malgré tout, les céréales étaient abondantes et suffisaient amplement au marché étranger.

L'Allemagne, à cause de ses mines, était le Mexique et le Pérou de l'Europe. Quelques-unes des villes de la Germanie entretenaient un commerce européen. Nuremberg, véritable ruche industrielle, exportait partout ses inappréciables ouvrages en or, en argent, en cuivre, en bronze, en pierre et en bois.

En 1458, Enéas Sylvius, plus tard le Pape Pie II, écrivait: "Nous le proclamons hautement, l'Allemagne n'a jamais été plus riche ni plus prospère que de nos jours. La nation allemande l'emporte sur tous les autres peuples par la richesse et la puissance. Les maisons des bourgeois à Vienne sont spacieuses et richement décorées; elles sont bâties en pierre de taille, avec de hautes et larges façades, et sont peintes au dedans et au dehors; elles ressemblent à des palais princiers."

Le Christianisme, représenté par l'Eglise catholique, a toujours exigé que les lois de la justice fussent observées dans le commerce; toujours, il a condamné l'usure comme étant diamétralement opposée à l'équité. Aussi, avant la Réforme protestante, quand les peuples de l'Europe étaient encore tout imprégnés de ses enseignements, il y avait, dans les moeurs populaires et jusque dans les moindres transactions, une probité, une délicatesse de conscience qui étonne, de nos jours, et que l'on poussait si loin, que le prêt à intérêt était vu d'un mauvais oeil et souvent condamné. Sous Henri VII, on passa "contre l'usure", un acte au Parlement, lequel, selon l'interprétation reçue à cette époque, s'appliquait à tous ceux qui prêtaient à intérêt. Jansen explique dans son "histoire du peuple allemand" comment

cette belle notion de la justice et du prêt désintéressé prévalut à cette époque au point de devenir la règle de conduite de tous les peuples civilisés. "La loi ecclésiastique (1) voulait qu'on n'exigeât aucun intérêt de ceux qui étaient dans le besoin et à qui on venait momentanément en aide en leur prêtant de l'argent ; une telle exaction était considérée comme une honteuse spéculation sur l'indigence d'autrui, et une appropriation malhonnête de ce qui appartient à un autre. Ce code moral et religieux obtint la sanction juridique de l'Etat au moyen-âge, comme la plus haute expression de l'ordre social chrétien de cette époque ; la loi ecclésiastique contre l'intérêt fut regardée comme une loi séculaire et resta en vigueur aussi bien devant les cours civiles que religieuses."

Au quinzième siècle, les Italiens devenus pauvres tombèrent entre les mains des Juifs et celles de chrétiens peu scrupuleux qui prêtaient l'argent à un intérêt exorbitant. Les religieux franciscains collectèrent alors de larges sommes, ouvrirent des banques et délivrèrent le peuple des griffes des usuriers en lui prêtant à petit intérêt ou même sans intérêt. Désappointés, les Juifs essayèrent de renverser ces charitables institutions ; mais, l'Eglise les couvrit de sa protection et leur permit de prospérer. Telle fut l'origine des "Monts-de-Piété".

On considérait comme la pire des usures d'acheter des marchandises avec l'intention de les revendre ensuite à un prix plus élevé. "Quiconque achète le blé, la

(1) Usura est, ubi amplius requiritur, quod datur. Corpus Juris Can. C. 19, X De Usura, 519.

viande et le vin", dit Trithemius, "afin d'en faire hausser le prix et d'amasser ainsi de l'argent aux dépens d'autrui, n'est pas meilleur, aux yeux de la loi ecclésiastique, qu'un vulgaire criminel." Le droit canonique condamnait l'augmentation arbitraire des prix des vivres et autres articles de première nécessité et demandait qu'ils fussent déterminés et fixés, ainsi que les salaires, d'après les règles de la justice. Jansen conclut justement en disant: "Ce fut l'oubli de ces principes qui causa la ruine des classes ouvrières et, dans ces derniers temps, le soulèvement du prolétariat."

Il n'est pas étonnant que les écrivains non catholiques aient été forcés de rendre hommage à cette période brillante de l'histoire qui s'appelle le moyen-âge. Ils y admirent le contentement quasi universel des ouvriers, l'harmonie qui régnait entre les différents groupes sociaux, et, faisant un retour sur l'état cahotique de la société qui suivit la révolte religieuse du seizième siècle, sur les troubles et les mécontentements des temps modernes, ils ne peuvent s'empêcher de regretter le passé et d'accorder aux jours disparus des corporations les éloges les plus flatteurs. "La preuve de la bienfaisance de ces institutions," dit le protestant Novalis, "et de leur parfaite adaptation aux exigences de la nature humaine, se trouve dans la vigoureuse expansion qu'elles ont donnée à toutes les énergies humaines; dans l'harmonieux développement des facultés morales et intellectuelles; dans la perfection atteinte par les individus dans toutes les branches de l'industrie, des sciences et des arts, et dans la prospérité universelle imprimée

au commerce sous toutes ses formes, non seulement à travers l'Europe, mais encore, jusque dans les contrées les plus éloignées. La vieille foi catholique était un christianisme vivant. Son influence sur les peuples, son humanité profonde, ses mariages indissolubles, sa merveilleuse facilité à s'adapter aux besoins de l'homme, sa joie dans la pauvreté volontaire, son obéissance et sa fidélité : tout cela se retrouve dans ses institutions (du moyen-âge), les caractérise et nous la montre comme la seule et véritable religion". (1)

§ 2. Apres la Reforme Protestante.

Le grand philosophe Balmes représente l'Europe, avant le protestantisme, comme étant très prospère : "On y déployait partout la plus grande activité, et, dans toutes les classes de la société, il y avait ce que nous sommes convenus d'appeler l'esprit d'entreprise ; le temps était venu pour tous les peuples de l'Europe de voir s'ouvrir devant eux des horizons de puissance et de grandeur dont la limite se dérobait à l'oeil de l'homme". (2)

Mais de sombres nuages ne tardèrent pas à s'élever et couvrirent bientôt ces riantes perspectives de leurs manteaux de deuil. L'heure néfaste arriva où "l'ignoble sanglier" entra dans la vigne si florissante de la civilisation chrétienne pour la saccager. Alors on vit, ô scandale ! un prêtre lever la main contre l'Eglise qui l'avait nourri de ses enseignements, élevé à la dignité sacerdotale et reçu au nombre de ses religieux sous la triple consécration des voeux d'obéissance, de chaste-

(1) Cf. "Dublin Review," vol. III.

(2) "Protestantism Compared with Catholicity."

té et de pauvreté. Le coup qu'il porta à l'Eglise ne put causer la mort de cette dernière, car elle est immortelle ; mais il fit aux peuples de l'Europe, de larges et terribles blessures qui saignent depuis trois siècles et qui ne se refermeront qu'après leur retour à l'unité de la foi.

Il n'y a que quelques années que l'on étudie l'histoire de la Réforme d'après des sources authentiques et que les soi-disants réformateurs, dépouillés de leur grandeur imaginaire et de leur héroïsme de commande, apparaissent sous leur véritable jour et parlent leur propre langage. Martin Luther n'est plus, aux yeux des savants et des historiens sérieux, un "héros sublime" et un "saint réformateur", comme ses adeptes se l'imaginent ou cherchent à le faire croire ; son nom sera désormais transmis aux générations humaines avec la double flétrissure de l'infamie et du déshonneur. Luther n'a pas été un réformateur, mais un libertin orgueilleux et le père d'une fatale révolution. Il substitua l'anarchie intellectuelle à la hiérarchie spirituelle instituée par le Christ. Sous prétexte de liberté à conquérir, les hommes furent détournés de la soumission à l'autorité divinement constituée et induits à accepter les opinions des réformateurs. La raison, toutefois, n'avait rien à faire avec la Réforme protestante, pas plus, du reste, que la liberté. De là, la remarque de Laurent : "Le protestantisme aboutit non seulement au reniement de la liberté, mais encore à celui de la raison."

Les enseignements de Luther eurent un effet désastreux sur la condition matérielle du peuple allemand

et bouleversèrent de fond en comble l'ordre social préalablement établi. Ils consommèrent la ruine des libertés populaires et replacèrent la classe agricole sous l'esclavage de la glèbe; ils détruisirent les corporations dont nous avons parlé au chapitre précédent, ou les réduisirent à n'être plus que l'ombre d'elles-mêmes, en ruinant l'influence de la vieille Eglise Romaine qui leur donnait la vie et la stabilité et les empêchait de devenir égoïstes et monopolisantes; ils démolirent peu à peu l'édifice social en Allemagne, en affaiblissant la croyance religieuse et en donnant libre cours, surtout vers la seconde moitié du seizième siècle, aux plus ignobles passions de la populace. La dissolution des moeurs qui suivit la révolte luthérienne ne trouve son pendant ou terme de comparaison que dans la ruine de l'industrie et l'anéantissement presque complet, vers cette même époque, de toute activité intellectuelle et artistique. Luther ne fut rien moins qu'un libérateur du pauvre contre la tyrannie des grands de ce monde. Il fut constamment du côté de la richesse et de la puissance. En 1898, le professeur Harnack disait, au congrès social évangélique de Berlin, que le fondateur du protestantisme n'avait jamais accordé ni un regard ni une pensée au progrès social de son temps. Luther professait sur l'autorité des puissants de la terre la doctrine la plus tyrannique: "Même contre toute science et toute raison". Il soutint que l'abolition de l'esclavage était contraire à l'Evangile. Il fut la cause, en 1525, d'une révolte sanglante, connue sous le nom de guerre des paysans. Il excita d'abord ces derniers à prendre les armes;

mais, quand il vit les crimes que l'on commettait au nom du "nouvel Evangile", il devint l'apôtre du despotisme et prêcha le massacre des malheureux qu'il avait soulevés. "Qui que tu puisses être, perce avec le fer! frappe! étrangle! Heureux si tu trouves la mort en agissant ainsi, car tu ne saurais rencontrer une mort plus glorieuse." (1)

Après la guerre des paysans, l'Allemagne offrait au monde le plus lugubre aspect. Plus de mille couvents ou châteaux avaient été réduits en cendres ou démolis, des centaines de hameaux avient été rasés jusqu'au sol par le fer et la flamme et les champs demeuraient incultes, car les instruments aratoires avaient été volés et les bestiaux tués ou enlevés. Les veuves et les orphelins de plus de cent cinquante mille paysans tués durant la guerre vivaient dans la plus profonde misère. Tels furent quelques-uns des fruits de la prédication de Luther, qui semblait se complaire à toutes ces horreurs: "Moi, Martin Luther, je me reconnais comme l'auteur des massacres des paysans durant l'insurrection, parce que j'ai commandé qu'ils fussent tous tués; que leur sang retombe sur ma tête. Mais j'en attribue la responsabilité au Seigneur Dieu au nom duquel j'ai parlé." (2)

A moins de connaître le véritable caractère de Luther et de ses oeuvres, nul ne pourra jamais se faire une juste idée de la nature violente, sinistre même de sa prétendue Réforme. On peut dire la même chose des autres réformateurs; ils furent les mor-

(1) Sammtliche Werke, vol. 24.

(2) L. C., vol. 59.

tels ennemis du peuple et les farouches apôtres du despotisme et de l'absolutisme. C'est grâce à leur doctrine subversive que l'on eut à déplorer la disparition de cet esprit si élevé de la démocratie chrétienne et la ruine de ces libertés populaires qui fleurissaient au moyen-âge sous la puissante égide de la foi: "Nous devons maintenir le peuple dans la pauvreté afin qu'il puisse demeurer soumis et obéissant", disait Calvin. Ces paroles semblent dures dans la bouche de celui qui se vante d'avoir apporté la liberté et la prospérité à des millions d'individus. Cet homme organisa, à Genève, le Règne de la Terreur, et, partout où sa doctrine fut acceptée, le peuple retomba dans l'état de la barbarie.

Durant les deux siècles que l'Ecosse eut à subir le joug du Calvinisme, ce fut le pays le plus pauvre et le moins civilisé de l'Europe.

Les disciples des "Réformateurs" avaient en vue beaucoup moins le bien de l'Eglise que les biens de cette même Eglise; ils avaient faim et soif, non de justice et de pureté, mais d'or et d'argent. Les seigneurs virent dans la Réforme un moyen d'agrandir leurs domaines et d'accroître leurs revenus en s'emparant des biens ecclésiastiques.

Leur zèle pour la religion n'était qu'une raison plausible de spoliation. "Ce qui révolte l'esprit humain, audelà de toute expression, c'est l'association d'une petite puissance à une grande tyrannie; toutefois, le despotisme ne revêtit jamais une forme plus odieuse que lorsque la religion devint le jouet du caprice et des convoitises de tels hommes. Le peuple eut si peu à faire

avec le mouvement réformateur que l'on peut dire de lui qu'il n'en comprit jamais la portée." (1)

Le protestantisme est essentiellement révolutionnaire : c'est la protestation de la raison individuelle contre l'autorité divine représentée par l'Eglise du Christ. Il est la religion de l'individualisme et, comme tel, il prépare la voie au socialisme et à l'anarchie. Rodbertus, l'un des plus grands économistes de l'Allemagne, reconnaît cette vérité quand il écrit : "Ce n'est pas l'Individualisme, mais bien le Socialisme qui clôt la série des émancipations qui commencent avec la Réforme. Le Socialisme donne à l'Individualisme sa sanction finale." La Réforme protestante fut, de fait, une émancipation néfaste : elle débrida la bête dans l'homme ; elle fit appel à tout ce qu'il y a de bas et de dégradant dans la nature humaine ; elle refusa l'obéissance à Dieu et mit l'homme à la place du maître de toutes choses. Tous les soulèvements contre l'autorité légitime, toutes les révoltes de l'esprit humain contre la divinité et l'Eglise du Verbe Incarné, remontent à la Réforme protestante et se rattachent à elle comme à la source de l'anarchie spirituelle et sociale.

Dans son encyclique du mois de décembre 1878, où il nous donne une vue à vol d'oiseau de la condition du monde entier, Léon XIII attribue à la Réforme Protestante, "cette guerre atroce contre la foi catholique" les misères présentes de l'ordre social. Cette grave accusation du Pape contre le protestantisme est motivée par une double raison ; d'abord par la tendance de ce

(1) "The Edinburg Review," October 1880.

dernier à rejeter toute révélation, ce qui donne libre cours au naturalisme ; en second lieu, par les désirs coupables qu'il a fait naître et les passions qu'il a soulevées au sein de la société civile. Nous voyons maintenant se réaliser au milieu de nous ce que les païens eux-mêmes n'osèrent jamais tolérer : des gouvernements sans Dieu ou qui ne veulent pas reconnaître ses lois éternelles. "On a soutenu", dit Léon XIII, et ses paroles s'appliquent particulièrement aux Etats-Unis, "que l'autorité, avec sa dignité et sa puissance, venait non pas de Dieu, mais du peuple, lequel, se croyant libre de toute sanction venue d'en haut, refuse de se soumettre à toute loi qu'il n'a pas votée lui-même de son plein consentement. Ensuite, après avoir attaqué et rejeté les vérités de l'ordre surnaturel, comme étant contraires à la raison, on a obligé, en quelque sorte, l'auteur et le Rédempteur du genre humain à se retirer graduellement aussi bien du programme d'études des universités, des collèges et autres maisons d'éducation que des actes de la vie publique. Enfin, à la suite de leur oubli des récompenses et des châtiments de la vie future, les hommes ont concentré leur désir inné du bonheur sur les choses de la vie présente. Avec de telles doctrines répandues partout et une telle licence dans les pensées et les actions, nous ne sommes pas surpris que les hommes de basse condition, dont le coeur souffre dans une pauvre demeure ou dans un modeste atelier, fixent des regards de colère sur les palais et les équipages fastueux des riches ; aussi, n'est-il pas étonnant que la tranquillité ait cessé de régner dans le do-

maine de la vie publique ou privée, et que le genre humain ait été conduit si près de sa ruine."

Le Dr Dollinger stigmatise les prétendus bienfaits de la Réforme quand il écrit: "Les exactions, les mépris, le vol au détriment des pauvres, tel est partout le caractère de la Réforme protestante".

Un grand historien et philosophe anglais, Buckle, corrobore cette grave déclaration dans le premier volume de son histoire de la civilisation. ("History of Civilization"). Voici comment il s'exprime: "La Réforme, étant de sa nature un soulèvement de l'esprit humain, fut essentiellement révolutionnaire; elle prépara, en favorisant l'insubordination des hommes, les grandes révolutions politiques qui, au siècle suivant, commencèrent à se manifester dans la plupart des pays de l'Europe.... Il sera admis par tous les juges impartiaux, en dépit de toutes les suggestions intéressées, que la Réforme protestante ne fut ni plus ni moins qu'une véritable rebellion.... Ce même droit du libre examen, proclamé hautement par les réformateurs est maintenant exalté à un tel point qu'il devient fatal à ceux qui cherchent à le combattre". Ce mouvement, dans l'ordre politique, a renversé les gouvernements, et, dans le domaine religieux, il a bouleversé l'Eglise. Le professeur Laurent, de Ghent, qui ne fut jamais accusé d'aimer l'Eglise catholique d'un amour trop tendre, s'exprime en ces termes: "La Réforme est une révolution, et chaque révolution est une cause de calamités et de ruines sans nombre. La Réforme, plus que toute autre révolution, fut accompagnée d'effusion de

sang et de dévastations : en France, la guerre civile et le terrible massacre de la St-Barthélémy ; en Angleterre, l'échafaud dressé en permanence contre les malheureux vaincus ; en Allemagne, la guerre de trente ans qui fit reculer la civilisation d'un siècle ; partout, la discorde et la haine qui semèrent la division au milieu du peuple chrétien et dont les désastreux effets durent encore". (1)

Ce qu'Erasme dit de la "Religion Réformée" au sujet de la littérature, "Ubi regnat Lutheranismus, ibi litterarum est interitus", est également vrai dans l'ordre social.

Jansen fait un lugubre tableau de la décadence sociale dont l'Allemagne fut le théâtre de 1520 à 1570. Il prouve à l'évidence, par un grand nombre de faits historiques, que la Réforme fut, avant tout, une révolution dans la société. Elle eut, dit-il, pour effets immédiats la guerre à outrance entre le riche et le pauvre, la suppression des hôpitaux, des asiles, des hospices, des écoles et la spoliation violente des fondations pieuses accumulées pendant des siècles, par la générosité chrétienne, pour le soulagement des malheureux et l'instruction des ignorants.

Parlant de l'Angleterre, sa patrie, William Cobbett prouve dans son "Histoire de la Réforme Protestante" que l'hérésie luthérienne fut "une cause de dévastation pour ce beau pays qui, à l'époque où survint l'événement funeste dont nous parlons, était le plus heureux que le monde eut peut-être vu jusque-là" ; il montre

(1) F. Laurent, "Etudes dans l'histoire de l'humanité," vol. VIII.

ensuite comment le protestantisme s'établit en ce royaume "pillant et dévastant le pays, torturant le peuple et versant le sang innocent;" et, s'adressant à "tous les Anglais sensibles et justes," il leur met sous les yeux la liste des abbayes prieurés, nonneries, hôpitaux et autres fondations pieuses confisqués par les réformateurs qui firent régner le paupérisme en Angleterre "au lieu de cette vie facile et heureuse, de cette harmonie et de cette charité chrétienne dont jouissait si largement et depuis si longtemps" cette île des saints; enfin, il soutient que "la Réforme est la cause de la misère, de la mendicité, du dénûment, de la famine et des innombrables calamités qui frappent nos yeux et nos oreilles, Autrefois, quand elle était catholique, l'Angleterre était justement célèbre comme une terre hospitalière, généreuse, confortable, opulente et pacifique; sous le joug protestant elle est devenue le pays de l'égoïsme froid et calculateur, le théâtre des souffrances du pauvre ouvrier que l'on traite comme une véritable bête de somme et le lieu où se coudoient la misère la plus abjecte et l'avarice la plus sordide."

L'un des meilleurs historiens de l'économie sociale anglo-saxonne, Thorold Rogers, qui ne fut jamais taxé d'admiration vis-à-vis de l'Eglise catholique, s'exprime néanmoins dans ces termes dans son ouvrage intitulé: "History of Agriculture": "Depuis la réforme, il s'est produit légalement en Angleterre, une véritable conspiration contre les travailleurs afin de les dépouiller d'une partie de leurs salaires, de leur enlever les moyens de pourvoir à leur subsistance durant le vieillesse,

et de les conduire peu à peu dans l'abîme de la plus dégradante pauvreté." Il signale ensuite les corporations du moyen-âge qui obviaient au paupérisme: "Elles aidaient la classe ouvrière en affermissant le prix du travail; elles formaient un centre permanent où venaient aboutir ou s'entendre les diverses associations qui remplissaient alors le rôle des unions ouvrières d'aujourd'hui." "La honteuse confiscation de tous les biens des corporations ouvrières (l'un des actes de tyrannie les plus révoltants qui se soient perpétrés en Europe), qui fut accomplie sous Henri VIII et Edouard VI pour remplir le trésor royal, jeta le peuple ouvrier dans un état de dénûment et de misère qui n'a pas de nom."

Le bonheur de l'Angleterre, "the Merry England", s'évanouit avec la vieille religion; sa population ouvrière, autrefois si fière et si noble, tomba dans une honteuse servitude. Qu'il nous suffise de signaler un fait pour montrer ce qu'était devenue, sous le régime protestant, la condition des apprentis anglais, qui jouissaient dans les corporations, d'une protection si paternelle. Quand Cromwell eut aboli les fêtes de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et les autres solennités religieuses, "parce qu'elles étaient entachées de superstition papiste", et qu'il eut introduit dans toute sa rigueur puritaine la stricte observation du dimanche, les apprentis se trouvèrent privés non seulement de l'avantage de visiter leurs amis, et leurs parents, mais encore de toute récréation légitime; ils furent obligés de s'adresser en 1646 au Parlement, afin d'obtenir qu'une

journée leur fut accordée, le deuxième mardi de chaque mois, pour les fins susmentionnées.

Un écrivain de la revue d'Edimbourg (Edinburgh Review), dans le numéro de janvier 1842, admet candidement que la condition de la classe ouvrière ou laborieuse allait de mal en pis, et cela, à partir de la moitié du seizième siècle. "L'âge d'or de la reine "Bess"*(1)* fut tout autre chose que du jaune métal pour les paysans d'Angleterre." La reine Elizabeth elle-même, après une tournée à travers son royaume, ne put retenir cette exclamation qu'elle emprunta à Ovide: "Pauper ubique jacet" "la pauvreté et son triste cortège s'étale partout sous nos yeux."

La misère fut si grande après la confiscation des biens de l'Eglise et des corporations, qui jusque-là avaient été le patrimoine des pauvres, que le vol devint pour un grand nombre l'unique moyen de subsistance. On exécuta sous Henri VIII soixante-deux mille hommes ou femmes convaincus de larcins ou de brigandages.

A la fin du règne d'Elizabeth, la condition des petits fermiers devint affreuse. Ces malheureux savouraient dans une indicible détresse les doux bienfaits de la Réforme Protestante. Le prix moyen d'un acre de terre devint un peu plus que le double de ce qu'il avait été un demi-siècle auparavant, alors que, dans le même intervalle, les salaires avaient certainement diminué, et ils continuèrent à décroître pour le plus grand malheur des pauvres. Vers l'année 1495, les gages étaient

(1) Surnom par lequel on désignait la reine Elizabeth.

deux et même trois fois plus élevés qu'ils ne furent un siècle plus tard. Au lieu de porter allègrement le "joug si doux du Christ," les travailleurs anglais devinrent les malheureuses victimes de l'inégalité païenne et se virent condamnés aux horreurs d'un affreux paupérisme. "On s'aperçut alors, en gémissant, que la très "heureuse Angleterre" du temps d'Elizabeth n'était (sous certains rapports) qu'un horrible pays, faisant le malheur de ceux qui l'habitaient".

Nous ne pouvons résister à la tentation de citer au long le savant ouvrage de Thorold Rogers "Six Centuries of Work and Wages": "La condition du travail en Angleterre fut rendue de plus en plus précaire par les actes du gouvernement. La position de l'ouvrier était relativement beaucoup plus encourageante et avantageuse sous les Plantagenets que sous la maison de Hanovre. Sous le règne des premiers, les salaires, quant à leur valeur réelle, étaient plus élevés, et la marge laissée au superflu, en dehors des dépenses strictement nécessaires, était aussi plus large".

"Au commencement de l'histoire du peuple anglais, la tendance chez les juges et dans les cours de justice fut pour l'émancipation des paysans et la défense des droits personnels. Les procédures, d'après lesquelles les serfs devenaient tenanciers, furent grandement simplifiées et facilitées par les interprètes du droit commun. Mais, à partir du règne des Stuarts, les juges devinrent les instruments serviles du pouvoir et les ennemis de la liberté individuelle. Le Parlement dut reve-

nir à la charge plus d'une fois pour abolir des précédents créés par des jugements iniques contre la liberté, et pour rectifier certaines interprétations de la loi qui violaient la justice".

"Durant plusieurs générations il sembla que l'ennemi le plus redoutable de la liberté publique et individuelle était ces cours de justice qui avaient néanmoins pour mission et pour devoir de juger équitablement et d'appliquer la loi avec honnêteté"—"L'Eglise du moyen-âge combla de bienfaits inestimables le genre humain tout entier et surtout le peuple anglais..... L'Angleterre était alors remplie de monastères et de collégiales. Ces institutions, il est vrai, jouissaient du don fatal des richesses, mais, il semble qu'elles en usèrent pour le bien et l'avantage de la société. Les moines et les chanoines furent des fondateurs d'écoles, des auteurs de chroniques, des maîtres d'agriculture, des seigneurs indulgents et justes et surtout les défenseurs intrépides des paysans. Je ne dirai pas que la faim ne faisait pas sentir quelquefois son aiguillon dans les temps mauvais; mais, heureusement, le peuple anglais avait pour habitude d'user pour sa subsistance de provisions abondantes et de bonne qualité, et cela, même quand les circonstances lui devenaient défavorables. Les Anglais mangeaient du pain de blé et buvaient de la bière d'orge; la viande, un peu grossière, il faut l'avouer, mais d'un prix peu élevé, occupait dans leur cuisine, la place d'honneur. Le mouton et le boeuf à un "farthing" (un quart de sou) la livre, mettez la quantité qu'il vous plaira, douze livres nous semblent une pesée convenable, le

mouton et le boeuf, dis-je, étaient accessibles à la bourse d'un plus grand nombre de gens que maintenant. La pauvreté confinant à la misère, qui permet tout juste de vivre sans qu'il soit permis de songer à autre chose qu'à prolonger sa pénible existence, ne semble pas avoir été la caractéristique du moyen-âge, ni même l'une de ses malheureuses et fréquentes occurrences. Qu'il y en ait, à l'époque dont nous parlons, qui soient morts de privations, nous voulons bien le croire ; mais, quelles que fussent les calamités qui affligèrent parfois les générations médiévales, nous ne croyons pas qu'elles aient connu cette mort lente, à coups d'épingle ou à petit feu, que fait subir à ses malheureuses victimes le paupérisme moderne. Il y avait, du reste, de nombreux moyens de soulager la détresse passagère des indigents. L'un des devoirs fondamentaux du christianisme du moyen-âge, nous devrions ajouter, de tous les temps, était précisément de secourir les pauvres..... La mendicité n'était pas alors une disgrâce, et l'empressement à faire l'aumône était regardé comme la plus nécessaire et la plus ordinaire des vertus. Il est certain que les monastères étaient renommés pour leur inépuisable charité. L'obligation de venir en aide aux malheureux était en un mot universellement reconnue."

La fausse monnaie en circulation sous Henri VIII et Edouard VI et la spoliation des corporations ouvrières sont dénoncées par Rogers en termes sévères : "En 1543, Henri fit frapper les premières pièces de fausses monnaies.... Ce procédé fut continué par les gardi-

ens d'Edouard VI.... Elizabeth réforma le cours monétaire en 1560, en rétablissant l'ancien étalon de l'or et de l'argent.—Mais, l'émission d'une monnaie de vil métal devient rapidement et irrémédiablement désastreuse. Elle affecte tout le monde, excepté ceux qui savent de suite mesurer la partie exacte de la fraude, et se servir de leur habileté pour convertir la monnaie discréditée en article de commerce. Quant aux pauvres et à ceux qui vivent au jour le jour, ils ont tout à y perdre et rien à y gagner. Bien que la falsification des monnaies, par Henri et Edouard, n'ait duré que seize années, l'effet de cette politique frauduleuse n'a cessé de se faire sentir depuis lors, et l'on peut dire qu'il a dominé dans l'histoire du travail et des salaires à partir du seizième siècle jusqu'à nos jours, tellement sont durables les causes qui influent dans l'histoire économique d'une nation. Le second tort causé par Henri à son peuple fut la destruction des corporations et la confiscation de leurs biens. Les sommes qu'il avait perçues des différents monastères et les profits réalisés par la falsification de la monnaie ne suffisant pas à ses prodigalités, il résolut de confisquer ce qui restait des biens ou revenus corporatifs. Dans l'avant-dernière année de son règne, un bill fut passé par les deux chambres qui dissolvait tous les Collèges, chantreries, hôpitaux, chapelles libres (de fondation royale), etc; et il est probable que les universités, les collèges et les écoles publiques auraient fini par subir le même sort, si la mort d'Henri n'était venue juste à temps les sauver du gouffre dévorant qui s'appelait a-

lors le trésor royal. Somerset, l'oncle d'Edouard VI, fit adopter l'acte de confiscation contre les terres des corporations, alléguant "les usages superstitieux" auxquels ces propriétés étaient généralement consacrées. Il n'osa pas, il est vrai, s'approprier les biens des corporations de Londres, car cette grande ville pouvait se révolter; il les épargna, moyennant finances, sous le prétexte spécieux que les corporations ouvrières rendaient service au commerce. De même, les chantreries attachées aux collèges d'Oxford et de Cambridge ne furent pas abolies, mais, tout en étant autorisées, ou plutôt tolérées, elle furent déchargées de leur office..... Les terres des corporations, prises dans leur ensemble, étaient considérables, et leur confiscation rendit le ministre et la Réforme impopulaires. Après cet exploit de Somerset, la rapacité de Northumberland rendit la Réforme encore plus odieuse, et, quand cet intrigant chercha à mettre Jane Grey sur le trône, la plupart des districts protestants de l'Angleterre se soulevèrent contre le nouvel ordre de choses, prirent sous leur protection Marie, qui se confia à leur loyauté, et lui mirent la couronne sur la tête..... Au seizième siècle, l'ouvrier anglais se trouvait simultanément assailli des deux côtés à la fois. D'abord, l'argent qu'il recevait pour son travail n'avait qu'une valeur amoindrie ou partielle, et puis, les secours que les sociétés de bienfaisance lui donnaient dans les temps difficiles, les prêts d'argent sans intérêts, l'apprentissage de ses enfants et la pension de sa veuve, tout cela lui manquait en même temps, par suite de la confiscation des biens des

corporations ouvrières. Le prix des choses nécessaires à la vie s'éleva dans la proportion de 1 à 2½, tandis que les salaires ne montèrent que de 1 à 1½....... Ses moyens de subsistance devinrent alors insuffisants....... Toutefois, la diminution des gages ne fut pas la seule cause de la pénurie dans laquelle il se trouva. Il perdit aussi ce qui faisait son espoir pour l'avenir, c'est-à-dire les fonds destinés à le supporter lui et les siens durant cette double période de la vie qui s'appelle l'enfance et la vieillesse, alors que le travail n'est pas encore accessible à un âge trop tendre ou qu'il est devenu impossible aux bras débiles du vieillard."

Comme on le voit, la classe des travailleurs eut à peine été soustraite à la bienfaisante influence de l'Eglise, par l'abolition des corporations ouvrières, qu'elle devint faible et désordonnée. L'homme de peine se trouvant isolé dans son travail, fut livré pieds et poings liés à l'avarice impitoyable des patrons.

"Mais, comme le remarque Brentano, "quand le zèle inspiré par la Réforme contre tout ce qui se rattachait au catholicisme se fut un peu refroidi, les vieux membres des sociétés commencèrent à regretter leurs joyeuses réunions d'autrefois, et peu à peu les corporations furent rétablies, au moins pour des fins sociales. De là probablement les clubs et les casinos de notre époque. Nous ne trouvons guère d'autres traces, dans nos institutions modernes, de ce qui constituait la forme essentielle des vieilles corporations.

Maintenant, nous pouvons nous demander si les unions ouvrières d'aujourd'hui viennent en droite ligne

des corporations du moyen-âge. Il peut se faire qu'elles soient les héritières légitimes, bien que dégénérées, de ces dernières. Dans tous les cas, les associations modernes ne sont tout au plus que de grossières ébauches des sociétés çatholiques du moyen-âge. L'Unionisme de nos jours est essentiellement différent de l'ancien système corporatif. Le maître, au temps des corporations, possédait tout: outils, matière première, atelier et produits. L'ouvrier moderne n'a absolument aucun droit de propriété sur les machines, la matière brute et les produits manufacturés: l'ancien maître-ouvrier des siècles passés est devenu un garde ou surveillant de machine (machine tender).

Le passé reviendra-t-il? Verrons-nous renaître les corporations? Le Pape Léon XIII souhaite leur retour mais sous une forme un peu différente: "De telles associations devraient être modifiées de manière à pouvoir répondre aux exigences de l'époque dans laquelle nous vivons—époque où l'instruction est plus répandue, les coutumes tout autres de ce qu'elles furent autrefois, et les besoins de chaque jour plus nombreux." Les corporations, telles qu'elles existaient au moyen-âge, ne peuvent être rétablies. Les changements survenus depuis lors dans le monde industriel ont été trop considérables. Ce qui manque surtout à nos classes ouvrières, c'est l'âme et la vie de l'ancienne corporation. la foi commune aux enseignements de notre mère la sainte Eglise et l'obéissance à ses lois. C'est pourquoi nous devons chercher ailleurs que dans les institutions du moyen-âge pour opérer les réformes sociales qui s'imposent de nos jours.

Chapitre VI

Le Mouvement Catholique.

Le protestantisme semble avoir terminé son oeuvre de destruction et l'édifice social du moyen-âge, avec ses nombreuses institutions pour le bonheur du peuple, gît renversé de fond en comble. Le fantôme de la soi-disante Réforme continue de hanter les ruines du vieil ordre économique anéanti. Que fera l'Eglise en face de ce triste état de choses? Va-t-elle, comme Jérémie, s'asseoir sur les décombres et pleurer? Ou bien, se contentera-t-elle de se laver les mains, en disant: "Je ne suis pas responsable de ces désastres sociaux, je ne me préoccupe nullement de les réparer"? L'Eglise ne cesse de respirer le souffle de la charité qui lui vient de son divin Fondateur. Elle compatit à toutes les infortunes, parce qu'elle voit luire l'espérance en toutes choses. Elle ne connaît pas le découragement, parce qu'elle ne saurait faillir. Après le terrible bouleversement produit dans la société par un individualisme exagéré et par un libéralisme insensé, quand ces deux enfants de l'hérésie protestante eurent terminé leur oeuvre néfaste et plongé la classe ouvrière dans un abîme de misère et de désespoir, on vit la suave épouse du Christ apparaître encore une fois sur la scène du monde. Elle commença par déblayer le terrain, par le débarrasser des débris de murs écroulés et d'arches brisées qui avaient

appartenu à la glorieuse demeure élevée jadis par les âges de foi, et, sur les ruines ou plutôt l'emplacement de l'édifice chrétien du moyen-âge, elle entreprit avec amour l'oeuvre de la reconstruction ou reconstitution sociale. L'Eglise ne connaît pas d'hiver perpétuel; tôt ou tard, elle en est sûre, le printemps doit revenir, ramenant avec lui une nouvelle éclosion de vie surnaturelle. Cette riante saison des fleurs et des promesses ne s'est pas fait attendre, cette fois, et notre société moderne l'a vue réapparaître dans toute sa splendeur; ses doux et vivifiants zéphyrs n'ont cessé depuis cinquante ans, de réconforter le courage des catholiques et de leur mettre au coeur le généreux dessein de se dévouer corps et âme au rétablissement de l'ordre social chrétien dans le monde. Le travail rénovateur s'accomplit maintenant et nous sommes appelés, sans aucun doute, à en voir les merveilleux résultats durant ce vingtième siècle si opportunément consacré, par Pie X, au divin Restaurateur du genre humain.

Celui qui, le premier, s'occupa de la question sociale en Allemagne et qui en recommanda l'étude aux différentes associations catholiques fut le savant et malheureux Dr Dollinger. Des laïques intelligents et des prêtres zélés suivirent ses conseils et ne tardèrent pas à déployer beaucoup de savoir et d'habileté dans la discussion des problèmes sociaux de l'heure présente. Toutefois, il fallait un chef pour grouper les initiatives privées, concentrer les efforts et les aspirations des catholiques et former de toutes leurs doctrines un système d'enseignement parfaitement élaboré; il fallait quel-

qu'un qui put "faire école", suivant l'expression reçue, et qui, relativement à la question sociale et, surtout, au relèvement des classes ouvrières, eut des idées parfaitement claires, un but bien arrêté et des moyens d'action tout à fait efficaces. L'homme choisi et préparé par la divine Providence pour remplir ce rôle chrétiennement humanitaire fut William Emmanuel Free-Baron Von Kettler, le plus illustre des fils de l'Eglise catholique allemande au dix-neuvième siècle.

§1. L'Eveque Kettler.

Né à Munster, en 1811, le jour de Noël (de là son deuxième nom d'Emmanuel), d'une famille noble et riche, mais surtout recommandable par sa foi, élevé dans le confort au sein de l'élégance, Kettler reçut une éducation soignée au foyer paternel et, plus tard, une solide instruction classique et légale dans différentes écoles et universités. Il débuta par le service civil sous les auspices du gouvernement prussien ; mais il abandonna bientôt cette carrière, quand le vénérable archevêque Droste-Vischerin, de Cologne, fut emprisonné pour avoir défendu fermement les droits de l'Eglise et consciencieusement rempli les devoirs de sa charge pastorale. Le jeune Kettler refusa de servir, comme il le déclara lui-même, un gouvernement qui se rendait coupable d'une aussi flagrante injustice. Deux ans plus tard, le beau et brillant gentilhomme, qui, au milieu des amusements du monde, n'avait jamais négligé ses devoirs religieux, commençait à étudier pour l'Eglise. Ordonné prêtre, il fut constamment un modèle de zè-

le et de ferveur. Les peuples qu'il évangélisa, soit dans les grandes villes, soit dans les missions rurales, le tenaient en haute estime et le regardaient comme un ange de lumière et de consolation. La flamme de l'apostolat qui brûlait en lui redoubla d'intensité quand, lors de sa consécration épiscopale en 1850, il reçut la plénitude du sacerdoce. Devenu évêque de Mainz, Kettler développa les précieux talents qu'il avait reçus de Dieu, pour la gloire de l'Eglise et l'avantage spirituel de son peuple jusque-là négligé. Son zèle, nous dirions, même son enthousiasme religieux, nourri par l'Esprit Saint ne fit que s'accroître avec l'âge. Il fut tout à Dieu et entièrement dévoué au salut des âmes immortelles. Sa charité ne connaissait pas de bornes ; son courage méprisait les obstacles. Jouissant d'une grande expérience de la vie, parfaitement au courant du service civil et militaire, éminemment formé, surtout, à la pratique des vertus sacerdotales, Kettler était qualifié pour marcher sur les traces glorieuses de saint Boniface et devenir un second apôtre de la Germanie. Il était d'une taille avantageuse, d'une remarquable intelligence et d'une indomptable énergie qui le portait à l'action plutôt qu'aux paroles et aux projets ; il possédait de plus une volonté inflexible, affermie dans la grâce de Dieu, et ne souffrait aucune résistance de la part de ceux qui avaient pour devoir d'obéir. Il ne permettait pas aux difficultés terrestres de contrecarrer ses desseins et n'accordait aucun quartier aux ennemis de la sainte cause. Sa pureté d'intention, son désintéressement et sa haute conception du devoir épiscopal l'avaient parfaitement

qualifié pour entreprendre et accomplir l'oeuvre de la régénération de l'Allemagne catholique. Sévère envers lui-même et très austère dans la vie privée, l'évêque Kettler pouvait se faire tout à tous ; il était gai, enfant même avec les enfants, se montrait l'ami et le père des pauvres et des orphelins ; il était doux et miséricordieux envers les faibles et les petits, mais terrible pour les orgueilleux et les impies.

Intrépide mais loyal vis-à-vis du gouvernement civil, il fit preuve des plus hautes qualités de l'homme d'Etat dans ses rapports avec le pouvoir régnant ; il affranchit son diocèse du joug intolérable de l'intervention séculière, fit reconnaître les droits de l'Eglise et de la famille en matière d'éducation et, malgré ses faibles ressources, couvrit le pays soumis à sa juridiction d'institutions de chairté et de maisons d'éducation.

Kettler maniait une plume étincelante en pur acier qu'il promena avec une impitoyable énergie à travers le dédale inextricable des erreurs modernes. Durant sa longue et glorieuse carrière épiscopale de vingt-sept années, nul ne parla ou n'écrivit contre l'Eglise, n'insinua même quoique ce soit qui put renfermer l'ombre d'un reproche contre la vérité sainte, sans éprouver la valeur de sa plume vengeresse. Aucun mensonge, si dissimulé qu'il put être, n'échappait à son oeil clairvoyant. Les nombreux pamphlets qu'il écrivit sur des sujets de controverse ou de polimique resteront comme des preuves irrécusables de la lucidité de son esprit et de la vigilance avec laquelle il savait défendre

la doctrine catholique.

Le roi sur son trône et le paysan à son foyer, l'ami et l'ennemi : tous écoutaient de gré ou de force ce que le vaillant prélat avait à dire pour la défense de la vérité et de la liberté. Mais, c'est surtout en chaire que l'évêque Kettler manifestait ses brillantes qualités. Quelle dignité il avait dans son maintien ! quelle noblesse dans ses moindres gestes ! Sa parole prenait sa source dans un cœur enflammé d'amour pour Jésus-Christ et son Eglise ; elle s'échappait de ses lèvres avec impétuosité et tombait dans l'âme de ses auditeurs comme une pluie de brillantes étincelles. Très souvent l'église ne pouvait contenir les foules accourues pour l'entendre ; il parlait alors en plein air en présence de dix à vingt mille personnes. "C'est ainsi," pouvait s'écrier le peuple ravi d'admiration, "que parlait saint Bernard à nos ancêtres !"

Tel était l'homme qui entreprit la réforme sociale des classes ouvrières.

Déjà, en différentes occasions, il avait signalé, dans ses écrits ou dans ses discours, les maux actuels de la société ; mais ce ne fut qu'en 1863, lors de la publication de son livre sur "La Question du Travail et le Christianisme", qu'il rallia autour de lui, les membres épars de la catholique Allemagne, et qu'il força, en quelque sorte, la nation toute entière à considérer l'Eglise de Rome comme un facteur essentiel au règlement du problème social. Il jugea qu'il était de son devoir de s'identifier avec la question du travail. "Immédiatement après ma consécration", dit-il, "l'Eglise me demanda par l'entremise de l'évêque consécrateur :

"Veux-tu, au nom du Seigneur, être bon et compatissant envers le pauvre, l'étranger et tous ceux qui sont dans le besoin?"— "Je le veux", répondis-je. Car si Notre-Seigneur Jésus-Christ a voulu non seulement sauver les âmes, durant sa vie mortelle, mais encore soulager les misères humaines et guérir les maladies corporelles, de son côté, l'évêque doit aussi prendre soin des pauvres et de ceux qui souffrent". C'est pour cette pieuse considération qu'il entreprit de discuter les questions si importantes du travail.

En parcourant les discours et les écrits de Kettler, nous pouvons facilement nous faire une idée des griefs de la classe ouvrière, des maux de la société moderne et des remèdes qui seuls pourront la guérir. Le saint évêque se plaint de ce que le salaire des ouvriers soit déterminé d'après les plus rigoureuses nécessités de la vie humaine, ou, en d'autres termes, selon le montant strictement requis pour la nourriture, l'habit et le logement. Le travail, dit-il, est devenu, de nos jours, une marchandise sujette, comme toutes les autres, aux fluctuations du marché. Il a sa hausse et sa baisse, et son prix, tout-à-fait aléatoire, dépend de l'offre et de la demande. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que le manufacturier ou le patron cherche autant que possible à réduire la dépense dans la production. La concurrence, avec laquelle il doit compter, l'y oblige. Si donc il y a surabondance de travail, ce même manufacturier pourra dire aux ouvriers: "Je ne veux à mon service que ceux d'entre vous qui sont prêts à travailler à prix réduits". Que

feront alors ces derniers? De deux choses, l'une: ou bien ils se résigneront à travailler pour un salaire insuffisant et injuste, ou bien ils devront s'attendre à mourir de faim. Voilà certes une alternative peu enviable, continue Kettler, et le coeur du chrétien se sent ému de compassion en présence d'une pareille détresse et d'un tel dénuement. Il est bien permis aussi de se demander ce que doivent éprouver ces pauvres travailleurs qui, avec ceux qui leur sont chers, sont constamment à la merci des variations qui se produisent dans l'échelle des salaires. Nous n'exagérons pas en disant:

"C'est bien ici la foire aux esclaves de cette Europe qui a été reconstituée d'après le rêve de la franc-maçonnerie, du libéralisme humanitaire, rationaliste, et anti-chrétien!"

Le parti libéral, d'ordinaire, se compose de francs-maçons, de capitalistes, de professeurs rationalistes et d'auteurs populaires. Ces messieurs dînent à la table des riches, leurrent le peuple par de vaines promesses et le trompent en lui prêchant de vilaines théories sur le libre-échange, le travail libre ou indépendant, l'éducation populaire et l'intérêt personnel (self-help). Le Christianisme peut seul réconcilier l'homme de peine avec son triste état de vie et l'engager à supporter sans murmure ce qui est amer et rebutant dans la trame de sa vie. Toutefois, l'initiative personnelle et la dignité humaine, si souvent invoquées par les libéraux, ne sauraient alléger, d'une manière efficace, le joug qui pèse sur les épaules du malheureux prolétaire. L'éducation sans Dieu, propagée au milieu des masses populaires,

ne peut qu'augmenter l'animosité qui les anime contre les classes dirigeantes. L'infidèle, devenu riche, trouve, ou croit trouver son bonheur dans la jouissance des biens de ce monde; mais, quand il cherche à ravir à l'ouvrier sa foi en Dieu et en Jésus-Christ, il conduit visiblement ce dernier au désespoir. (1)

L'autre parti, qui s'efforce ou se propose de remédier aux maux de la société, est le groupe radical socialiste. L'évêque Kettler rend hommage à cette faction démagogique et surtout à son chef éloquent, Lassalle, qu'il comble d'éloges et dont il vante la peinture si fidèle de la malheureuse condition des classes ouvrières. Les socialistes se trompent, il est vrai, en niant la propriété individuelle; mais, malgré l'énormité de l'erreur qu'ils commettent, en s'insurgeant contre un tel droit, il faut avouer qu'ils sont logiques dans leurs errements. Ils sont, comme les libéraux, les tristes produits d'une éducation sans Dieu. Les droits de la propriété sont basés sur les lois éternelles et immuables de Dieu. Qu'ont-ils besoin de respecter le droit ou la propriété d'un tiers qui ne veut pas lui-même reconnaître le souverain domaine du Créateur de toutes choses? Quelle raison invoquer pour les empêcher de fouler aux pieds, les lois et les constitutions des sociétés humaines en rupture de ban avec le ciel? L'autorité, le gouvernement, les constitutions et les lois n'ont d'autre appui que la religion. Retranchez cette dernière et le fondement de la société s'écroule ou s'évanouit. Il n'y a rien sur la terre qui ne puisse être brisé ou anéanti. Dieu seul est néces-

(1) See Niti's "Catholic Socialism," p. 125.

saire. En dehors de lui, il n'y a que des choses contingentes qui existent conditionnellement et qui ne sauraient avoir de droits absolus. Il est donc absurde de parler de la loi comme si cette dernière se confondait avec la souveraine volonté du peuple. La loi ne vient ni du peuple ni même du souverain ; elle est et doit être l'expression de la volonté de Dieu. Raisonnons quelque peu et nous verrons bientôt s'en aller en fumée la doctrine libérale qui ne veut d'autre sanction pour les lois humaines que celle qui lui vient de la force brutale. Le législateur, s'il est homme, ne peut légiférer qu'en s'appuyant sur la loi naturelle. Pourquoi ? Parce que l'homme est un être moral dont la conscience est le code vivant de cette même loi naturelle. Or, cette loi, qui donc l'a inscrite dans l'âme de tous les hommes ? Qui donc a déposé chez tous les êtres humains, fussent-ils barbares, incrédules ou athées, la notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste ? C'est Dieu. Un gouvernement qui rejette Dieu et sa loi morale, ou qui, de parti pris, prétend vouloir les ignorer, ce gouvernement, dis-je, et la nation qu'il représente sont condamnés à une prompte destruction. Il y a une forte tendance de nos jours à mettre l'Etat à la place de Dieu. Cette nouvelle forme de l'erreur est qualifiée sous le nom d'Etatlâtrie. Hâtons-nous de dire que l'objet d'un tel culte n'est qu'un piètre remplacant du Père de la Sagesse et de la Miséricorde. Toutefois, Dieu ne se désiste jamais de son autorité au profit d'une créature, si puissante et si orgueilleuse qu'elle puisse être. "Au-dessus et au-delà de toute justice humaine, dit Kettler, règne celle de

Dieu et c'est grâce à cet attribut divin que l'homme trouve un juge dans sa propre conscience et qu'il accomplit par devoir certains actes de charité. Aux temps où nous vivons, la conscience devient de plus en plus relâchée. On a même jugé nécessaire de lui substituer un système très compliqué d'impôts et de violences qui ruinent la plupart des pays et ne laissent plus d'asile à la liberté individuelle ou à l'initiative privée". Le grand évêque avait en la religion chrétienne la plus inébranlable confiance relativement au règlement des questions sociales et, surtout, à l'amélioration du sort des ouvriers. Le christianisme a fait ses preuves depuis longtemps. Par ses lumineux enseignements et sa puissance créatrice, il a résolu, dans le cours des siècles, tous les grands problèmes qui intéressent le genre humain, y compris même ceux de l'ordre temporel. C'est à lui que l'on doit l'abolition de l'esclavage au temps du paganisme, à une époque où cette œuvre humanitaire semblait impossible. On en était arrivé à un tel état de dégradation que les simples notions de la dignité de l'homme et ses hautes destinées paraissaient avoir complètement disparu. On semblait également méconnaître notre commune origine. Il n'y avait pas un seul Romain, pas un seul Grec, jouissant de la liberté, qui ne crût à l'animalité pure et simple des esclaves et qui ne niât à ces infortunés le droit d'être traités comme des êtres humains. Le Christianisme a rendu aux travailleurs, si nombreux dans la grande famille humaine, leur dignité primitive si longtemps méconnue. Honneur à lui ! Le paganisme moderne ou le matérialisme, cherche à remettre le peuple

ouvrier sous le joug d'un esclavage qui, pour n'être pas aussi dégradant que celui de l'antiquité, n'en est pas moins véritable. "La tyrannie du capital qui exploite le travailleur comme un simple agent producteur— une machine— jusqu'à ce qu'il soit brisé, anéanti, doit être elle-même immolée ou renversée. C'est un crime de lèse-humanité, une abomination contre la classe pauvre qu'elle dégrade!"

Un évêque catholique ne saurait se contenter de signaler les abus du capital et de faire connaître la misérable condition des ouvriers; il est de son devoir de proposer les moyens de combattre les premiers et d'améliorer la seconde. Les moyens suggérés par l'évêque Kettler sont substantiellement les mêmes que ceux préconisés vingt-sept ans plus tard, par Léon XIII dans son encyclique sur "La Condition des Ouvriers". Il n'est pas impossible que les écrits de l'évêque Kettler, bien connus en Italie, n'aient exercé une certaine inflence sur l'énergique évêque de Pérouse, qui en épousa plus tard les idées quand il monta sur le trône apostolique et devint le pape du Travail .

Un retour au christianisme est le seul moyen de rétablir la paix sociale et la prospérité des états. Ce n'est pas par des opérations extérieures ou des combinaisons plus ou moins ingénieuses de l'esprit humain que l'on parviendra à enrayer le mal, à empêcher l'esclavage de l'ouvrier, mais par la religion de vérité et de charité. C'est elle qui communique aux hommes un nouvel esprit, de nouvelles pensées et de nouveaux sentiments sur la dignité et les droits des êtres de leur espèce, si

petits qu'ils puissent être. Ainsi nous devrions prêcher sans cesse les éternels principes de la justice et de la miséricorde. A la lumière de ces enseignements, chacun pourrait comprendre comment il se fait que Dieu est le Propriétaire absolu des choses de ce monde—l'homme, tout simplement son intendant. On verrait également que au-delà de ses propres besoins, le riche n'a plus l'entière jouissance de ses biens qui deviennent la propriété du pauvre. Celui-là qui refuse l'aumône aux indigents est un voleur. Disons plus : les droits de la propriété privée ont leurs limites. La plus haute loi qui gouverne les hommes, enseignons-le hardiment, est celle qui les oblige à conserver leur propre vie. La nature entière nous montre des milliers d'êtres qui luttent pour l'existence. Le roi de la création, pour qui le monde a été créé, ne saurait se soustraire à l'obligation de vivre. Si donc il arrive qu'un homme est dans une extrême nécessité, c'est-à-dire, dans un dénûment tel qu'il voit la mort, ou quelque chose d'analogue, le menacer à brève échéance, il est tout à fait justifiable de se pourvoir, fut-ce au détriment d'autrui.

Le projet favori de l'évêque Kettler, son plan de prédilection pour venir en aide au peuple ouvrier, fut la formation de ce qu'il désignait sous le nom d'associations productives. Le capital nécessaire à ces sociétés coopératives devait être prélevé parmi les fidèles au moyen de contributions volontaires. Le courageux prélat rappelait, à cet effet, les âges de foi alors que les nobles et les riches dotaient les chaires de la science, fondaient des monastères, des hôpitaux et des

asiles pour toutes les infortunes. Pourquoi, disait-il, la même foi chrétienne ne produirait-elle pas, de nos jours, les mêmes merveilles? Le devoir des catholiques n'est-il pas partout et toujours de contribuer aux oeuvres de bienfaisance? Hélas! le bon évêque fut douloureusement déçu dans ses espérances; son zèle ardent ne fut pas secondé et les sommes d'argent sur lesquelles il avait compté n'affluèrent pas pour la réalisation de ses charitables desseins. Ses amis et ses partisans jugèrent son idée peu pratique et furent unanimes à se décharger sur le gouvernement du soin de subvenir pécuniairement aux besoins de la classe ouvrière.

Toutefois, Kettler n'en fut pas moins le véritable père de l'école du socialisme catholique en Europe et dans le monde entier. Il mit au service des travailleurs, non seulement son indomptable énergie et sa haute intelligence, mais encore l'ascendant de son fier caractère, l'influence de sa haute position dans l'Eglise et l'Etat et le charme indéfinissable de sa sainte et chevaleresque personnalité. Il fut vraiment le Grand Pontife qui "a soutenu la maison du Seigneur tant qu'il a vécu, et qui a fortifié le temple pendant ses jours........... Il a eu un soin particulier de son peuple, et il l'a délivré de la perdition........ il s'est acquis de la gloire par la manière dont il a vécu avec son peuple...... il a brillé pendant sa vie comme l'étoile du matin au milieu des nuages, et comme la lune lorsqu'elle est venue en son plein...... comme une flamme qui étincelle, et l'encens qui s'évapore dans le feu". (Ecclésiastique C. L.)

Depuis vingt-neuf ans ses restes mortels reposent de-

vant l'autel de la sainte Vierge qu'il aima, sous les dalles de la cathédrale de Mainz, dont il "a fortifié" les murs et restauré l'intérieur qui menaçait ruine ; mais, au fur et à mesure que le temps s'écoule, la figure de l'évêque Emmanuel Von Kettler se détache dans l'histoire de l'humanité, s'illumine et projette de chauds rayons sur des millions de cœurs qui l'aiment, bien qu'ils ne l'aient pas connu en cette vie, et qui s'efforcent de suivre les nobles exemples de ce champion des classes ouvrières, en soulageant les misères humaires et en conjurant, dans la mesure du possible, les désastres sociaux. (1)

§ . Dr. Monfang.

L'un des plus ardents disciples de Kettler, et le défenseur en même temps de ses vues sociales, fut le savant Dr Monfang, professeur du grand séminaire et chanoine de la cathédrale de Mainz. Monfang posséda l'entière confiance du grand évêque tout en différant d'opinion avec lui sur plusieurs questions. Kettler soutenait, comme nous l'avons vu plus haut, que les capitaux nécessaires à l'établissement des sociétés coopératives devaient être obtenus au moyen de souscriptions volontaires ; Monfang, pour la même fin, voulait tout simplement solliciter les secours de l'Etat. L'Eglise, d'après lui, peut faire beaucoup pour les pauvres ouvriers ; elle propage au milieu de la société l'esprit de charité et de justice ; elle secourt les malheureux, soigne les malades et tend la main aux délaissés.

(1) Le P. Pfulf, un jésuite, vient de publier une biographie tout à fait classique de l'évêque Kettler. Cet ouvrage en trois volumes est le plus beau monument, "aere perennius", élevé à sa mémoire.

Mais, il est du devoir de l'Etat de protéger le travail, en créant des lois protectrices, en accordant des secours pécuniaires, en rendant plus léger le joug du militarisme et de l'impôt et, surtout, en mettant des bornes à la tyrannie et aux exactions du capital. Le pouvoir civil devrait non seulement limiter le travail des femmes et des enfants, mais le prohiber tout à fait. Ce travail, en effet, n'augmente pas les ressources de la famille, car il diminue le salaire des hommes. Monfang croyait à l'intervention de l'Etat, en cette matière, mais à une intervention ferme, accompagnée d'un certain nombre de lois énergiques ; il demanda avec instance la formation d'une commission d'Etat, composée de fonctionnaires et d'ouvriers, qui aurait pleine et entière autorité pour faire exécuter ses propres décisions et fixerait, dans chaque branche de l'industrie, un salaire minimum équitable, correspondant à la moyenne d'une journée de travail.

§ 3. Le Pere Hitze.

L'oeuvre sociale de Kettler de Monfang fut habilement et vigoureusement continuée par le Dr Hitze qui, très probablement, est de nos jours l'économiste catholique le plus en vue de l'Europe. Cet homme a mérité le titre glorieux et enviable de "roi sans couronne des travailleurs de la Germanie." D'après le Dr Hitze la plupart des troubles sociaux viennent de notre système économique. La liberté sociale, dit-il, est pour l'ouvrier la cause de tous les malheurs ; il lui faut revenir aux anciennes institutions corporatives. Et pourquoi ce retour de la classe ouvrière aux corporations

du moyen-âge? Parce que, dans les sociétés où la foi catholique est professée, on ne permettra jamais d'introduire, dans l'ordre économique, les maximes et les usages qui bouleversent actuellement le monde civilisé. La question sociale, continue-t-il, se confond avec celle du changement survenu dans notre système économique et, par conséquent, dans nos relations sociales, par suite de l'introduction des machines dans le domaine industriel. On peut donc la définir: La recherche d'un système social qui puisse correspondre aux conditions modernes de la production, au même degré et à peu près de la même façon que les systèmes sociaux du moyen-âge correspondaient aux conditions si simples de la production, dans les villes, les villages et les districts ruraux.

Lors du congrès catholique de Fribourg, le Dr Hitze donna au clergé de sages conseils dont pourraient également profiter les prêtres d'Amérique. "Supposons que nous veuillions rester étrangers aux questions sociales, s'en suit-il que celles-ci ne nous regardent pas? Il est possible que ces questions nous semblent nouvelles et que l'enseignement traditionnel du séminaire ne nous ait pas convenablement préparés à les aborder. Nous sommes encore dans la période ou la voie de formation. Toutefois, les principes qui doivent résoudre, de nos jours, le problème social sont loin d'être nouveaux; ils furent magistralement exposés par St Thomas d'Aquin: tels sont les principes qui regardent l'intérêt et l'usure, la propriété et le travail, la justice et la charité, la loi et le gouvernement. Ce qui nous semble nouveau,

c'est l'application de ces mêmes principes aux besoins de l'heure présente. Au point de vue intellectuel, le passé n'a rien à envier au présent. Qui donc voudrait comparer, en lui donnant la préférence, notre siècle de chemins de fer, de grandes industries et de villes populeuses, à cette époque lumineuse du moyen-âge où Saint Augustin écrivait sa "Cité de Dieu" et saint Thomas, sa "Somme Théologique"? Les catastrophes qui se sont produites, les ruines qui se sont accumulées, dans l'ordre économique ou social ont imposé de nouveaux devoirs à ceux qui ont charge d'âmes et ouvert un vaste champ d'action à leur zèle. C'est en vain que vous chercheriez dans les traités de philosophie, de morale et de religion, les explications et les solutions que requiert le présent état de choses. Si vous voulez être à la hauteur de votre mission vous devrez étudier les problèmes du jour et vous efforcer d'apprendre tout en enseignant. Hâtons-nous, le temps presse et les besoins sont urgents."

Le prêtre, d'après le Dr Hitze, doit savoir discerner le vrai du faux dans la question sociale, le juste de l'injuste; il doit connaître et appuyer toutes les justes réclamations des ouvriers et s'opposer, dans la mesure de ses forces, à toutes celles qui s'écartent du droit et de l'équité. L'erreur est beaucoup plus à craindre quand elle revêt l'apparence de la vérité. Il y a plusieurs articles du programme socialiste qui sont raisonnables et conformes aux lois de la justice. Il serait imprudent de les combattre tous indistinctement sous prétexte qu'ils sont préconisés par les ennemis de la religion et

de l'Etat. Bref, le meilleur moyen d'enrayer la diffusion du socialisme est de lui emprunter ses vérités et de rejeter ses erreurs.

Au milieu de la confusion qui règne un peu partout dans les esprits, en dépit des nuages qui s'amoncellent dans l'ordre social, nous devons proclamer hautement l'idéal chrétien et montrer que le véritable progrès ne peut s'accomplir, de nos jours, dans le domaine économique que par la conformité de ce même progrès aux enseignements du Christianisme. La parole de Dieu, en s'inspirant des conditions présentes de la société, aura nécessairement plus de force de conviction et des expressions plus appropriées aux besoins actuels. Les sermons de saint Jean-Chrysostôme n'étaient si éminemment pratiques et si intéressants que parce qu'ils correspondaient fidèlement aux exigences spirituelles de l'époque où vécut le grand docteur. De pompeuses conférences sur le mariage et la famille chrétienne produiront peu de fruits à moins qu'elles ne tiennent un compte rigoureux des circonstances au milieu desquelles nous vivons. Si un prêtre peut obtenir d'un jeune couple, avant le mariage, que la jeune fille devenue épouse ne travaillera ni dans une manufacture ni dans un magasin, mais qu'elle se consacrera entièrement aux soins du ménage, il aura, par ce seul fait, accompli une bonne partie de son devoir vis-à-vis de la société. Le Dr Hitze pense que l'avenir appartient au socialisme.... non à celui de Jaurès et de Carl Marx, mais au socialisme sain et conservateur des unions corporatives. En un mot, il croit que la réorganisation sociale des nations

est l'unique solution de la question sociale.

§ 4 Stimmen aus Maria Laach.

Les catholiques allemands sont admirablement organisés pour opérer des réformes sociales et, sous la conduite de leurs chefs, ils ne cessent de travailler, au Reichstag et dans les législatures des Etats, à l'amélioration du sort de l'ouvrier. Les savants PP. Jésuites, bien qu'exilés du territoire germanique, se vengent à leur manière de leur ingrate patrie, en publiant dans la revue désignée plus haut d'excellents articles qui produisent sur l'esprit de leurs compatriotes les plus salutaires effets. Les plus en vue parmi eux sont les PP. Lehmkuhl, Cathrein et Pesch qui se sont appliqués aux études sociales avec persévérance et discrétion, et qui, dans la "Stimmen aus Maria Laach", nous ont donné, en de savantes productions, les fruits savoureux de leur savoir et de leur sens pratique. Tous sont unanimes à reconnaître qu'il ne peut y avoir de solides réformes sans l'intervention de l'Etat. C'est pourquoi ils invitent le parti catholique à soutenir par une action vigoureuse et simultanée toute loi favorisant le travail. Le Père Lehmkuhl considère qu'il est du devoir de l'autorité publique d'introduire dans le domaine industriel la fixation directe et indirecte des salaires. Il soutient également que l'Etat devrait déterminer la durée ou les heures du travail de chaque jour, et dans les pays où les contrats libres, (free contract), entre les patrons et les ouvriers deviennent une cause d'oppression pour ces derniers, il demande que le pouvoir pu-

blic établisse un salaire minimum et qu'il voit à son maintien.

§ 5 Tentatives Protestantes.

Quand les sectes protestantes d'Allemagne s'aperçurent des immenses services rendus à la classe ouvrière par les évêques catholiques, les prêtres et les laïques, elles furent grandement alarmées; elles craignirent "les progrès de Rome" et commencèrent, mais un peu tard, une campagne anti-socialiste sous la haute direction du pasteur Todt et du Dr Stocker, le célèbre prédicant de la cour de Berlin. Ces derniers ignoraient, sans doute, que le protestantisme est la cause principale du socialisme moderne; quoi qu'il en soit, ils demeurèrent fidèles aux traditions luthériennes en s'alliant aux nobles, aux grands proprétaires du sol, et en s'appuyant sur le pouvoir politique et la richesse. La croisade protestante entreprise à son de trompe contre le socialisme ne fut qu'une simple comédie et se termina en queue de poisson. Le savant Dr Rae, qui ne semble pas être un ami du catholicisme, nous donne les raisons de l'échec de ses coreligionnaires. "Les sectes protestantes, dit-il, ont beaucoup à souffrir de leur dépendance absolue vis-à-vis de l'Etat; elles sont devenues des églises de docteurs et de professeurs, n'ont que peu ou point d'initiative et n'offrent qu'un médiocre intérêt à leurs propres ouailles; elles ne jouissent pas de cette forte et populaire sympathie qui est, en quelque sorte, l'atmosphère de l'Eglise catholique, ce qui fait que celle-ci ne craint pas de s'élever contre l'Etat, sachant bien

que sa puissance ou le pouvoir d'en agir ainsi, repose, en dernière analyse, sur l'affection des peuples". (1)

§ 6 Le Cardinal Mermillod.

L'un des plus spirituels et des plus ardents défenseurs des vues sociales de Kettler, en Suisse, fut l'illustre évêque de Lausanne et de Genève, Mgr Mermillod qui devint cardinal sous Léon XIII. Cet éminent prélat ne tarda pas à reconnaître que la cause des troubles sociaux provenait de l'inégalité des conditions humaines. La question qui revient sans cesse, disait-il, qui est le dernier mot de toutes nos luttes, est celle qui a rapport au problème économique ou social. Il constata avec douleur que les peuples ont une forte tendance à se partager en deux camps ennemis et que le monde est sur le point de devenir un immense champ de bataille. Ne serait-il pas possible, néanmoins, se demandait le saint évêque, d'établir un traité de paix entre le riche et le pauvre?.... Il entrevit l'abîme béant vers lequel s'avance à grands pas la société moderne et entendit la révolution gronder dans le lointain, comme ces torrents de la Suisse qui, subitement grossis par les eaux du printemps, se précipitent en écumant du sommet des montagnes, bondissent de rochers en rochers et envahissent les vallées pour y semer la désolation et la mort. Toutefois, malgré les signes précurseurs de la révolution sociale, en dépit du triste spectacle que nous offre la société moderne, les yeux de l'évêque de Lausanne s'illuminaient de foi et d'espérance: "Ce sera, di-

(1) "Contemporary Socialism." p. 234.

sait-il, l'honneur de l'Eglise d'aller à la rencontre de ces forces aveugles qui résident au bas-fond de la société, de les réduire en leur opposant des digues et des canaux et, en plein dix-neuvième siècle, de transformer leurs flots menaçants en rivières majestueuses et fertilisantes." L'esprit chrétien s'est peu à peu retiré des gouvernements et des peuples ; de là, d'un côté, la convoitise et l'ambition effrenées des riches et des puissants et, de l'autre, la condition misérable du pauvre, le sort pitoyable de l'ouvrier réduit à l'esclavage. L'Eglise catholique peut seule rétablir la paix et le bonheur sur la terre en faisant revivre l'esprit du Christ dans le coeur des hommes. Mermillod recommandait intrépidement à la haute classe de coopérer avec le clergé, à la réforme de la société. Chacun doit d'abord accepter la situation telle qu'elle est et en faire une étude approfondie à la lumière des théories chrétiennes ; personne n'est dispensé de professer, soit dans la vie publique, soit dans la vie privée, les maximes et les enseignements du christianisme ; et, si le besoin s'en fait sentir, tous doivent généreusement partager les luttes et les privations du pauvre. Le cardinal Mermillod consacra les dernières années de sa vie à la classe ouvrière. Au congrès de Liège il fit un chaleureux appel à tous les honnêtes gens et leur demanda d'aborder la question sociale avec le même courage que s'ils allaient affronter le feu de l'ennemi.

§ 7 Gaspard Decurtius.

Les paroles du Cardinal ne demeurèrent pas stériles ; elles furent entendues et mises à profit par un laï-

que de la Suisse, le noble Décurtius. Cet homme d'un esprit cultivé, possédait à un haut degré l'éloquence populaire et celle de la tribune qu'il semblait personnifier. Décurtius est connu et respecté par toute l'Europe à cause de ses rares connaissances en économie sociale, et la Suisse, son pays natal, lui doit une éternelle reconnaissance. L'influence qu'il exerça sur la législature de la confédération helvétique se traduisit par un bon nombre d'ordonnances destinées à protéger le travail et à arrêter les empiètements du capital. Il jugea à propos et même nécessaire que le travailleur trouvât dans son salaire une équitable rémunération de ses labeurs et une juste compensation pour les risques qu'il encourt. L'Etat devrait, d'après lui, intervenir, afin de corriger ce qu'il appelle la brutalité des lois économiques. Le salaire minimum accordé à l'ouvrier devrait réunir les trois conditions qui suivent : suffire aux dépenses ordinaires de la vie, offrir une certaine proportion avec les dangers de mort ou de mutilation auxquels le travailleur est exposé, et correspondre, dans une juste mesure, aux fatigues et aux efforts que ce même travailleur doit s'imposer ou déployer pour sa tâche de chaque jour.

§ 8 La France et la Belgique.

Le socialisme a fait des progrès alarmants en France où, plus d'une fois, il s'est montré violent et révolutionnaire. Des catholiques éminents ont tenté, à différentes reprises, d'arrêter sa marche envahissante ou, du moins, de corriger ses tendances malsaines. Signalons à l'admiration du lecteur LePlay, Claudio Jannet et le

comte Albert de Mun. Tout le monde sait les généreuses tentatives faites par M. Léon Harmel, au Val des Bois, afin de résoudre le problème économique, et chacun a pu apprécier la persévérance et le charité de cet industriel chrétien. Nous sommes parfaitement d'accord avec M. Harmel, quand il dit que la question sociale n'en est pas une de vivres et d'habits, mais, bien et par-dessus tout, une question de paix du coeur et de contentement. D'après ce modèle des patrons, la condition de l'ouvrier doit être telle que ce dernier soit content de son sort et n'ait aucun sujet de plainte légitime. Toutefois, nous ne sachons pas qu'aucune action commune parfaitement concertée ait jamais été entreprise par les membres de la hiérarchie française afin de rallier les forces catholiques et les concentrer contre le socialisme infidèle. Il nous semble à nous que, si les évêques français étaient sortis à temps de leur palais pour descendre et combattre dans l'arène sociale, le gouvernement de leur propre pays ne serait pas aujourd'hui aux mains de la canaille socialiste et des pires ennemis de l'Eglise.

En Belgique, l'université catholique de Louvain a été pour tout le pays comme un phare lumineux. Elle n'a cessé d'y briller d'un vif éclat, en dépit de la confusion qui a régné là comme ailleurs. L'illustre professeur Charles Périn a enrichi la littérature par ses oeuvres, devenues classiques, sur l'économie sociale catholique. Le clergé belge parut un peu tard sur la brèche, comme le Dr Hitze en faisait la remarque il y a déjà quelques années. "Nous tenons, disait-il, notre clergé national en

haute estime, tant à cause de sa science théologique que de l'intégrité de ses moeurs, mais les maux causés en Belgique par les théories de Manchester n'auraient jamais été possibles, si un homme comme Kettler y avait monté la garde, ou, si l'on avait alors déployé pour y combattre les erreurs socialistes, le zèle et l'intelligence dont on a fait preuve par la suite sous la haute et puissante direction du vénérable évêque de Liège". (Mgr Doutreloux). Le clergé belge, nous le savons par notre propre expérience, travaille activement et avec beaucoup d'abnégation à l'oeuvre éminemment chrétienne des réformes sociales. Il ne cesse de propager dans les villes et les campagnes une foule de productions littéraires catholiques ; des conférences populaires sont organisées dans tout le pays ; des salles d'amusements et de lecture, sous la direction des prêtres, sont ouvertes un peu partout ; des sociétés pour les fermiers catholiques et des associations corporatives pour la production et la distribution y seront établies sous peu. Des milliers de citoyens riches et intelligents de la Belgique assistent les prêtres dans leur noble entreprise et s'efforcent, au prix des plus grands sacrifices, de relever ou d'améliorer la condition des pauvres travailleurs.

§ 9 Le Cardinal Manning.

En 1892, quand le cardinal Manning ferma les yeux à la lumière, il s'éleva autour de ses dépouilles mortelles un véritable concert de regrets. Le peuple anglais et le monde civilisé déplorèrent la perte de ce pasteur au cœur pur, à l'esprit élevé, dont le long et glorieux

pontificat avait été si rempli de dévouement pour l'Eglise du divin crucifié et si fécond en œuvres de charité pour les pauvres du Bon Dieu.

Le cardinal Manning fut un apôtre des réformes sociales chrétiennes. Il était si ardent, si audacieux même, dans ses attaques contre les capitalistes sans entrailles et dans la défense des droits du travail, que certains catholiques ultra-conservateurs craignirent sérieusement qu'il ne devînt vraiment socialiste. Il crut à l'intervention de l'Etat, entre le capital et le travail ; il réclama pour les ouvriers le droit d'avoir du travail, celui d'être assisté, la limitation des heures d'ouvrage et la détermination d'un salaire minimum. Il voulait que le travailleur fut rémunéré, non d'après la condition de l'offre et de la demande, mais, comme les autres fonctionnaires, d'après l'utilité et l'importance de ses fonctions sociales. Si l'Etat protège les droits de la propriété, il doit aussi sauvegarder ceux du travail ; car rien n'est plus sacré que les labeurs de l'homme. "Si le grand but de la vie est de multiplier les verges de drap et de coton ; si la gloire de l'Angleterre consiste à produire ces articles, ou d'autres semblables, en aussi grande quantité et au plus bas prix possible, de telle sorte quelle puisse les vendre à meilleur marché que les autres peuples du monde, alors, nous n'avons rien à dire ; mais, si la vie de famille l'emporte sur toute autre considération, si la paix et l'innocence des foyers, l'éducation des enfants, les devoirs des épouses et des mères, les graves obligations des époux et des pères sont inscrits dans le code du droit naturel, et si enfin

ces choses sont plus appréciables que tout ce qu'on peut vendre sur le marché, dans ce cas, il nous faut élever la voix et stigmatiser les criants abus du capital. Car, l'absence de tout contrôle dans la durée des heures du travail et la vente au plus offrant des forces et de l'habileté de l'ouvrier détruisent peu àpeu la vie de famille, amènent le délaissement des enfants, transforment les épouses et les mères en machines vivantes et les maris et les pères — comment dirai-je? — en bêtes de somme—je ne veux pas employer d'autres expressions—qui se lèvent avant le soleil et reviennent au logis après son coucher, tellement fatigués, qu'ils ne peuvent, après leur journée faite, que manger et dormir. La vie de famille, on le comprend sans peine, n'existe plus pour ces parias de l'industrie moderne. C'est pourquoi, nous croyons qu'il est de notre devoir de ne pas suivre nos compatriotes dans la voie funeste où ils se sont engagés."

Se faisant l'écho de l'enseignement théologique, le cardinal Manning déclara publiquement que l'homme a le droit, dans un cas d'extrême nécessité, de prendre à autrui ce qui lui est absolument indispensable. Tout individu de la race humaine est tenu, par la première loi de la nature, de conserver sa propre vie, et quiconque l'en empêche commet un véritable meurtre. Celui qui enlève le pain au malheureux mourant de faim se rend coupable d'homicide. C'est d'après ce principe que l'archevêque McHale affirmait, il n'y a pas encore longtemps, que, durant la famine qui sévit en Irlande, les pauvres affamés pouvaient sans injustice s'emparer

des provisions expédiées par les landlords en pays étrangers pour y être vendues. Les services inappréciables rendus par le cardinal aux manoeuvres des docks de Londres, durant leur fameuse grève, sont encore dans la mémoire de tout le monde. Le fait de sa généreuse et fructueuse intervention mit en lumière la popularité dont jouissait Manning parmi les populations ouvrières catholiques ou protestantes et fit ressortir la nullité du clergé anglican au point de vue social.

§ 10 Le Cardinal Americain.

Le peuple ouvrier des Etats-Unis, sans distinction de credo, de couleur et de nationalité, sait qu'il occupe une large place dans le grand cœur du cardinal James Gibbons, le bon et courtois archevêque de Baltimore. Cet éminent prélat s'est toujours montré, soit dans ses discours, soit dans ses écrits, l'ami dévoué des classes pauvres et laborieuses de l'Amérique. A un moment donné, le St Siège fut sur le point de condamner définitivement une société ouvrière des Etats-Unis. (1) Apprenant cela, le cardinal américain n'hésita pas un seul instant, il traversa l'océan, se rendit en toute hâte à Rome et parvint à faire suspendre la condamnation qui aurait probablement détourné de l'Eglise un très grand nombre de catholiques. Le cardinal Gibbons, malgré son grand âge, continue à s'occuper efficacement de l'importante question du travail et, en général, de tous les problèmes sociaux. Nous devons toutefois ajouter qu'il n'est pas seul à donner dans le mouvement des réformes sociales ; l'épiscopat américain tout

(1) "Les Chevaliers du Travail."

entier n'a cessé jusqu'ici de témoigner à la population ouvrière de ce pays la plus intelligente et la plus profonde sympathie dont l'éloquent évêque de Péoria donnait, il n'y a pas encore longtemps, la plus fidèle expression par ses discours et ses écrits.

§ II Leon XIII

L'Eglise est la plus grande association ou confraternité qu'il y ait au monde; elle est, en même temps, la plus parfaite des sociétés. Dieu lui-même établit l'Eglise; l'Eglise, à son tour, fit la société chrétienne et donna naissance à la véritable civilisation. Elle releva de ses ruines morales le monde, qui allait périr, et non contente de l'arracher à l'abîme de corruption où il s'était laissé choir, elle lui communiqua la grâce de Dieu et l'éleva aux sublimes régions de la vie surnaturelle. C'est donc au Christ qu'il faut revenir si nous voulons retrouver l'harmonie sociale et le bonheur Cette conclusion est la note dominante de toutes les encycliques du Pape Léon XIII. Ce grand pontife embrassa d'un seul regard les désastreux effets de la Réforme protestante et la marche envahissante des idées malsaines. Il vit que, à partir du seizième siècle, on avait commencé à rejeter les principes générateurs de la civilisation du genre humain: la foi dans le Christ et son Eglise, l'indissolubilité du mariage, l'éducation chrétienne et l'obéissance au chef visible de la chrétienté. Il constata avec douleur les terribles conséquences ou plutôt, les effets de ces hardies négations: le divorce, les écoles sans Dieu, la recherche des plaisirs sensuels, l'horreur du travail et de la souffrance et, par-

dessus tout, le fléau toujours croissant de l'infidélité. N'étant encore qu'archevêque de Pérouse, le cardinal Pecci se trouva en contact avec les pauvres et les ouvriers; il écouta leurs plaintes et connut leurs misères. Ce fut alors qu'il dénonça, dans une lettre pastorale adressée à ses ouailles, la dureté des patrons et les injustices commises envers les travailleurs. Mais quand il fut assis sur la chaire de Pierre, Léon XIII se rendit compte encore plus fidèlement de la condition sociale de l'humanité. Il entendit les gémissements qui s'élevaient jusqu'à son trône, des différents peuples de la terre. Il vit à ses pieds un monde rempli de richesses livré à l'activité infatigable des travailleurs, et il ne tarda pas à s'apercevoir que le sort heureux ou malheureux des masses populaires dépendait des fluctuations du marché, des hasards de la hausse et de la baisse et, le plus souvent, du bon et du mauvais vouloir des riches. Le coeur du Pasteur de la Chrétienté s'émut alors de compassion et s'épancha dans l'admirable encyclique sur "La Condition des ouvriers" qui semble venir en droite ligne du cœur de Jésus. Les paroles adressées, sur les plaines de la Galilée, à la foule affamée qui environnait le divin maître: "Miserear super turbam" "J'ai pitié de cette multitude", sont divinement compatissantes. Elles révèlent l'affection sympathique du Fils de Dieu et sa tendresse infinie pour les pauvres et le peuple. Depuis que le Christ a parlé ainsi, remarque le cardinal Manning, "Aucune voix ne s'est élevée pour plaider avec une plus chaleureuse sympathie la cause des faibles et des opprimés que celle de Léon

XIII" lors de son encyclique sur le travail.

Les ouvriers chrétiens reçurent avec déférence la lettre de Léon XIII, reconnaissant dans la parole du Pape celle de Dieu même. Cette encyclique est presqu'unique dans l'histoire de l'Eglise. Si on la considère au point de vue littéraire et philosophique, elle est à coup sûr, le meilleur traité connu d'économie sociale et de morale chrétienne. Toutefois, ce qui donne à ce magistral exposé de la question sociale, toute sa puissance, ce qui lui assure une influence en quelque sorte illimitée, c'est la haute position de son auteur, sa longue expérience des hommes et des choses et sa science que nul ne saurait prendre en défaut. Sa lettre encyclique "sur la condition des ouvriers" se divise en quatre parties. Dans la première, Léon XIII définit la constitution de la société humaine, après en avoir retracé l'origine ; dans la seconde, il dénonce l'erreur subversive et monstrueuse du socialisme, dans la troisième, il exhorte les gouvernements de la terre a travailler d'un commun accord au règlement de la question sociale ; enfin, dans la dernière partie, il fait connaître aux ouvriers leurs devoirs et leurs principales obligations. Ce document apostolique est si concis, si élaboré dans sa forme, qu'une simple lecture ne saurait en révéler le sens complet, même aux personnes instruites. Si l'on veut en retirer quelqu'utilité, il faut en faire une étude sérieuse et approfondie. Il est douteux que la diffusion de cette encyclique parmi le peuple puisse opérer quelque bien. Nous suggérons, plutôt, respectueusement aux prêtres d'en faire— comme nous nous efforçons

de le faire nous-même — une lecture fort attentive, à petite dose, trois ou quatre fois par année. Nous apprendrons plus à l'école de Léon XIII, et particulièrement de son encyclique sur "la condition du travail", que dans tous les livres d'économie sociale. Carroll D. Wright, notre éminent commissaire du Travail, s'exprime en ces termes: "Je considère, dit-il, que l'encyclique de Léon XIII sur "la condition des ouvriers" a établi les bases sur lesquelles devra s'appuyer quiconque voudra se livrer à l'étude de la science sociale en ce pays. C'est pour moi un "vade mecum", et je sais qu'elle a eu sur l'esprit public une immense et salutaire influence."

Le grand pontife Léon XIII, comme un habile architecte, a dessiné les plans qui doivent servir à la reconstruction de l'édifice social; son digne successeur, Pie X, travaille avec ardeur à mettre à exécution ses merveilleuses et bienfaisantes conceptions.

§ 12. Leçons Pratiques.

Après avoir brièvement exposé les différents systèmes de ceux qui, parmi nous, s'occupent de réforme sociale, nous pourrons plus facilement adopter une ligne de conduite pour l'accomplissement de notre charge pastorale.

Nous constatons avec bonheur que, jusqu'ici, un très petit nombre de catholiques américains se sont effectivement incorporés au parti socialiste, bien qu'il y en ait plusieurs qui se soient laissés circonvenir par des principes peu orthodoxes sur l'autorité civile, les droits

individuels et la propriété. Nous savons de plus que le prêtre est grandement estimé par la population ouvrière, et que le clergé, d'une manière générale, ne peut être atteint par les sottes calomnies de la crapule socialiste. Puissent ces bonnes relations entre l'homme de Dieu et le peuple ne jamais cesser sur notre sol d'Amérique!

Maintenant, venons à la pratique. En premier lieu, nous devons procurer aux enfants l'inappréciable bienfait d'une éducation chrétienne. Au lieu de bâtir des églises dispendieuses, travaillons plutôt à établir dans les âmes, le royaume de Jésus-Christ. Les êtres humains ont plus de valeur aux yeux de Dieu que les pierres, la brique et le mortier. Construisons des écoles, et n'allons pas nous mettre en peine si, par leur apparence extérieure, souvent très modeste, elles ne peuvent être avantageusement comparées aux luxueux palais où se donne l'enseignement de l'Etat. Ces humbles maisons scolaires produiront plus de bien pour l'Eglise et la patrie que les riches bâtiments savamment aménagés pour les fins de l'éducation et parfaitement hygiéniques, mais d'où la religion chrétienne a été bannie.

Notre système national d'éducation est du nombre des choses assez restreintes que le socialisme se propose de conserver, lors de l'inauguration du nouveau régime social.

Dans les missions pauvres de l'ouest et du sud des Ftats-Unis, il y a des prêtres qui, n'ayant pas de sœurs enseignantes, réunissent autour d'eux les petits en-

fants des familles confiées à leurs soins, leur enseignent les premiers éléments des sciences profanes et déposent, en même temps, dans leurs jeunes cœurs la divine semence de la foi. Les modestes fonctions de ces missionnaires-instituteurs sont plus glorieuses aux yeux de Dieu que celles, beaucoup plus brillantes, des savants professeurs de nos universités.

Il est convenable et même nécessaire que les catholiques s'unissent et forment des associations ; car, l'union fait la force. Ces associations, toutefois, doivent être franchement catholiques et n'admettre que des membres fidèles à leurs devoirs religieux.

Le confessionnal donne plus de paix à l'esprit, plus de repos au cœur de l'homme que les sottes déclamations du socialisme. La corruption, ou, plutôt, l'affaiblissement de la vie sociale vient de la transgression et de l'oubli des dix commandements de Dieu. La violation des lois de la morale conduit inévitablement à la décadence industrielle. Le peuple qui observe les préceptes du décalogue jouit d'un plus haut degré de prospérité et de bien-être. Aux heures de l'épreuve, l'homme trouve dans sa soumission à la volonté de Dieu et dans la fidèle observance de sa loi un secours et une protection. Enfin, pour résumer en peu de mots le programme de toutes les réformes sociales, répétons ce que nous avons déjà dit plus d'une fois : le moyen de réformer le pays est de se réformer soi-même en corrigeant ses mauvaises inclinations et en pratiquant les vertus chrétiennes. Soyons les amis et, autant que possible, les protecteurs des pauvres. Le Christ les

a aimés et l'Eglise fut pour eux, de tous temps, pleine de sollicitude et d'affection, à tel point, qu'elle les a regardés comme faisant partie de ses trésors les plus précieux. Le véritable chrétien ne se contente pas de prodiguer ses consolations aux indigents ; il leur ouvre son cœur et sa bourse et leur donne joyeusement autant et même plus que ses moyens le lui permettent. Chaque fois que nous assistons les malheureux, faisons de telle sorte, par notre délicatesse et notre tact, que ces derniers s'aperçoivent de la joie que nous éprouvons à les secourir ; afin que notre aumône ait à leurs yeux une double valeur, celle de soulager leur misère et de consoler leur affliction ; qu'elle soit, en un mot, spirituelle et temporelle. Les âmes, tout immatérielles et immortelles qu'elles soient, sont logées, durant cette vie, dans des corps de chair : il ne faut pas songer à les en retirer ni à se mettre en relation avec elles comme si elles étaient de purs esprits. Si nous voulons faire du bien à nos frères, adressons-nous à ce qui constitue en eux l'homme tout entier. Souvent il nous sera facile de convertir le mécréant, d'atteindre son coeur dans la plus intime de ses fibres, en passant par le mur de chair qui entoure son âme, et cela, par le moyen du bien-être corporel que nous saurons lui procurer. Aux yeux des pauvres et des désespérés, les actes sont plus éloquents que les paroles. Toute œuvre de charité accomplie sur cette terre d'exil manifeste la vérité de notre sainte religion. Les hospices d'enfants trouvés, les orphelinats, les hôpitaux, les maisons de réforme, les asiles pour les vieil-

lards et les délaissés, qui ont surgi un peu partout dans le monde, sont une preuve manifeste de cette divine charité qui n'a cessé de consumer le cœur des évêques, des prêtres, des religieux et même des pieux laïques de la catholicité.

Ces institutions, en effet, n'ont été fondées et n'ont prospéré que par des prodiges d'abnégation et de patience qui ne sauraient venir que de Dieu. Aussi longtemps que les prêtres consacreront leur vie au soulagement des malades, des pauvres et des affligés, ils conserveront leur prestige aux yeux des ouvriers et leur ascendant sur les masses populaires. Les socialistes auront beau s'écrier: "Vos prêtres vous exploitent et vivent dans le luxe à vos propres dépens, ils ne se préoccupent nullement de votre misérable condition; ils ne songent qu'à flatter le riche et le puissant," les catholiques, qui savent à quoi s'en tenir à ce sujet, se moqueront tout simplement de ces monstrueuses calomnies; ils se rappelleront avec reconnaissance l'homme de Dieu qui a partagé leurs joies et leurs épreuves, qui fut de tous temps leur ami et leur père et qui n'hésiterait pas, au besoin, à donner sa vie pour l'âme de chacun d'eux.

CHAPITRE VII

Les Fausses Theories de Notre Epoque.

Pie IX disait, de son temps, avec beaucoup d'à-propos, qu'il fallait avant tout rendre aux mots leur propre signification. Cette remarque de l'auguste pontife est encore vraie de nos jours. La tendance naturelle de l'esprit humain n'est pas de rechercher la vérité, comme on l'a souvent prétendu, mais, plutôt, de la travestir. Le péché originel a notablement affaibli nos facultés mentales et obscurci, en particulier, notre vision intellectuelle. Depuis la chute primitive, l'esprit humain, on peut s'en convaincre par l'histoire de ses errements, est plus enclin à l'erreur qu'à la vérité. Il résulte de cet aveuglement spirituel beaucoup de confusion dans la définition des termes et la valeur des mots, et une certaine aberration de l'esprit humain qui s'efforce de dénaturer les idées elles-mêmes. Hâtons-nous de dire que ce désordre intellectuel favorise grandement le triomphe momentané de l'erreur. Quel abus n'a-t-on pas fait jusqu'ici des mots religion, charité, civilisation, culture intellectuelle, progrès, justice, droit, amour, liberté, fraternité, égalité, bonheur et plaisir! Le mot "socialisme" a été tellement détourné de son sens véritable qu'il signifie maintenant le contraire de ce qu'il voulait dire primitivement.

Nous attribuons, dans une large mesure, à cette confusion qui règne dans les idées et dans le langage philosophique, l'affaiblissement des caractères, l'universelle corruption du monde politique, le culte de l'argent, le mépris de la pauvreté, le relâchement du lien matrimonial et la négligence des devoirs qui incombent aux pères et mères de famille.

Dans le chapitre qui va suivre nous allons successivement nous arrêter à quelques-uns de ces termes que la pensée moderne tient constamment à l'affiche.

I Education

D'après le droit naturel, l'éducation des enfants appartient aux parents. Nul ne peut, sans tyrannie, refuser à ces derniers le droit de former l'esprit et le cœur de ceux qu'ils ont mis au monde. La société civile et, en son nom, les gouvernements de la terre, ne sauraient s'immiscer dans cette matière à moins que les pères et mères ne deviennent incapables de remplir leurs obligations.

Les parents n'ont pas seulement le droit d'élever leurs propres enfants, mais ils en ont le devoir. Ils sont tenus, par la loi naturelle, de donner aux petits êtres nés de leurs entrailles une éducation qui réponde à leurs futurs besoins et qui soit en rapport avec les talents et les aptitudes que Dieu leur a départis. Comme la vie présente n'est pas l'unique but de notre existence ici-bas, mais plutôt un moyen qui doit nous conduire à notre fin dernière, ceux qui président à la formation morale des enfants sont obligés de les élever en

vue de la glorieuse éternité. L'homme ne meurt pas tout entier comme l'animal privé de raison; il possède une âme immortelle et, dès son enfance, il doit être initié à l'acomplissement de ses devoirs religieux, à la pratique des vertus chrétiennes, et mis en demeure d'atteindre le but de son existence terrestre qui est la possession de Dieu dans le ciel.

Toutefois, la plupart des pères et mères, soit à cause de leur peu d'instruction, soit parce que le temps leur fait défaut, sont incapables d'instruire eux-mêmes leurs enfants. Ils sont alors remplacés par les instituteurs ou précepteurs. Et, comme il en est peu qui soient en état d'avoir à leur disposition les services de maîtres privés, il leur faut, de toute nécessité, recourir aux instituteurs publics. L'école est donc la conséquence logique des droits et des devoirs qui appartiennent ou qui incombent aux parents relativement à l'éducation de leurs enfants.

Le but de l'école, il est facile de le comprendre, est d'enseigner à la génération qui grandit ce qu'elle doit savoir et surtout pratiquer en vue de sa double destinée: celle du temps et, de l'éternité. L'instruction, malgré son importance, n'est qu'une partie de l'éducation. Disons mieux, au risque de soulever les protestations des apôtres de l'instruction à outrance, de ceux qui voient dans la diffusion des sciences profanes le remède à tous les maux de la société; l'instruction n'est pas même une partie essentielle de l'éducation; elle n'est que l'un des moyens pour arriver à cette dernière. C'est donc un devoir rigoureux pour ceux qui sont

dans l'enseignement de ne développer l'esprit des enfants qu'afin de former leurs cœurs à la vertu.

L'école, comme on le voit, est le prolongement du foyer domestique et l'instituteur, pendant quelques heures chaque jour, le remplaçant du père et de la mère. Quelle que soit l'autorité du maître de classe, elle découle nécessairement de celle des parents qui lui confient, pour un temps limité, ce qu'ils ont de plus cher au monde: leurs enfants.

L'école est donc une annexe de la famille. Elle n'est pas et ne saurait être une institution de l'Etat. L'école est antérieure à l'Etat, parce que la famille dont elle dépend est, dans l'ordre chronologique, la première des sociétés. L'école ne peut donc tirer son origine de la puissance temporelle connue sous le nom d'Etat, ni recevoir de celui-ci son existence. Les gouvernements de la terre ne sont pas, de droit, les éducateurs de la jeunesse; leur mission se borne, sous ce rapport, à procurer aux familles qui en ont un pressant besoin les ressources matérielles nécessaires à l'éducation de leurs enfants.

Tout ce que nous venons de dire des droits du père et de la mère, en matière d'éducation, ne s'applique qu'à l'ordre purement naturel. Telles seraient les prérogatives des chefs de la famille si nous n'avions pas le ciel en perspective au delà de cette vie. Mais, au-dessus de ce que nous sommes convenus d'appeler l'ordre de la nature, il y a celui de la grâce, l'ordre surnaturel chrétien ou l'Eglise catholique qui élève l'homme ou l'invite à monter vers les régions sublimes où

Dieu se manifeste à ses élus. Or, cette même Eglise réclame aussi ses droits dans l'école. Le divin Rédempteur lui a confié l'éducation du genre humain, quand il a dit: "Allez, enseignez toutes les nations". L'enfant, selon la chair, appartient à ses parents; selon la grâce du baptême qui est une renaissance spirituelle, il appartient à l'Eglise. Ainsi l'école, d'après l'ordre établi dans le monde par le divin crucifié, doit représenter ce qu'il y a de plus auguste ici-bas: l'Eglise et la famille.

Le catholicisme, qui ne doute pas de la divinité de son origine, a été, durant dix-neuf siècles, le grand précepteur des individus et des peuples. Il n'a cessé de proclamer, avec une invincible ténacité, la nécessité d'un système d'éducation dont l'âme serait la religion du Christ. Son action bienfaisante ne s'adresse pas à une partie de l'enfant seulement, mais elle embrasse entièrement ce dernier. Fidèle à sa noble mission. l'Eglise, en effet, ne se contente pas d'éclairer les intelligences par l'instruction, mais elle s'efforce de former les cœurs par la religion. Elle s'empare de l'enfance avant que les mystères de la chute primitive lui soient révélés et la conduit dans l'enceinte d'une école où l'atmosphère est religieuse. L'image du Christ suspendue à un mur, l'habit monastique de l'instituteur ou de l'institutrice, les prières fréquemment récitées et les leçons de piété: tout contribue à évoquer de saintes pensées dans l'âme de l'enfant qui reçut des douces lèvres de sa mère ses premières notions de catéchisme. Le but de l'enseignement catholique est de façonner de

véritables chrétiens. Tout ce que l'on enseigne, en effet, dans cette école, concourt à la formation religieuse de l'enfant. Le Christ y est sans cesse représenté comme le modèle absolument parfait de tout ce qui est noble et bon. L'étude de l'histoire y montre aux jeunes intelligences la divine Providence gouvernant à son gré les événements de ce monde et l'Eglise de Jésus-Christ exerçant son influence salutaire sur les individus et les peuples ; elle met en évidence et propose à l'admiration des enfants l'héroïsme des martyrs, le courage des confesseurs et la chasteté des vierges. Les matières de l'enseignement profane ne sont pas négligées non plus dans l'école catholique, et l'on peut affirmer sans crainte que l'enfant y acquiert toutes les connaissances utiles de la vie pendant que, sous la puissante égide de la religion, son cœur croît en grâce et en pureté.

Nous proclamons bien haut que la religion est nécessaire à la sage orientation de la vie humaine. Sans elle, il ne peut y avoir de véritable formation morale et, sans moralité, la prospérité d'un peuple devient impossible. Un homme qui, on l'avouera, n'est pas le premier venu, Georges Washington, disait dans son discours "d'Adieu" ce qui suit : "La raison et l'expérience nous empêchent de croire que la saine morale puisse subsister là où il n'y a pas de religion. Il faudrait plus d'un volume pour montrer les rapports de l'une et de l'autre avec la félicité privée et publique."

Les enfants ne doivent pas être instruits comme des perroquets. Le refrain qu'on va leur répétant sans

cesse: “Maintenant soyez bons; soyez sincères; soyez honnêtes”, ne les excite guère à la pratique de la vertu. Il faut qu’ils sachent et qu’ils comprennent la raison pour laquelle il leur faut être bons, sincères et honnêtes. Apprenons-leur que toutes nos actions s’accomplissent sous l’œil de Dieu notre souverain juge; que le premier de nos devoirs est le service de Dieu et l’adoration par la foi, l’espérance et la charité; que les bons vivront éternellement dans le ciel avec Dieu, les anges et les saints, tandis que les méchants seront cruellement tourmentés dans les flammes de l’enfer où nulle rédemption n’est possible. Efforçons-nous enfin de leur faire connaître la provenance des vérités de la foi, et de leur faire comprendre avec quelle certitude nous devons professer ces mêmes vérités que le Fils de Dieu nous enseigne par l’organe infaillible de son Eglise. Il faut que l’enfant apprenne, dès son jeune âge, à voir en toutes choses l’action de la divine Providence, et qu’il s’efforce, dans tous ses actes, de faire la très sainte volonté de Dieu son créateur et maître. Il importe beaucoup aussi qu’il soit fixé sur la véritable valeur de son existence et qu’il sache que, sans le Christ, elle ne peut lui être d’aucune utilité. En définitive, la religion doit pénétrer la vie de l’enfant au point de s’identifier avec elle et devenir, pour ce dernier, l’objet de ses pensées et de ses aspirations.

Y a-t-il sur la terre une seule mère qui puisse s’opposer à ce que son fils reçoive une telle éducation? La mère chrétienne surtout ne sera-t-elle pas anxieuse de voir les premières leçons de vertu données à ses en-

fants au foyer paternel se continuer et se compléter à l'école? Ou bien, verra-t-elle avec indifférence et mépris cette école où la religion, divinement fidèle à sa mission, sanctifie chacune des leçons qui y sont données, courbe les jeunes intelligences sous le joug bien-aimé du Christ et s'efforce d'enflammer les jeunes cœurs par l'amour de l'unique et souverain Bien?

Les évêques des Etats-Unis, réunis en Concile à Baltimore en 1885, déclarèrent ce qui suit dans une lettre pastorale collective: "L'éducation populaire a toujours été le principal objet de la sollicitude de l'Eglise; l'histoire de cette dernière est aussi celle de la civilisation et de l'éducation. Aux siècles demi-barbares, quand des chefs à peine civilisés se vantaient de leur ignorance, elle réussit à propager l'amour de la science et à couvrir l'Europe de ses couvents et de ses universités; et, ainsi, des tribus belliqueuses et grossières de la première période du moyen-âge, elle fit les nations civilisées des temps modernes.

"Dans notre pays, malgré les nombreuses difficultés du début et l'accroissement inouï de la population, elle a déjà partout ses écoles, ses académies et ses collèges bâtis et entretenus par souscriptions volontaires, au prix même des plus grands sacrifices, qui ne le cèdent en aucune façon, soit dans l'ameublement, soit dans l'enseignement, aux meilleures maisons d'éducation de l'Etat.

"La véritable civilisation demande que la condition morale et religieuse d'un peuple soit améliorée tout autant, pour le moins, que son bien-être physique et

intellectuel. Si nous enlevons la religion à ce même peuple, la moralité lui fera bientôt défaut; le sens moral anéanti, sa condition physique ne tardera pas à dégénérer en une corruption qui amène la décrépitude, tandis que ses connaissances intellectuelles ne lui serviront qu'à l'enfoncer plus avant dans le vice et la dégradation."

Le savoir ne rend pas l'homme plus vertueux. La science superficielle ou profonde, si elle n'est pas éclairée par la lumière venue d'en haut, est dangereuse et conduit à sa ruine celui qui la possède. A moins que l'éducation ne soit fortement imprégnée de religion, elle ne favorise nullement la civilisation et le bonheur des peuples. La religion est la véritable atmosphère où l'esprit et le coeur peuvent se développer et atteindre heureusement leur parfaite maturité. C'est donc aussi "l'une des principales causes qui mettent les jeunes existences en harmonie avec tout ce qui est vrai, vertueux et bon. Bannir la religion de l'école et ne l'admettre qu'à l'église ou à la maison, cela équivaut à ne former pour l'avenir que des générations qui, tout en admettant certaines pratiques religieuses à la maison ou à l'église, n'en verront nullement l'utilité pour les affaires de la vie publique." C'est pourtant la religion qui doit inspirer toutes nos actions et régler nos mutuelles relations avec le prochain. De ce que nous insistons sur la nécessité de l'enseignement religieux dans l'éducation, nous ne saurions être taxés justement de sectarisme ou d'étroitesse d'esprit; nous voulons simplement indiquer le moyen de conserver la vérité

et la morale chrétienne aux générations qui grandissent. Nous ne sommes pas non plus les antagonistes de l'Etat ; au contraire, notre plus grand désir est de fournir à celui-ci les meilleurs citoyens en formant de véritables chrétiens. Enfin, nous ne condamnons pas les écoles publiques pour le seul fait qu'on n'y enseigne pas la religion ; car, nous savons que, en vertu du système d'éducation en vigueur dans notre pays, cet enseignement n'est plus de leur ressort.

Nous savons qu'elles sont hygiéniques, parfaitement confortables et que leurs méthodes pédagogiques surtout y sont admirables. L'argent des catholiques contribue dans une large mesure à leur assurer ce haut degré de perfection, et, d'ailleurs, un grand nombre de leurs meilleurs instituteurs ou institutrices sont membres de l'Eglise. Là où nous ne pouvons nous entendre avec nos concitoyens non catholiques, c'est quand ils préconisent le divorce entre l'éducation et l'un de ses principaux facteurs : la religion de Jésus-Christ. Nous jugeons l'enseignement des écoles publiques tout-à-fait insuffisant pour nos enfants catholiques, parce qu'il ne s'adresse qu'à la partie intellectuelle et néglige tout à fait le côté moral. Nous le trouvons donc radicalement défectueux et, avec le professeur Morisson de la Californie, nous soutenons que : "C'est un système d'éducation qui n'en est pas un, ou qui manque le but à atteindre" "It is an educational system which fails to educate".

Bien plus, quoique le système actuel ait été conçu par cet esprit large, bienveillant et philanthropique qui

caractérise la plupart de nos institutions publiques, nous ajoutons qu'il n'est pas américain : il est d'origine ou d'importation étrangère. Les premières écoles établies par les puritains de la Nouvelle-Angleterre ont été paroissiales. Elles furent, par anticipation, fondées selon cet esprit de la constitution et du gouvernement américains qui reconnaissent dans les vérités religieuses les meilleures garanties de paix et de prospérité publiques. Américains et catholiques, nous ne pouvons pas, en conscience, approuver notre système national d'éducation. Cependant, nous ne voulons pas nier à nos compatriotes le droit de choisir pour leurs enfants l'école qu'il leur plaira. Libre à eux d'avoir des maisons d'enseignement neutre, (unsectarian) pourvu qu'ils ne nous obligent pas à payer pour leur entretien. En attendant que nos droits soient reconnus, nous continuerons à bâtir et à soutenir des écoles où la religion du Christ a sa place, où elle exerce son influence et où nos enfants sont formés de telle sorte qu'ils pourront gagner honorablement leur vie en ce monde et, ce faisant, acquérir en l'autre les joies inénarrables du paradis.

Il en est qui attribuent aux écoles publiques le mécontentement et l'agitation qui règnent, en s'aggravant de plus en plus, parmi le peuple américain. Ils ont raison. La fin de l'école neutre est la prospérité purement matérielle, c'est-à-dire, l'augmentation de la jouissance et, par contre, la diminution de la souffrance physique. "La base de cette éducation", remarque M. Brooks, dans un ouvrage fort intéressant, "a été le

progrès ou la prospérité matérielle s'accentuant à la seule fin de réveiller de nouvelles convoitises ou de créer d'autres besoins." Notre système d'éducation, admirable, sans doute, sous plus d'un rapport, est-il véritablement irréprochable? N'a-t-il pas pour effet d'exciter dans les cœurs des désirs qui ne sauraient être comblés en ce monde, ou de créer des besoins qui ne peuvent être satisfaits? En Allemagne, les hommes les plus éminents, ont reconnu et signalé les dangers de la "sur-éducation". Le véritable danger consiste, néanmoins, dans l'absence de toute éducation religieuse. Où trouver un peuple plus instruit que celui de l'Allemagne? Et, pourtant, il n'y a pas de pays plus tourmenté, plus mal à son aise, que la protestante Allemagne, la terre classique du socialisme. Dans cette partie de l'empire germanique, en effet, l'autorité religieuse a perdu toute action sur les masses populaires et l'agitation, le trouble et le mécontentement y règnent en permanence. L'ex-chancelier, le prince Hohenlohe, disait, en parlant de ce triste état de choses qui lui semblait désespéré: "L'indispensable lutte pour la vie est devenue, de nos jours, si acharnée et si féroce qu'elle nous rappelle les histoires terrifiantes, sauvages, fantastiques, de la vie animale antédiluvienne. Au lieu du progrès, la rétrogradation semble vouloir marquer le commencement du vingtième siècle." Quelle est, maintenant, la véritable cause de tous ces maux? La voici suivant nous. Le protestantisme est un principe essentiellement dissolvant et, quelle qu'ait été sa doctrine chrétienne il y a cinquante ans, il ne lui en

reste plus guère de nos jours. Ses adhérents de l'heure présente s'empressent de jeter à tous les vents les derniers lambeaux de christianisme qu'ils avaient conservés jusqu'ici. La vie future, le ciel et ses inénarrables félicités pour les justes, l'enfer et ses tourments épouvantables pour les méchants: tout cela est problématique pour eux. La religion disparue, que reste-t-il au peuple pour l'empêcher de se ruer à l'assaut du succès matériel et des jouissances charnelles? Un ouvrier qui a jeté par-dessus bord ses croyances religieuses, disait, il n'y a pas longtemps: "Maintenant que les esprits ne sont plus dans notre chemin, nous blâmons qui de droit—la société humaine et ceux qui la gouvernent." Le socialisme, avec ses tendances vers l'athéisme, est la conséquence logique de la révolte contre l'autorité divinement établie sur la terre et sera le dernier et le plus triste chapitre de l'histoire du protestantisme. A nous, catholiques, notre devoir nous oblige, de fortifier notre foi, de nous réfugier dans l'arche du salut qui est la sainte Eglise, de procurer à la génération qui grandit l'inappréciable bienfait d'une éducation catholique, de sauver enfin le plus grand nombre possible de nos frères séparés avant que le flot montant de l'infidélité ne vienne emporter ceux qui ne veulent pas écouter la voix de la vérité et de la charité.

Heureusement pour les Etats-Unis, le système des écoles publiques qui y est en honneur a été jusqu'ici meilleur en pratique qu'en théorie. Plusieurs de nos institutrices sont remplies de l'esprit chrétien; plusi-

eurs sont des catholiques sincères ; et ces dignes pédagogues, sans même s'en rendre compte, font régner dans la salle de l'école une atmosphère plus ou moins imprégnée de religion. Par leur conduite irréprochable, leur gentillesse et leur vie vraiment chrétienne, elles combattent efficacement l'influence pernicieuse du vice et conservent dans les jeunes cœurs la douceur et la chasteté. Malgré tout, il est généralement admis que l'esprit religieux s'affaiblit de plus en plus en Amérique. "Plus de la moitié des enfants du pays ne reçoivent maintenant aucune formation religieuse." (Educ. Rev., Feb., 1898.)

Il y a malheureusement dans l'éducation moderne une tendance dangereuse contre laquelle nos écoles catholiques n'ont pas su assez se prémunir ; elle consiste à encourager les enfants à poursuivre et à fortifier leurs études pour la seule fin de choisir l'une ou l'autre des professions libérales. "Le travail intellectuel," leur dit-on, "est beaucoup plus noble et désirable que celui des mains et des bras". La conséquence de cette fausse direction imprimée à la jeunesse studieuse est le nombre extraordinaire toujours croissant de ceux qui se destinent aux soi-disantes carrières libérales, et la foule inquiétante, effrayante même, des produits de collèges masculins ou féminins qui inondent la société américaine. Les professions libérales sont encombrées. Plusieurs jeunes médecins et un plus grand nombre d'avocats réussissent difficilement à gagner leur vie, et cela, après avoir dépensé beaucoup de temps et d'argent pour s'enrôler sous la bannière professionnelle.

Nous avons plus d'une fois rencontré un père laborieux, une mère économe, qui nous disait: Je n'ai pas d'argent à laisser à mes enfants, mais je veux leur faire donner une bonne éducation et les tenir à l'école jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leurs diplômes dans une école supérieure (high school) ou dans un collège. Et souvent, ces gradués sont fort embarrassés de se trouver une position qui soit en rapport avec leur haute éducation. Le charpentier, le tailleur de pierre ou le forgeron qui connait parfaitement son métier n'est-il pas homme de bonne éducation? Cette dernière provient-elle exclusivement des livres? Le travail manuel n'est-il pas d'une nécessité tout aussi grande que celui du cerveau? L'habile ouvrier est-il moins respectable que le clerc qui griffonne du papier dans une cour de police? Quand donc le peuple aura-t-il compris que le savoir puisé dans les livres est, pour plusieurs, une véritable cause de malheur, et que la fin de l'éducation n'est pas et ne saurait être l'avarice sordide et le gain de l'argent? L'Eglise catholique peut seule nous expliquer la nature et le but de l'éducation. Sagement employé, le feu est un agent d'une grande utilité; toutefois, s'il n'est pas utilisé avec prudence et discrétion, il peut devenir la cause des plus terribles catastrophes. Ainsi en est-il de l'éducation; convenablement propagée au sein des populations, elle est un bienfait; distribuée sans discernement ou d'une manière incomplète, elle peut devenir une cause d'infortunes pour les individus et les peuples.

§ 2 L'Egalite.

Il y a dans notre société moderne, si malheureuse et si tourmentée, une cause de perturbations qui repose sur une idée fort en vogue, puisqu'on la rencontre un peu partout dans les discours et les écrits, mais fausse et dénaturée: celle de la trop fameuse égalité. Rien n'est plus juste que cette espèce de niveau qui tend à rétablir l'équilibre entre les différentes classes de la société et qui rappelle aux hommes leur commune origine, leur fin identique et leurs droits égaux dans le domaine de la religion et des lois. Mais, les apôtres égalitaires de nos jours ne s'en tiennent pas à ces notions de la saine philosophie. L'antique vérité ne suffit plus à ces novateurs inquiets. Il leur faut flatter les passions populaires, semer la discorde, et démolir quelque chose, dans leur impuissance à ne rien pouvoir édifier. Ainsi, on se plaît à représenter, en l'exagérant, la distance qui sépare le pauvre du riche comme un mal radical, tandis que l'on cajole la multitude en lui laissant entrevoir la possibilité de combler les abîmes qui séparent les classes sociales et de donner à tous les individus de la race humaine une part égale de bonheur et de jouissance. Mallock fait observer que le malaise qui ne fait que s'accroître au sein de l'humanité est le résultat de cette fausse théorie sur l'égalité sociale. "C'est elle", dit-il, "qui a distillé l'amertume dans le cœur du pauvre travailleur en lui faisant envisager, sous un jour défavorable, des conditions et des circonstances qui auraient pu, néanmoins, le rendre heureux; c'est elle qui arrête sur le chemin du progrès

la classe miséreuse des ouvriers, en lui faisant adresser à ses patrons, au lieu de sages demandes qui pourraient tourner à son avantage, des réclamations insensées qui sont une cause de ruine pour tout le monde. Cette erreur a mis les ouvriers dans une position tout à fait fausse". (1)

Combien de fois n'a-t-on pas abusé de cette sentence insérée dans la Déclaration de l'Indépendance: "Tous les hommes ont été créés égaux". A cela, rien d'étonnant, quand on sait que l'Ecriture Sainte elle-même n'a pas échappé à l'interprétation fantaisiste et sacrilège des hérétiques de toutes les nuances. La véritable signification de ces paroles, "Tous les hommes ont été ou sont créés égaux", est celle-ci: au sens abstrait, considérés dans leur nature, tous les hommes sont égaux—c'est-à-dire, tous ont la même nature qui se compose, comme on sait, d'un corps et d'une âme raisonnable; tous ont le même Créateur, le même Père qui est dans les cieux (Notre Père), appartiennent à la même famille humaine, sont soumis à la même loi et destinés à la même fin qui est la bienheureuse éternité.

Tout homme a le droit de vivre comme un homme et d'être traité comme un homme. Voici comment Léon XIII s'exprime à ce sujet: "L'égalité entre les hommes consiste en ce que chacun et tous les individus de la race humaine, ayant la même nature, sont appelés à la sublime dignité d'enfants de Dieu, et que, de plus, ayant la même fin, tous aussi seront jugés d'a-

(1) "Social Equality," page 211.

près la même loi, punis et récompensés selon leurs propres mérites ou démérites." Tous les hommes sont frères en Jésus-Christ et, par conséquent, égaux comme les enfants d'une même famille; le Fils de Dieu est mort sur la croix afin de les racheter, tous sans exception, de la damnation éternelle; grâce à l'inestimable bienfait de la Rédemption, tous aussi peuvent devenir les glorieux héritiers du royaume du ciel. Les biens de la nature et les dons de la grâce appartiennent, en commun, à la race humaine toute entière. Le Christ a rétabli l'égalité parfaite parmi les enfants d'Adam en renversant les barrières qui existaient, par suite de sa déchéance morale, entre l'homme et son semblable. La religion chrétienne reconnaît à la femme des droits égaux à ceux de l'homme. "Il n'y a plus d'hommes et de femmes, mais vous n'êtes tous qu'un en Jésus-Christ" (Gal. III. 28). Devant Dieu et dans le Christ, la femme n'est plus l'esclave de l'homme, mais son égal; elle a la même nature et la même fin que l'homme et peut, tout aussi bien que lui, parvenir aux plus hauts sommets de la perfection et de la sainteté. L'homme est le maître et seigneur de tout ce qui se trouve au-dessous de lui dans la hiérarchie des êtres créés; Dieu a mis la terre sous ses pieds afin qu'elle fût, avec tout ce qu'elle renferme, à son service et à son usage. Il n'y a donc pas de différence entre le riche et le pauvre, le maître et le serviteur, celui-là qui commande et celui qui obéit. "Car ils n'ont tous qu'un même Seigneur" (Rom. X. 12). Comme l'homme est grand de sa nature! Il voit, à la vérité, Dieu et les an-

ges s'élever au-dessus de lui, mais il n'est pas inférieur à un autre qui est homme comme lui. Nul ne peut impunément porter atteinte à sa dignité; nul ne peut consentir à sa propre dégradation. Malheur à ceux qui, sous l'empire d'une avarice sordide, se servent de l'homme comme d'une bête de somme, ou qui engagent les femmes et les enfants à se livrer à des travaux qui ne conviennent pas à leur sexe ou à leur âge! Malheur à ceux qui ne voient dans l'ouvrier qu'une machine à fabriquer de l'argent ou n'apprécient en ce dernier que la structure des muscles et la puissance physique! Malheur aux patrons qui n'accordent pas aux travailleurs le temps de satisfaire à leurs devoirs religieux, qui les obligent à se désintéresser du soin de leurs familles, leur imposent des travaux au-dessus de leurs forces et les poussent ainsi à l'inconduite et à l'ivrognerie! Malheur surtout aux maîtres sans entrailles qui, exploitant la pauvreté et la pénurie de leurs mercenaires, diminuent, sans raison, leurs salaires et les mettent dans l'alternative de travailler ou de mourir de faim! Ces potentats criminels de la finance et de l'industrie éviteront, sans aucun doute, le bagne qu'ils ont amplement mérité par leur conduite ignominieuse et inhumaine; mais, à moins qu'ils ne se convertissent à la mort, ils n'échapperont pas à la prison de feu qui leur est réservée dans les sombres abîmes de l'enfer; car, malgré les millions du riche (millions souvent acquis par la fraude) le pauvre est son égal devant Dieu; il est l'enfant du Roi du ciel qui se charge de punir tôt ou tard ses oppresseurs. "Sachez

que le salaire que vous faites perdre aux ouvriers crie contre vous, et que leurs cris sont montés jusqu'aux oreilles du Dieu des armées" (St-Jacques V. 4).—"Un peu de pain est la vie des pauvres; celui qui le leur ôte est un homme de sang" (Ecclésiastique. XXXIV, 25).

Toutefois, si nous considérons les hommes à un autre point de vue, au sens concret, nous trouvons qu'ils ne sont égaux ni dans leur nature, ni dans leurs droits, ni dans leurs devoirs. Les socialistes, partant de ce principe que tous les individus de la race humaine sont absolument égaux, réclament pour tous des droits et des devoirs égaux et s'opposent énergiquement à toutes les inégalités politiques ou sociales. Le Pape Léon XIII n'est pas de leur avis. Il s'appuie sur un autre principe et déclare que l'humanité doit rester telle qu'elle a toujours été. Il est impossible que tous les hommes soient, tant au point de vue social que moral, sur un pied de parfaite égalité. Vouloir que tout soit rigoureusement de niveau dans la société humaine, c'est vouloir ce qui est irréalisable et contre nature; car, l'inégalité est la loi de la nature et toute tentative contre la nature est frappée d'avance de stérilité." Partout la variété s'étale sous nos yeux. Il n'y a pas, dans tout l'univers, deux créatures absolument semblables, que dis-je, il n'y a pas deux visages, deux feuilles, deux brins d'herbes qui se ressemblent parfaitement. Cette loi de la dissemblance ou de l'inégalité ne régit pas seulement le monde matériel, elle s'applique aussi à l'ordre spirituel.

Les hommes diffèrent aussi bien par le talent et les connaissances que par la force physique. Chez eux, les degrés de la perfection ou de la puissance intellectuelle sont tout aussi variés que ceux de la santé, de la richesse, de la maladie et de la pauvreté. Qui ne voit pas, à leur valeur intrinsèque, l'énorme différenec qui existe entre l'un ou l'autre des biens dont nous sommes gratifiés sur cette terre? Une robuste constitution n'est-elle pas mille fois préférable aux sourires dorés de la fortune? Un estomac sain ne vaut-il pas mieux qu'un palais de marbre? Allons! dites, faut-il s'émouvoir davantage en voyant faillir la banque où l'on a déposé son avoir qu'en perdant l'usage de ses yeux? Lequel des deux est le plus digne d'envie: ce fils de millionnaire malingre et tuberculeux, mais richement vêtu, qui promène dans un riche équipage sa cadavérique petite personne, où bien cet enfant d'Italien, à la mine éveillée, à l'œil intelligent, regorgeant de santé sous des vêtements en lambeaux, qui crie d'une voix vibrante, les journaux quotidiens dans nos grandes villes? Dieu, il faut l'avouer, a sagement distribué les biens de ce monde, et, seule, notre ignorance nous empêche de reconnaître ce fait providentiel. L'inégalité ou la variété est la conséquence naturelle et nécessaire de la vie; elle en est aussi, dans une certaine mesure, le charme et la condition indispensable. Comme le monde sans elle, serait terne, monotone, ennuyeux! Dieu a distribué aux hommes les dons de l'esprit et du corps de telle façon que, par leurs nuances, leurs variétés et leurs oppositions mêmes, la vie sociale et publique pût

se développer dans ses différentes manifestations et que chaque individu eût à se choisir un état de vie conforme à ses aptitudes intellectuelles ou physiques. L'inégalité des droits et de l'autorité vient de Dieu "par lequel toute paternité est nommée au ciel et sur la terre". Celui qui a créé et gouverne toutes choses, a sagement ordonné que certains hommes fussent élevés au-dessus de leurs semblables pour les gouverner en son nom ; car "Tout pouvoir vient de Dieu". Nous sommes, "au for de la conscience", sujets de ceux qui détiennent le pouvoir ; en leur obéissant, nous obéissons à Dieu lui-même qui est la source de toute autorité. Toutefois, cette soumission à l'autorité légitime ne nous rend pas esclaves d'un homme ; car, alors même que nous inclinons notre vouloir devant les préceptes de la loi humaine, nous "obéissons à Dieu plutôt qu'aux hommes". "De même que le Tout-Puissant a voulu que les chœurs angéliques fussent à différents degrés de gloire dans le ciel et subordonnés les uns aux autres ; de même qu'Il a établi dans l'Eglise la hiérarchie des ordres sacrés ayant leurs fonctions spéciales, de telle sorte que les fidèles ne fussent pas "tous Apôtres, tous Docteurs et tous Prophètes" ; de même aussi, Dieu a voulu qu'il y eût dans la société civile plusieurs ordres de dignité, de droit et de pouvoirs différents" (Léon XIII). De fait, la nature humaine semble se révolter contre toutes tentatives faites en vue de promener sur la société le niveau égalitaire. On se moque en tous lieux, de la révolution sociale et l'on méprise l'utopie égalitaire. Tous les efforts tentés jusqu'ici pour faire disparai-

tre les inégalités sociales sont venus se briser contre l'apathie universelle. Seules les communautés religieuses, sous la bienfaisante influence de l'Eglise catholique, peuvent réaliser, pour leurs membres, l'égalité de condition, dans une certaine mesure. Mais il n'en saurait être ainsi dans le monde où l'ignorance et l'égoïsme ne cesseront jamais de prévaloir. Supposons que les vœux des socialistes se réalisent, et que l'on parvienne à établir l'égalité de condition parmi les humains ; celle-ci vivra ce que vivent les roses. Au lendemain de l'inauguration du régime égalitaire la douce amie des humbles et des petits sera détruite, anéantie, par le vieux démon de l'intérêt personnel ; et l'on verra renaître les distinctions ou les privilèges d'autrefois. Voyez ce qui se passe ici même, aux Etats-Unis. Nous qui sommes si ardents à plaider la cause de la liberté et de l'égalité, nous Américains, nous avons un engoûment quasi national pour les titres nobiliaires et les grandeurs. Nous cherchons par tous les moyens à nous distinguer les uns des autres, à nous signaler vis-à-vis de l'opinion, à former des clubs et des sociétés orgueilleusement exclusifs, à rechercher des écoles fashionables où nos enfants pourront surtout se créer de brillantes relations sociales. Que dire des sociétés secrètes, si florissantes en notre pays, avec leurs Grands, Très Grands, Vénérables, Suprêmes et Archi-suprêmes, Maîtres ou Chefs de toutes les nuances ? "Il n'y a pas un peuple", observe Brooks, "qui ait plus que nous la passion des grandeurs et des distinctions sociales. L'un se fait construire un yacht de plaisance, et,

s'il peut y faire dîner un prince anglais, y avoir, à Kiel, une entrevue avec l'empereur d'Allemagne, il ne se possède plus de joie ; ces royales et nautiques réceptions seront pour l'hôte entreprenant, de retour dans son pays, la cause des plus rares et des plus précieux privilèges. Tous les cercles s'ouvriront devant celui qui a eu l'insigne honneur d'effleurer de ses lèvres une main royale". Remarquez, en passant, l'ardeur et souvent l'égoïsme avec lesquels on s'empare et l'on détient un siège complet dans un wagon de chemin de fer, l'empressement non moins grand à se pourvoir d'un siège réservé dans un Pullman ; voyez aussi comme on estime les cabines de bateaux à vapeur et les chambres d'hôtel, que l'on fait retenir plusieurs jours à l'avance, quand on prévoit qu'il y aura affluence de voyageurs. Où trouver en tout cela, chez la foule qui se promène, la plus légère tendance à faire partager son confort, le plus faible désir de voir régner au milieu d'elle, ne fut-ce qu'un simulacre d'égalité ? Et, n'allez pas crier à la décadence, à la barbarie ! Ceci, au contraire, est une marque de civilisation. Plus un homme a du caractère, plus sa personnalité est puissante, plus aussi il met de distance entre lui et les autres hommes ; plus il tranche sur la foule de ses semblables. Il se rend parfaitement compte de ce fait que la source de l'inégalité sociale est au-delà de notre influence et que la nature, ou plutôt le Dieu de la nature, nous a fait inégaux.

Alors, pourquoi des hommes vertueux et intelligents se plaignent-ils du présent ordre de choses et deman-

dent-ils, à grands cris, une répartition plus équitable des richesses? Ils ne se plaignent pas de l'inégalité qui règne dans le partage des biens d'ici-bas, entre les humains, mais de ce qu'il y a d'excessif dans cette même inégalité, surtout quand ils en viennent à faire un rapprochement entre la misère noire et le luxe effréné. Ils ne se plaignent pas de la pauvreté, mais du paupérisme. Ils ne dénoncent pas le capital à la vindicte publique, mais bien, la conduite impitoyable et la cruelle tyrannie des capitalistes. Ils en appellent à la justice et non à la philanthropie pour le redressement des torts de la classe pauvre; et, s'ils réclament quelque chose pour les ouvriers, qui devraient avoir une plus large part de la fortune nationale créée par leurs durs labeurs, c'est un travail rémunérateur et non l'oisiveté, un salaire convenable et non l'aumône. Ils veulent, pour le peuple qui peine et qui sue, une certaine liberté d'action dans l'exercice de ses facultés mentales et physiques et l'avantage légitime de pouvoir gravir, sans rencontrer partout la main de fer du capital coalisé, les hauteurs où se trouve l'existence heureuse et suffisamment fortunée. Ils veulent que les femmes et les enfants soient délivrés de la dure servitude des usines et rendus au foyer qui les réclame; ils demandent, enfin, une journée de travail moins longue et des conditions sanitaires plus favorables. Dira-t-on que ces réclamations ont déjà été entendues et que les mécontents demandent ce que déjà ils possèdent? Voyons plutôt. Dans la seule ville de New York, il y a 30,000 logis, où d'ordinaire on confectionne des habits, qui

sont autant de foyers de pestilence et de maladies. Dans cette même ville, on compte habituellement 20,-000 consomptifs. Enfin, dans cette riche métropole, il y a plus des trois quarts des chambres à coucher où les rayons de soleil n'ont jamais pénétré. Jacob Reis affirme que dans le Grand, Très Grand New York, au-delà de 300,000 appartements n'ont pas même de fenêtres!!! Continuons. Plus de 20,000 enfants, dont le tiers au-dessous de dix ans, sont actuellement employés dans les manufactures du sud des Etats-Unis. "On peut voir, dans la Pennsylvanie, toute une armée enfantine qui, au milieu d'un épais nuage de noire poussière, au bruit des machines à broyer la houille, est occupée à faire le triage du précieux combustible et à en enlever les morceaux de schiste ou d'ardoise. Des centaines de ces enfants n'ont guère plus de dix à onze ans" (Brooks). A Londres, le nombre des pauvres dénués de toutes ressources est ordinairement de 100,000. 80,000 femmes s'y vendent corps et âmes pour un peu d'argent.

Dans ces grandes villes et dans beaucoup d'autres endroits, la disproportion qui existe entre la part du pauvre et celle du riche est excessive et véritablement scandaleuse: d'un côté, des fortunes colossales, et, de l'autre, la hideuse misère; ici, la surabondance des richesses, et, là, l'absence complète des choses les plus indispensables à la vie. Un tel état de choses crie vengeance devant Dieu et les hommes, et la société devrait s'efforcer d'y porter remède au plus tôt. Dans tous les cas, le lamentable spectacle qui résulte de l'inégalité

excessive des conditions sociales, n'est devenu possible que là où les hommes ont perdu l'esprit chrétien et sont retournés aux idées brutales du paganisme.

Dans son remarquable traité sur "l'Egalité Sociale", (Social Equality) le distingué philosophe anglais, William Hurrell Mallock, pose ainsi la question: "Que dirions-nous, dit-il, en supposant que nous fussions aux prises avec la misère, du dénûment, de la faim, de la malpropreté et des douleurs causées par le froid? Que dirions-nous de ces maisons infectes et malsaines—de ces cours encombrées et de ces ruelles où habitent des millions de pauvres gens? Ce que nous dirions est bien simple. Nous attribuerions tous ces maux, non à l'inégalité sociale, mais au manque du nécessaire. Nous dirions que ce qui est misérable ou intolérable, c'est l'indigence elle-même et non la superposition des classes de la société. Les souffrances de la pauvreté viennent, non de ce que les pauvres possèdent moins que les riches, mais de ce que le peu qu'ils ont en leur possession ne répond pas aux plus modestes exigences de la vie humaine. Il n'y a pas de mal à ce qu'un homme se paie le luxe d'un dîner aux ortolans et à la tortue et qu'un autre homme se contente d'un plat de porc fumé aux haricots. Ce qui est mal, c'est que l'un dîne aux ortolans et que l'autre ne dîne pas du tout. Il n'y a pas de mal non plus à ce qu'un homme coule ses jours dans un palais et qu'un autre spécimen de la race humaine vivote dans une humble maisonnette. Mais ce qui est mal, ce qui nous révolte, c'est que, pendant que le favori de la fortune habite une demeure somptueuse,

des milliers de pauvres êtres raisonnables sont condamnés à vivre dans de misérables taudis infects et malsains. Accordons une bonne fois à ceux d'entre nous qui sont les plus pauvres, l'avantage d'être vêtus, nourris et logés convenablement; faisons en sorte qu'ils ne soient plus exposés à vivre dans la malpropreté ou à contracter les fièvres, et nous verrons ces pauvres gens, au moins d'une manière générale, goûter le bonheur, tout autant pour le moins que les riches." (pp. 202, 203.)

Il y aura toujours des pauvres en ce monde, mais l'indigence et la misère devraient en être bannies. Partout et toujours l'inégalité sociale continuera à exister en dépit de toutes les vaines déclamations des démagogues; et nous ajoutons, au risque de soulever les protestations de la philanthropie naturaliste, que la douleur et la pauvreté sont nécessaires ou essentielles à l'humanité. La distinction des classes dans la société, la répartition inégale des richesses, la pauvreté, les maladies et les autres épreuves de la vie ne sont pas, à proprement parler, des maux véritables; car ils ne peuvent empêcher l'homme d'être content et heureux. La grande erreur moderne se trouve dans la proposition socialiste qui affirme que la perfection de la société dépend de l'égalité sociale et que le bonheur de l'homme est proportionné aux richesses qu'il possède et à l'élévation ou à la dignité de la position qu'il occupe.

L'expérience de la vie prouve pourtant le contraire. Le bonheur habite tout aussi bien sous l'humble toit de

chaume que dans les palais des rois. Le plus heureux n'est pas celui qui possède le plus, mais celui qui a le moins de désirs à contenter, le moins d'ambitions à satisfaire. L'argent est une chose et le bonheur en est une autre, et ces deux choses sont souvent fort indépendantes l'une de l'autre. Il serait tout à fait déraisonnable de supposer que la félicité humaine soit la conséquence nécessaire de la richesse. Donnez à l'homme tout ce que rêve pour lui le socialisme et vous ne l'avancerez pas d'un pouce vers ce que l'on est convenu d'appeler sa glorieuse destinée ; vous ne lui procurerez même pas l'ombre d'un avantage. Nous savons, d'ailleurs, que plusieurs de nos millionnaires ont vécu et sont morts l'âme remplie de soucis, d'inquiétudes et d'amers chagrins après avoir éprouvé toutes espèces de déceptions ; tandis que plusieurs de leurs pauvres ouvriers, qui les avaient aidé à amasser leurs fortunes, ont coulé une existence paisible, dans le contentement et la gaieté et sont morts dans la paix et l'espérance.

La richesse, la renommée, les belles manières, les habits luxueux, la beauté, le charme et l'élégance du langage, les talents littéraires et artistiques n'ont aucune valeur par eux-mêmes : s'ils ne conduisent à Dieu, ils deviendront la cause de la plus profonde misère. Les remords de la conscience coupable n'en sont pas moins amers pour ceux qui les possèdent et les flammes de l'enfer, moins ardentes. L'abandon complet et sans condition de soi-même à la Providence est l'unique moyen de parvenir au bonheur du temps et de l'éternité. Tout homme peut, en servant le Roi du ciel, jouir

de cette félicité, obtenir tous les biens et, ce qui vaut incomparablement mieux, Dieu lui-même, le Souverain Bien. Sous ce rapport, tous les individus de la race humaine sont égaux. Quant au reste, l'homme diffère de l'homme et chacun a sa propre tâche à remplir sur la terre. Au grand jour des rétributions nous verrons s'étaler la gloire des uns, la honte des autres, d'après leurs mérites ou démérites respectifs et la plus rigoureuse justice sera rendue à tous les hommes sans exception.

Il y a dans la première épître de Saint Paul aux Corinthiens une sentence qui donne à réfléchir: "Præterit enim figura hujus mundi" I[a] VII, 31.—Car la figure de ce monde passe. L'Apôtre emprunte la forme de cette proposition au théâtre où le spectacle change constamment. Les différents acteurs paraissent sur la scène pour y remplir leurs rôles avec plus ou moins d'habileté. L'un y tient la place d'un général, l'autre celle d'un roi; celui-ci représente un bohémien, un acrobate ou un mendiant, celui-là un ivrogne, un bouffon ou un brigand. Tout cela n'empêche pas, néanmoins, que, en leur qualité de comédiens, ils soient sur un pied de parfaite égalité. Aussi, quand le dernier acte est terminé, après la tombée définitive du rideau, on peut voir les mêmes acteurs qui personnifiaient tout à l'heure différents personnages, sortir de la salle du théâtre vêtus à peu près comme tout le monde: celui qui portait une couronne n'est pas autrement mis que cet autre qui jouait un rôle d'esclave. Telle sera l'humanité quand le drame de la vie présente sera terminée, quand le ri-

deau sera baissé pour toujours sur la scène de ce monde et que tous les hommes apparaîtront tels qu'ils sont en réalité, sous le vêtement de leurs œuvres bonnes ou mauvaises. Nous sommes tous acteurs, dans un vaste théâtre qui a l'univers pour décor, et le spectacle auquel nous devons prendre part, après avoir débuté au milieu du paradis terrestre, doit se prolonger jusqu'à la fin des temps.

Dieu a donné à chacun de nous un rôle, ou mieux, une tâche à remplir : l'un exerce une profession et l'autre un métier ; celui-ci est marchand, celui-là, simple manœuvre ; celui-ci est prêtre, cet autre est médecin ; telle personne est homme, telle autre est femme ; l'un possède la force, la beauté et l'habileté, l'autre est malade, difforme et maladroit. Il est important et même nécessaire que nous remplissions fidèlement le rôle qui nous est confié. Bref ! nous devons travailler d'un commun accord pour le même maître afin d'obtenir la même récompense. Maintenant, pour en revenir à notre comparaison, nous osons le demander, ne seraient-ils pas insensés, ces comédiens, de s'enorgueillir, l'un de son sceptre de bois, l'autre de sa couronne de carton ou de son sabre doré et cet autre encore d'avoir le cœur brisé parce qu'il doit passer en cour d'assise et subir sur la scène une exécution capitale ? Mais n'est-il pas encore plus ridicule, pour des chrétiens, de donner dans les frivolités de la vie, dans l'aisance et le confort, dans le plaisir et la vanité, comme si ces avantages temporels étaient la fin de notre existence ici-bas, comme s'ils devaient toujours durer, comme si le ri-

deau ne devait pas finalement s'abaisser et le théâtre de la vie présente se fermer pour toujours? N'est-il pas, enfin, souverainement imprudent de placer les affections de nos cœurs en des choses qui changent comme les décors d'une féerie et n'ont aucune valeur pour l'éternité? L'unique et importante affaire dont nous avons à nous occuper en ce monde est de connaître la sainte volonté de Dieu et de l'accomplir fidèlement. Dans cette grande entreprise, tous les hommes sont égaux; tous peuvent aspirer au même bonheur. Mais, pour ce qui est de la félicité passagère de cette vie, mon expérience de vingt-cinq années de ministère sacerdotal, chez les pauvres et chez les riches, m'apprend qu'il y a plus de contentement, plus de véritables jouissances, plus de bonheur, en un mot, chez ceux qui travaillent péniblement à gagner leur vie, que chez les privilégiés de la fortune, qui possèdent beaucoup plus que ne l'exige une honnête subsistance. Les travailleurs vertueux n'ont pas le temps de se préoccuper des luttes passionnées et surexcitantes de la vie; ils ne sont pas tourmentés par les tyranniques exigences de l'étiquette, le capricieux esclavage de la mode et par ce que l'on est convenu d'appeler les amusements mondains; ils ne sont pas non plus consumés par la fièvre des honneurs et des dignités. Généralement, ils sont heureux à leur travail, au sein de leurs familles et, pendant qu'ils se rendent utiles à la société, ils sont, au point de vue moral, meilleurs généralement que les riches et ceux qui prodiguent le temps et l'argent à leur égoïsme ou ne songent qu'à satisfaire "leur insatiable avidité pour le

faste, la gloriole, l'agitation désordonnée, l'activité fiévreuse, l'éclat et les vains calculs".

§ 3. La Liberte.

Ce mot, comme celui de l'égalité, a été la cause ou l'objet d'une foule d'abus. Il semble avoir perdu de nos jours son sens primitif et tend à s'identifier de plus en plus avec un terme qui lui est diamétralement opposé: la licence. La notion de la liberté est devenue si vague et si erronée, dans ces temps si vantés d'indépendance, que le Pape Léon XIII a jugé nécessaire de publier une encyclique sur "La liberté humaine", où il donne la véritable signification et proclame les principes de la vraie liberté.

Le libre-arbitre est le don naturel le plus précieux qui ait jamais été accordé à l'homme. C'est lui qui constitue la véritable noblesse de ce dernier et le place "dans la main de son propre conseil". Nous ne saurions imaginer l'être humain sans y inclure l'idée d'une volonté qui n'obéit qu'à elle-même, ou mieux, qui n'est déterminée par aucune cause extérieure créée. D'où il suit que la liberté est le plus sublime apanage constitué par le Créateur à sa créature; les anges et les hommes seuls en sont gratifiés.

Celle-ci est tellement sacrée que Dieu lui-même ne veut y porter atteinte et la tient pour inviolable. En restaurant la nature humaine et en lui communiquant les dons précieux de la grâce, le divin Sauveur ennoblit la liberté humaine qui a toujours été, depuis lors, hautement appréciée par la sainte Eglise.

Tout être intelligent est libre, parce qu'il est doué d'entendement et de volonté. La liberté naturelle consiste dans l'usage de la raison. A strictement parler, la liberté n'est pas la faculté de choisir, mais, bien celle de vouloir, qui suppose l'intelligence. La liberté, alors, consiste dans l'entendement et la volonté ; elle repose, comme en son sujet, dans la volonté éclairée par la raison. (1)

Dieu seul est parfaitement libre, parce que seul Il sait et veut d'une manière absolument parfaite. L'imperfection de l'esprit humain provient de ce double fait que l'homme, d'abord, ne connaît pas tout ce qui peut être connu et que, ensuite, il est sujet à l'erreur ; l'imperfection de la volonté consiste en ce que cette faculté ne veut pas tout ce qu'elle devrait vouloir, et, aussi, en ce qu'elle est exposée à se laisser entraîner par le mal.

Le point vulnérable et défectueux de la liberté humaine se trouve donc dans le pouvoir de poursuivre le mal et d'embrasser l'erreur, c'est-à-dire, dans la faculté de choisir. Ce pouvoir de vouloir ou de choisir le mal constitue un vice dans la liberté humaine. Dieu ne peut hésiter entre le bien et le mal, parce qu'il est absolument libre. Plus l'homme se rapproche de Dieu, plus aussi il se rapproche de la liberté ; plus il devient semblable à son créateur, plus il jouit de la véritable indépendance. Aussi longtemps que l'homme obéit à Dieu,

(1) Note du traducteur. L'homme est libre parce qu'il n'est pas entraîné, comme les brutes, par les connaissances singulières et concrètes des sens. Par son intelligence, qui atteint l'universel et l'abstrait, il connait une foule de moyens proportionnés à la fin qu'il veut atteindre et sa volonté peut, sous le rayonnement de la lumière intellectuelle, librement vouloir et choisir.

son maître légitime ,aussi longtemps il est libre; mais, quand il lui désobéit, il devient esclave, car il tombe entre les mains d'un tyran qui exerce sur le monde un pouvoir usurpé. Le Docteur Angélique, commentant ces paroles de Notre Seigneur: "Quiconque commet le péché, est esclave du péché", (Jean VIII. 34), dit: "Toute chose est ce qui appartient à cette même chose, conformément à sa nature. Quand donc une cause créée est soumise dans son opération à une puissance étrangère ou extérieure, elle n'agit pas d'elle-même, mais sous l'influence d'une autre, comme une esclave. Or, l'homme, de sa nature, est raisonnable. Quand il produit des actes conformes à la raison, il agit de lui-même, d'après sa volonté libre; en un mot, il jouit de sa liberté. Mais, dès qu'il commet le péché, il s'écarte de la droite raison, se soumet à un autre et devient la victime ou l'esclave d'un pouvoir étranger." Les philosophes eux-mêmes ont reconnu cette vérité, quand ils ont déclaré que l'homme vertueux seul était libre.

La liberté humaine a besoin de lumière et de force pour guider vers le bien les actes qui en procèdent ou pour les détourner du mal. "Sans cela l'indépendance de notre volonté tournerait à notre ruine". (Léon XIII). Il doit y avoir, tout d'abord, une "loi" qui gouverne les actions humaines ou, si l'on veut, une règle fixe qui nous dise ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter. L'homme est soumis à la loi, ou n'en est pas exempt, précisément parce qu'il est libre. Car la loi signifie une règle pour la raison, et l'on sait que cette dernière est l'apanage des êtres non déterminés à l'acte ou libres.

Par conséquent, il n'y a qu'un être libre qui puisse être sujet à la loi. La première de toutes les lois, celle qui sert de fondement à toutes les autres, dans le temps, est la loi naturelle. Cette loi qui est gravée dans l'esprit de tous les hommes est notre propre raison qui nous ordonne de faire le bien et d'éviter le mal ; elle s'identifie, dans une certaine mesure, avec la loi éternelle de Dieu. Un secours divin, appelé grâce, nous est donné pour éclairer notre intelligence et fortifier notre volonté, sans néanmoins porter atteinte à notre liberté. A la loi naturelle vient s'ajouter la loi positive divine ou humaine. La dernière, la loi humaine, s'efforce de mettre en vigueur la loi de nature et d'appliquer ses préceptes généraux aux cas particuliers. La loi humaine, on le comprendra sans peine, doit donc avoir pour fondement la loi divine ou éternelle ; car, pour être une loi, il lui faut, sous peine de nullité, être conforme aux dictées ou préceptes du droit naturel. Ainsi, la loi naturelle, nous le proclamons hautement, est l'unique et véritable guidon (Standard) de la liberté humaine. Après avoir brièvement exposé les conditions morales dans lesquelles doit se mouvoir notre volonté, nous pouvons légitimement conclure en disant que la véritable liberté est la faculté de faire, non pas seulement ce qui plaît, mais ce qui est juste et raisonnable. Si, de la liberté individuelle, nous passons à celle de la société ou à la liberté collective, nous pouvons dire également que la véritable liberté civile ne consiste pas à gratifier les citoyens du prétendu droit de faire tout ce que bon leur semble, mais bien, à établir dans la grande famille

sociale un état de choses d'après lequel tous, gouvernants et gouvernés, présidents et sujets se conforment au code éternel et divin dont les lois du pays sont supposées n'être que les déductions pratiques ou les applications.

L'Eglise catholique n'a jamais cessé de promouvoir la véritable liberté dans le monde. Le principe de la liberté humaine, sa base et, en même temps, son plus fidèle gardien est la vérité. "La vérité vous rendra libres". (Jean VIII. 32). L'erreur et le mensonge, au contraire, conduisent les peuples à la servitude. Or, l'Eglise a pour mission de prêcher partout et toujours la vérité. Elle est même l'Eglise de la Vérité faite homme, et le Fils unique de Dieu nous enseigne par sa bouche. L'enseignement de l'Eglise est celui-là même de Dieu. "Ils seront tous enseignés de Dieu". (Jean VI, 45). Aussi l'Eglise catholique, en promulguant la loi du Christ, qui est une loi de liberté, proclame-t-elle la véritable fraternité humaine; il n'y aura, dit-elle, parmi vous, à l'avenir, ni Juifs, ni Gentils, ni barbares, ni Scythes, mais vous serez tous frères en votre divin Sauveur. De fait, l'Eglise a aboli l'esclavage, propagé la vraie civilisation, enrayé la tyrannie des méchants, protégé le faible et l'innocent, inculqué le principe de l'obéissance vis-à-vis de l'autorité légitime, et assigné des limites à l'autorité humaine en combattant l'arbitraire et l'absolutisme. L'Eglise catholique est le rempart de la liberté en ce monde. Combien nous devons nous estimer heureux d'être du nombre de ses enfants!: "Nous ne sommes pas les enfants de

la servante, mais de la femme libre; et c'est Jésus-Christ qui nous a acquis cette liberté." (Gal. IV. 31). Le Christ m'a fait libre; Il m'a délivré du joug infamant de l'ignorance et du péché. Aussi longtemps que sa foi éclaire mon intelligence et que son amour est dans mon coeur, je suis indépendant; car je suis l'un des siens. Nul sur la terre, dans le ciel ou dans les enfers ne peut m'assujettir ou me dominer: je suis libre. Il n'y a pas un homme sur la terre, je le répète, pas un gouvernement, qui peut me ravir le trésor de la liberté. Les méchants pourront me persécuter, me surcharger d'impôts, m'accabler de labeurs, m'insulter, me torturer, m'affamer et m'emprisonner, me séparer de mes amis, me ravir l'honneur et même la vie; ce qu'ils ne pourront jamais faire, c'est porter atteinte à la prérogative royale de ma liberté. Sous les haillons, au sein de la misère, je ne cesse pas d'être roi aussi longtemps que je continue d'être le serviteur de Dieu. Je suis libre, encore une fois, parce que Jésus-Christ m'a fait libre. Je ne suis pas le sujet d'un autre homme et je refuse d'obéir à quiconque n'a d'autre titre pour me commander que sa seule humanité. Toutefois, je respecte volontiers ceux qui sont revêtus de l'autorité divine et je leur obéi. Mon obéissance à l'autorité légitime est accordée en définitive à Dieu lui-même; car il ne peut y avoir de pouvoir sur la terre qui ne vienne de Lui. L'autorité dont le gouvernement civil est revêtu ne peut venir du peuple, parce que cette même autorité est quelque chose de divin. D'où il résulte que les vieux clichés démagogiques,

tels que "la souveraineté du peuple", "la suprématie de la majorité ou du plus grand nombre", "la suprême volonté et l'autorité de la nation", sont absurdes et dépourvus de sens. La multitude, il est vrai, peut choisir un homme à qui Dieu confère le droit de gouverner ou de commander; mais elle ne saurait donner ce qu'elle ne possède pas elle-même: l'autorité. Ceux, donc, qui rejettent le pouvoir divin et proclament l'indépendance de l'homme vis-à-vis des lois de Dieu, substituent la licence à la liberté, le déshonneur à l'honneur, le mal au bien. Ils font, du plaisir et de la jouissance, la mesure de ce qui est légitime et permis; et ils ouvrent la porte à la tyrannie d'une populace vicieuse et rebelle. La société humaine doit reconnaître en Dieu son fondateur. C'est lui qui a fait l'homme sociable, et c'est en vertu de sa sainte volonté que les individus de la race humaine s'unissent les uns aux autres et forment des groupements sociaux. La société civile doit donc obéir à son auteur et respecter sa toute-puissante autorité. Plus un pays est attaché aux saintes pratiques de la religion, plus sont grandes également la liberté et les richesses dont jouissent ses citoyens. Pourquoi?..... La raison et l'expérience nous l'apprennent: il n'y a pas de moralité sans religion, et, sans moralité, il ne saurait y avoir de véritable liberté ni de prospérité durable.

Le devoir le plus important et le plus sacré de l'homme sur la terre est de servir Dieu avec respect et dévotion. Aussi, rien n'est inviolable comme la liberté du culte divin. Toutefois, il faut s'entendre à ce sujet;

l'homme n'est pas libre de croire ce que bon lui semble, de pratiquer la religion qu'il lui plaît de choisir; mais, il est tenu de professer les seules vérités qui ont été divinement révélées et servir Dieu comme il veut être servi. De toutes les religions qui se disputent son adhésion, il doit pratiquer celle qui nous fut prescrite par le Seigneur, celle qui peut être facilement reconnue par les notes qui la distinguent. Nul ne peut être contraint par la violence, ou contre son gré, à embrasser la véritable religion; car, dit Saint Augustin: "L'homme ne peut croire que par son libre consentement." Entre au ciel qui veut, et, dans la perversité de son coeur, il est toujours loisible au fils de la femme de rejeter la vraie foi et de damner son âme. "Celui qui ne croit pas sera condamné". (Marc XVI. 16). Ceci, pourtant, n'est pas la véritable liberté, "mais sa dégradation et l'abjecte soumission de l'âme au péché."

Il est une espèce de liberté que l'on regarde avec orgueil, en certains quartiers, comme le merveilleux effet du progrès et de la civilisation moderne; c'est la faculté pour tous et pour chacun de penser, de dire et d'écrire ce qu'il leur plaît. Cette fameuse liberté de la pensée, de la parole et de la presse ne saurait être considérée comme un bienfait pour la société; à moins qu'elle ne soit appliquée avec beaucoup de modération et de sages restrictions, elle peut devenir cause de bien des maux. Le droit est une force morale que la nature n'accorde qu'à la justice et à la vérité; l'homme a le droit de consacrer ses facultés intellectuelles à la pro-

pagation de la vérité et à l'établissement du règne de la justice; il est libre de se servir de la parole ou de la plume pour exposer les vrais principes, démasquer la calomnie et combattre le mensonge; mais il ne lui est pas permis d'enseigner l'erreur, de publier des livres immoraux ou impies, de couvrir de ridicule les dogmes sacrés, de blasphémer Dieu, de pervertir les esprits et d'exposer les peuples au danger de perdre la foi et les moeurs. Celui qui abuse ainsi des dons si précieux de la parole et de la plume ne saurait se prévaloir des droits de la liberté. Celle-ci, en effet, à cause du mauvais usage qu'on en fait, n'a plus rien de son véritable caractère; elle devient la licence effrénée et, bien qu'elle assume criminellement le nom sacré de liberté, elle n'en mérite pas moins d'être bannie par l'Etat; car, là où fleurit une telle licence, la vraie liberté disparaît et meurt.

Combien de désastres ont été provoqués, de nos jours, par la liberté illimitée de la presse et combien de ruines accumulées par elle au sein de la famille et de la société! L'évêque Spalding, peu enclin d'ordinaire à l'exagération, signale en ces termes les maux de la mauvaise presse: "Nous trouvons dans les "éditoriaux", à part les assertions faites à la légère, des généralisations fantaisistes, des polémiques acrimonieuses, des demi-vérités exposées avec ignorance et malhonnêteté, des louanges mensongères ou des calomnies à l'adresse des hommes publics, de frivoles dissertations sur les sujets les plus sérieux et les plus sacrés: tout cela, sous forme de raisonnements faux,

de syllogismes boiteux et dans ce style vague et décousu, propre aux esprits qui n'ont plus le temps d'apprendre quelque chose à fond. Ce mélange littéraire demi-intellectuel et demi-bestial, qui exhale des odeurs de cabarets et de lieux de débauches, importé des grandes villes aux campagnes les plus éloignées, distribué enfin à toutes les demeures, tombe sur l'esprit et la conscience du peuple, s'y attache comme la rouille et enlève à ce dernier son goût pour la littérature, sa foi en la vertu et son respect pour Dieu, à tel point, qu'il devient problématique si nous sommes encore vraiment susceptibles d'un progrès intellectuel et moral" (1) Tous les véritables amis de la liberté devraient se lever comme un seul homme contre sa licencieuse contrefaçon et déclarer une guerre à outrance à ce que l'on est convenu d'appeler de nos jours la liberté de la presse et de la parole. Si le romancier Juif Zangwill a raison de qualifier le théâtre moderne en termes que nous n'osons traduire: "Snivel, drivel and devil", le savant et original P. Tabb peut également se permettre en toute justice de dire de la littérature moderne qu'elle n'est, à peu de chose près, que: "fange, doute et désespoir". Et, maintenant, que penser de l'oeuvre humanitaire de Carnegie dont les bonnes intentions ne sauraient être contestées? Le grand métallurgiste fait-il vraiment du bien au peuple en multipliant les bibliothèques publiques, où le vrai et le faux se coudoient sur les mêmes tablettes, où l'on trouve surtout certains livres qui ne devraient jamais

"Socialism and Labor."

tomber sous les yeux des jeunes gens et des jeunes personnes? La lecture faite sans discernement devient la cause de "nombreuses indigestions mentales" et engendre des maladies mortelles. La religion seule peut nous guider dans l'usage et la jouissance de la vraie liberté.

Chapitre VIII.

Une Heureuse Demeure.

Le chez-soi est le fondement sur lequel repose le bien-être individuel et collectif. L'homme sans foyer domestique est privé par là même d'une des sources essentielles du bonheur en ce monde. La puissance d'un peuple dépend, dans une large mesure, de l'humble coin de terre qui a vu naître chacun des citoyens qui le composent. Les anciens Romains, dont le gouvernement était un chef-d'œuvre de stabilité et de puissance, juraient par les dieux de leurs logis; ils aimaient et chérissaient la vie de famille. L'observateur Jacob Reis remarque ce qui suit: "Du chez-soi dépend notre caractère moral; nos libertés civiles et politiques y ont leurs racines; la vertu, la virilité et le patriotisme y croissent également." Un grand nombre de maux et de désordres sociaux sont attribuables à la désertion du home ou à la négligence des devoirs domestiques.

Conformément à la volonté de Dieu, tout enfant vient au monde dans une famille; dès son entrée dans

la vie, il a droit au cœur et au bras d'une mère. Si la mère vient à lui manquer, une autre femme devra la remplacer; car l'enfant ne peut se fortifier que réchauffé par un cœur de femme.

Qu'est-ce qu'un foyer domestique? Le foyer, dirons-nous bien simplement, c'est un homme et une femme unis par les liens sacrés du mariage qui vivent, environnés de leurs enfants, sur une propriété bien à eux—où il y a beaucoup d'air, de lumière et de l'eau pure en abondance, autant pour le moins qu'il en faut aux chevaux et aux vaches dans les grands établissements d'élevage. Le père, la mère et l'enfant, vivant parfaitement unis sous le même toit, sont, en quelque façon, le reflet de la Très Sainte Trinité. Tout dans cette demeure doit briller par la plus irréprochable propreté. "Une porcherie", dit Jacob Reis, en termes plus qu'énergiques, "fera, en peu de temps, un pourceau même de l'homme créé à l'image de Dieu". Et, faisant allusion aux conditions peu hygiéniques de nos maisons à plusieurs logis, il ajoute: "Pour un peu d'or, nous avons réduit le noir en esclavage, et pour de l'or aussi nous laissons périr le blanc dans ses misérables taudis. Il nous tarde tellement d'être riche que nous avons mis de côté toute autre préoccupation; nous avons même oublié les devoirs de la fraternité humaine dans notre empressement à nous vouer au culte du veau d'or". Dans ces dernières années, onze et demi pour cent de l'argent prélevé, pour taxes, dans la ville de New York ont été employés à soulager la pauvreté ou, plutôt, le paupérisme, et les besoins de l'in-

digence n'ont cessé de s'accroître en cette ville, avec le temps. Ceci est un triste commentaire de notre moderne vie de famille. Et, pourtant, ce ne sont pas les matériaux qui manquent en notre pays pour y créer de beaux chez-soi et bâtir de gentilles maisonnettes! Toutefois, le nombre des familles heureuses est encore relativement considérable sur le sol américain. Là où ils existent, les hommes et les femmes sont peu enclins à former des clubs, à consacrer leurs soirées aux jeux de boule, à former des comités de réception et autres dadas sociaux. Le "clubisme" ne favorise guère le développement de la vie de famille. Mieux vaudrait la disparition de tous les clubs du pays que la désertion d'un seul foyer.

Ce que nous venons de dire de la demeure familiale ne regarde que l'ordre purement naturel. Mais, nous ne sommes plus au temps du paganisme; nos habitations ont été sanctifiées par le divin Rédempteur et élevées à la dignité de foyers chrétiens. Le Christ a créé, en vivant sur la terre, l'asile sacré du bonheur domestique. Durant les trente premières années de sa courte existence, il vécut au sein d'une famille humaine. La maison de Nazareth, dans laquelle notre divin Sauveur demeura, était des plus modestes; les soucis et les peines y pénétraient chaque jour; et, pourtant, cet humble logis est resté comme le type le plus pur et le plus élevé du foyer heureux, précisément parce que les meilleurs et les plus saints personnages y habitaient.

Dans tout foyer il doit y avoir une mère; car, sans

celle-ci, le séjour de l'homme est morne et suinte l'ennui. C'est elle qui doit gouverner l'intérieur d'une maison et lui donner le cachet et le confort d'un véritable chez-soi. Mais il appartient à Dieu d'occuper la première place dans la demeure de l'homme et de régner sur les cœurs de ceux qui l'habitent. Il devrait y avoir, dans l'appartement le plus convenable, un petit autel surmonté de l'emblème de notre salut où d'une image de la Très Sainte Vierge et décoré de fleurs et de bougies, où tous les membres de la famille pourraient se réunir, s'agenouiller et réciter en commun la prière du matin, celle du soir, le chapelet ou quelques autres prières.

Les trois supports ou pilliers de la demeure heureuse sont un père digne, une mère pieuse et des enfants obéissants.

§ I. Le Pere.

Nous donnons au chef de la famille le doux nom de père. Celui-ci est de droit divin, la tête dirigeante ou le roi du foyer domestique ; il y préside à la place de Dieu ; son autorité, par conséquent est divine ; il ne peut y renoncer à plaisir ni s'en désister en faveur de sa femme. Ce n'est pas un despote ni un tyran ; il a charge d'âmes et gouverne avec sagesse ceux que la Providence lui a confiés ; ils leur donne des ordres et les dirige parce qu'il les aime et veut les protéger. En lui reposent le pouvoir et le devoir de faire régner le bonheur en son propre foyer.

Il serait à souhaiter que tout homme marié fut pro-

priétaire. Un petit coin de terre qui nous appartient et une modeste maisonnette l'emportent de beaucoup, à nos yeux, sur les somptueux appartements où nous sommes à loyer. D'ailleurs, il n'est pas si difficile que l'on pense d'acquérir une habitation, fût-ce dans une ville populeuse. Le ciel vient toujours au secours de ceux qui savent s'aider eux-mêmes. Soyons économes, ne gaspillons pas notre argent en frivolités et en vains plaisirs et nous trouverons le moyen de nous installer un jour au l'autre dans notre propre maison. Une habitation à soi est plus indispensable que toutes les modes nouvelles et tous les conforts. En tous cas, pères de familles, quelle que soit votre condition, permettez-nous de vous donner un conseil relativement à l'endroit que vous habitez. Aimez ce lieu où vivent votre femme et vos enfants. Consacrez à l'embellir, à le rendre coquet, tout le temps que vous laissent vos occupations journalières ; quittez-le le moins souvent possible, c'est là que vous trouverez tous les plaisirs et les distractions qui vous sont utiles. Chaque fois que le devoir vous oblige d'en sortir, revenez-y avec un empressement mêlé de joie et de gaieté. Si les soucis et les déceptions viennent parfois vous visiter à l'atelier ou à votre travail, chassez le nuage qu'ils ont mis à votre front et laissez les plaintes à la porte quand vous rentrez au logis ; vous retrouvant avec les vôtres, soyez cet époux et ce père qui fait rayonner le bonheur autour de lui. Entrez chez vous le sourire sur les lèvres et de bonnes paroles à la bouche. Vos enfants ne sauraient comprendre vos épreuves, ni, par

conséquent, s'associer à vos tribulations. Asseyez-vous joyeusement à votre table; mangez le repas frugal que votre épouse a préparé pour vous; prêtez une oreille bienveillante à l'innocent babillage de vos enfants et laissez voir le plaisir que vous éprouvez à vous trouver au milieu d'eux. Après la prière du soir récitée en commun, quand le temps est venu pour les enfants de se retirer et quand enfin ils sont plongés dans le doux sommeil du jeune âge, alors, mais alors seulement, dites vos angoisses et vos espérances à l'épouse de votre cœur en qui vous pouvez prudemment vous confier et dont la sympathie et le solide bon sens vous donneront à la fois encouragements et conseils.

"Maris, aimez vos femmes comme le Christ a aimé son Eglise!" Souvenez-vous des promesses que vous lui avez faites en face de l'autel du Seigneur. Aimez-la comme la prunelle de votre œil; elle vous est plus précieuse que l'univers entier. Fermez l'œil sur ses petits défauts; elle n'est pas un ange; comme vous, elle a ses imperfections. Votre compagne peut être un peu grondeuse, parleuse assurément; mais, consolez-vous en songeant qu'elle n'est pas la seule femme au monde qui aime à parler. Laissez-lui l'entière administration de sa cuisine; il ne sied pas à un homme de mettre son nez dans la marmite ou le pot-au-feu. Donnez à votre épouse assez d'argent pour entretenir la maison sur un pied convenable et ne l'obligez pas à vous voler pour attacher les deux bouts; mais qu'elle vous rende compte de ce qu'elle reçoit et de ce qu'elle dépense.

C'est votre droit de savoir comment votre argent est employé. Celui qui a une épouse pieuse et industrieuse possède un trésor inestimable: "Celui qui a une femme vertueuse, commence à établir sa maison; il a un secours qui lui est semblable, et un ferme appui où il se repose." (Eccles. XXXVI. 26).

Maris chrétiens, conservez à l'épouse que vous avez choisie la partie la plus tendre et la plus délicate de votre affection et de votre amour. Elle donnera à votre vie plus de jours ensoleillés que tous les honneurs et les distinctions de la terre. C'est Dieu lui-même qui vous l'a destinée: "Le père et la mère donnent les maisons et les richesses; mais, c'est proprement le Seigneur qui donne à l'homme une femme sage". (Prov. XIX. 14). Laissez-lui voir l'intérêt que vous portez à son travail et la sincère gratitude que vous en éprouvez. La vie d'une femme de maison est dure et pénible. L'argent se gagne plus aisément qu'il ne se dépense sagement. Avec les quelques dollars que vous lui donnez chaque semaine il lui faut subvenir à toutes les dépenses du ménage. Seule une femme, avec l'ingéniosité qui la caractérise, est capable d'accomplir une telle merveille. Rappelez-vous, de plus, que, si vous avez à travailler huit à dix heures par jour, votre compagne n'en est pas pour cela à se reposer; son travail ne cesse jamais: des premières lueurs de l'aube a une heure avancée de la nuit, elle est occupée à cuire, laver, frotter, raccommoder et coudre. Quelle monotonie dans les occupations journalières de la femme, comme la variété y fait défaut!

Avouons franchement que ses labeurs constituent, dans leur ensemble, une longue et pénible corvée. Rien d'étonnant qu'une bonne vieille grand'mère ait pu dire qu'elle ne désirait qu'une seule chose au ciel: "S'asseoir, mettre un tablier net, avoir un long repos et une bonne tasse de thé."

Votre foyer ne peut être heureux si vous n'êtes pas tempérant. L'épouse d'un ivrogne est extrêmement digne de pitié et son chez-soi devient un véritable enfer. Si, d'un côté, la question sociale ne saurait être agitée, soit au point de vue moral, soit au point de vue économique, sans qu'on ait à se préoccuper de la tempérance, il faut ajouter que, de l'autre, le bonheur de la vie familiale dépend, dans une large mesure de la sobriété du père. Si le mari aime la coupe enivrante, comment la paix et le confort pourront-ils habiter sous son toit? Seul l'homme tempérant peut contribuer à faire et à maintenir sur une base solide "l'heureuse demeure".

§ 2 La Mere de Famille.

La femme est appelée sans aucun doute à devenir l'un des principaux facteurs dans la solution des problèmes sociaux. Des économistes modernes ont même prétendu que la question sociale du jour était à un degré plus ou moins prononcé la question de la femme. (Die Frauenfrage). Si celle-ci remplit la mission que Dieu lui a confiée, si elle sait déployer ses nobles facultés intellectuelles et physiques en présidant comme une reine à l'intérieur du logis chrétien, en y or-

donnant chaque chose avec ce tact, ce savoir-faire et cette délicatesse de goût qui la caractérisent, nos foyers posséderont alors un attrait si puissant que, non seulement ils donneront le confort à ceux qui y demeurent, mais qu'ils arracheront les hommes aux séductions dangereuses d'un monde corrompu. Pour devenir une maîtresse de maison accomplie, pas n'est besoin d'une éducation universitaire. C'est une grande erreur pour une femme de s'imaginer qu'elle ne peut être la véritable compagne de son mari, son bras droit, ou qu'elle ne peut faire son bonheur qu'en étant intellectuellemnt son égal. Elle aurait tort également de penser que, à moins de posséder la science et la culture intellectuelle du sexe fort, elle ne pourra exercer aucune influence sur son époux, ni aucune autorité sur ses enfants; au contraire, les hommes évitent à desseins les femmes savantes quand ils songent sérieusement à se choisir une épouse. Le raffinement intellectuel ne convient pas aux femmes; il les rend souvent désagréables en leur faisant perdre, dans une large mesure, cette modestie qu'il fait si bon voir en elles. La graduée des collèges, le bas-bleu, la conférencière, est généralement peu féminine d'allures et de caractère; c'est une virago instruite, peut-être, mais sans charmes assurément. Ce que l'homme admire, ce qu'il aime avant tout, même chez la fille illettrée, c'est un cœur large et débordant d'affection; il reste froid et indifférent pour ces "êtres féminins" farcis de science et de littérature. En un mot, ce que l'homme préfère en la femme, ce qu'il recherche avant tout, ce n'est pas

l'élégance du langage, ni la subtilité de l'esprit, mais la bonté.

Maintenant, on peut se demander quelle éducation la femme doit recevoir afin de remplir dignement ses devoirs de ménagère chrétienne. D'ordinaire, un cours élémentaire, dans une école paroissiale ou dans un couvent, suffit amplement à cette fin. Il faut de plus qu'elle sache parfaitement son catéchisme, qu'elle le comprenne et qu'elle en puisse donner une explication convenable. Il serait à désirer qu'elle eût à sa disposition, pour les consulter au besoin, quelques bons ouvrages où le texte cathéchistique est commenté et expliqué. Elle doit aussi connaître et comprendre les cérémonies de la messe, savoir ce qui est requis à l'administration des sacrements, ne pas ignorer les différents évangiles du dimanche et des fêtes d'obligation et posséder de solides et sérieuses notions d'histoire sainte et ecclésiastique.

La soi-disante éducation supérieure est un objet de luxe, inoffensif, tout au plus, pour les jeunes filles très riches. Généralement parlant, il y a perte de temps et d'argent à faire apprendre aux jeunes personnes la peinture et la sculpture. Nombreux sont les salons où l'on voit s'étaler d'affreux barbouillages dus à quelques pinceaux féminins. Forcés de s'extasier devant ces monceaux de couleurs, les messieurs sont cruellement mis à la torture et obligés de décerner des louanges, sur la "richesse du coloris", "la perfection du dessin", "l'harmonie des lignes", "la perspective", "le clair-obscur", etc., et que sais-je, à l'auteur qui rougit

modestement et déclare avec une grâce incontestable qu'elle n'en est encore qu'à ses premiers "essais"!!!

Ouf! mais revenons à notre sujet. Il est une partie de l'éducation féminine qui mérite d'être très hautement et assidûment cultivée; c'est la musique vocale et instrumentale. Grâce à cet art, en effet, la femme donnera à sa maison un cachet da gaieté et ne contribuera pas peu à encourager et à consoler les cœurs de ceux qui l'habitent. Enfin, il vaut beaucoup mieux qu'elle se désintéresse des affaires publiques, de l'affreuse politique surtout, et qu'elle ne perde pas son temps à lire des journaux et des romans.

Il est triste de constater que le travail manuel est tenu en médiocre estime, non par les hommes, mais par plusieurs de nos femmes. Les Européens s'étonnent et s'amusent quand ils entendent les voyageurs américains leur détailler la vie de chaque jour de nos "grandes dames". "Est-il vrai", m'a-t-on demandé souvent, "qu'aux Etats-Unis, les femmes ne travaillent jamais, que leur temps se passe à s'habiller, à boire et manger, à chanter et jouer du piano et que leurs maris, leurs pères, leurs fils ou leurs frères les doivent servir à table?" On exagère évidemment, sur le vieux continent, le désœuvrement de nos aimables millionnaires en jupon; mais, il y a tout de même, quelque chose de vrai dans ces idées qui ont cours en Europe. Plusieurs de nos femmes américaines, celles des familles riches surtout, croiraient se dégrader si on les surprenait à laver la vaisselle, à coudre et à repriser; si l'on apprenait, dans le grand monde, qu'elle

ont pelé les pommes de terre, apprêté le diner, balayé le plancher et fait les lits! Il est bien plus noble, à leurs yeux, de paraître ignorer ces pénibles détails de la vie, de parler chiffon, théâtres, intrigues mondaines et ne pas même sembler se douter de l'existence d'un poêle de cuisine! Quel est le résultat de ce dégoût pour le travail de la maison? Grâce à cette vaniteuse incurie de la maîtresse de céans, le service se fera chez elle d'une manière très défectueuse. Les servantes, en ce pays, qui se croient du reste, les égales de la dame de la maison, abandonnées à elles-mêmes, ne font tout simplement que ce qu'elles ne peuvent s'empêcher de faire. Aussi, il faut voir quel désordre règne en permanence, au détriment de la bourse des maîtres, dans leurs départements respectifs. Un peu de vigilance de la part de la maîtresse de maison, une certaine application au travail fait de bonne grâce et joyeusement par elle et ses filles, suffiraient pour remettre chaque chose à sa place. Avec de l'argent en abondance, on peut aisément engager des domestiques, mais ceci n'excuse pas les épouses et les mères, fussent-elles millionnaires et duchesses, de s'occuper des importants détails de l'économie domestique. Il y a là, du reste, une question des responsabilité morale; les maîtres sont tenus de surveiller le personnel de leur maison et d'empêcher, autant que possible, que les désordres ne s'introduisent sous leur toit, au sein de la domesticité.

Les mères de familles devraient occuper leurs jeunes filles au soins du ménage, non seulement pour

leur apprendre à tenir maison et les former à la vertu, mais encore, dans l'intérêt de leur santé. La femme comme l'homme, quoiqu'à un degré moindre, a besoin d'exercices corporels. L'inaction l'affaiblit et l'énerve. Le travail n'est pas seulement un devoir, il est de plus un préservatif et un remède pour notre nature dégénérée. Il n'est pas étonnant que l'on ait inventé de nos jours tout un système de "culture physique" destiné à mettre en mouvement les muscles paresseux des jeunes américaines nées dans l'opulence. Cependant, il y a dans la maison paternelle, pour les jeunes filles, une foule d'exercices salutaires et hygiéniques qui, s'ils étaient employés, amèneraient, chez celles-ci, un développement physique très complet. L'exercice qui se produit inconsciemment dans le travail est de beaucoup le plus avantageux. Il est donc convenable et même nécessaire que les mamans se fassent aider, par leurs jeunes demoiselles, à pétrir la pâte, à faire la cuisson des aliments, à balayer, laver et épousseter. Ces différents travaux du ménage, à part leur utilité présente et future, donneront aux muscles plus de force et de souplesse et à la taille plus de grâce et d'élégance que tous les professeurs de "culture physique".

La répugnance que l'on éprouve, dans le monde féminin, pour le travail de la maison, est devenue telle que la plupart des jeunes filles, qui gagnent leur vie, préfèrent se placer dans un magasin, un atelier ou une manufacture plutôt que se mettre en service. Pourquoi, dira-t-on, cette répugnance ou même de cette préférence! "Elles aiment mieux disposer d'elles-mêmes

et de leur temps, à leur gré, au moins à certaines heures, et n'avoir pas surtout à se soumettre à une autre femme." L'obéissance plus ou moins inhérente à la domesticité : voilà le grand obstacle qui empêche ces jeunes personnes de devenir servantes. "Mais la soumission", pourrait-on leur répondre, "n'est pas un déshonneur ni une dégradation". Les hommes travaillent volontiers pour d'autres hommes ; ils obéissent parce que leurs maîtres les payent. Pourquoi les femmes n'en feraient-elles pas autant sous d'autres femmes, dans les mêmes conditions ? Le soin des enfants, la cuisine, le lavage, le repassage, etc., n'ont rien, ce nous semble, de plus humiliant que les travaux des ateliers, des manufactures et des magasins. S'il existe une différence, elle est à l'avantage du service à domicile où, quand les maîtres sont ce qu'ils doivent être, l'autorité est plus douce et beaucoup moins exigeante.

La maîtresse de maison, occupée à son travail, ne doit pas pour cela négliger sa toilette et le soin de sa personne, surtout si elle fait la cuisine : elle doit se laver les mains souvent et avec soin, porter un tablier net et avoir la tête couverte d'une coiffe de toile blanche.

La véritable ménagère ne serre jamais rien, à l'automne ou au printemps, qui ne soit parfaitement nettoyé, reprisé, rapiécé ou réparé ; ce n'est plus le temps de raccommoder une chose quand il faut s'en servir. Elle ne laisse aucun objet traîner dans sa maison, sur les meubles, les corniches, les fenêtres et encore moins sur le plancher ; les chaises n'y doivent point servir de

tables, ni les tables de chaises. Si quelque chose tombe par terre, de suite elle le ramasse ; les taches sont effacées et le désordre réparé. Il n'est pas de détails qui soient à ses yeux trop mesquins ou trop méticuleux. Elle sait que dans un grand mécanisme le plus petit rouage est aussi important que le plus grand. On chercherait en vain dans toute la maison une seule pièce de linge pour les lits, la table ou la cuisine, qui ne fût prêt à servir ; parce que, en bonne ménagère, elle tient sa lingerie dans un ordre parfait. Elle ne peut souffrir un grain de poussière sur les planchettes, un fil d'araignée dans un coin ou la moindre tache sur les vitres. Elle recherche, avant tout, la simplicité, parce que cette qualité est essentielle à la véritable élégance et au bien-être. Ainsi, ne laisse-t-elle pas s'accumuler ou s'entasser dans sa maison ces ouvrages de fantaisie de mauvais goût, ces bric-à-brac inutiles, ces riens coûteux et ces images aux couleurs voyantes et criardes, qui n'ont aucune valeur artistique. Enfin, elle évite de ruiner l'estomac de ses enfants et de gaspiller l'argent de son mari en faisant beaucoup de confitures, quantité de gâteaux et d'autres superfluités culinaires.

Elle sait que la nourriture simple est la plus saine, que l'homme n'a pas besoin de friandises, mais d'aliments substantiels, pour entretenir ses forces et conserver sa santé.

S'il est vrai de dire que la question sociale de l'heure présente est, dans une certaine mesure, celle de l'alcoolisme, nous devons ajouter que la réforme en fa-

veur de la tempérance doit commencer, non dans les débits de boisson, mais par la cuisine et la table. Ce ne sont pas ces femmes anti-alcooliques, qui s'agitent et se trémoussent devant l'opinion publique, mais bien celles qui restent chez elles, préparent leurs dîners avec soin et s'appliquent à rendre leur demeure heureuse et coquette qui sont les véritables apôtres de la tempérance. Le repas bien servi sur une nappe blanche comme la neige et le sourire d'une femme aimée auront plus d'attrait pour le pauvre ouvrier que les banquets dispendieux de son patron qui se terminent à minuit, chez Delmonico.

Honneur et respect à la femme chrétienne qui connaît son devoir et l'accomplit! Pauvre peut-être et d'une humble condition, elle n'en est pas moins pour les siens et ceux qui la connaissent une véritable bénédiction. L'épouse industrieuse, simplement mais proprement vêtue, malgré son chapeau fané et sa chaussure usée, est plus digne de respect et d'admiration que la grande dame habillée de soie et de satin, couverte de bijoux, qui gaspille son temps en visites superflues, en correspondances inutiles et en devoirs imaginaires. "Les faveurs sont trompeuses et la beauté est vaine, mais la femme qui craint le Seigneur sera louée."

§ III Les Enfants.

La transgression du quatrième commandement de la loi de Dieu est la source d'un grand nombre de nos misères dans la famille et la société. Ce précepte, en effet, renferme une promesse de bonheur pour la vie

présente; ceux, donc, qui n'y conforment pas leur conduite s'exposent à des châtiments temporels. Voici les paroles que nous trouvons au livre de l'Exode: "Honorez votre père et votre mère, afin que vous viviez longtemps sur la terre que le Seigneur vous donnera" (C. XX. 12.) Nos plus insignes bienfaiteurs en ce monde sont assurément nos parents. Nul ne peut leur être comparé. Comment apprécier, par exemple, les tendres soins d'une mère pour l'enfant qu'elle nourrit de son lait et auquel elle prodigue le plus inaltérable dévouement? Tobie rappelle, en ces termes, à son fils, ce qu'il doit à celle qui lui a donné le jour: "Mon fils, honorez votre mère tous les jours de votre vie; car vous devez vous souvenir de ce qu'elle a souffert et à combien de périls elle a été exposée lorsqu'elle vous portait en son sein."

J'ai entendu, il y a quelques années, un missionnaire du Nord-ouest Canadien peindre en termes émus la cruauté d'un certain nombre de sauvages à l'égard de leurs parents devenus vieux, et reconter comment ces misérables abandonnaient de pauvres vieillards quand ils transportaient ailleurs leurs mobiles habitations. Une telle conduite est contre nature et fort au-dessous de celles des brutes, comme on peut s'en convaincre par ce que disent les naturalistes de la cigogne. Cet oiseau, quand il devient vieux et incapable de voler, est nourri, soigné et protégé par ses congénères. Si un ennemi se présente, si un danger se déclare et qu'il faille laisser la place, on peut voir les jeunes cigognes s'empresser autour de l'impotent volatile, l'aider à fuir, cou-

vrir sa retraite, en quelque sorte, et lui trouver un refuge où elles le cachent et le mettent à l'abri. Les enfants doivent assister leurs parents devenus vieux ou infirmes: "Mon fils, soulagez votre père dans sa vieillesse, et ne l'attristez point durant sa vie. Que si son esprit s'affaiblit, supportez-le, et ne le méprisez pas à cause de l'avantage que vous avez sur lui." (Eccles. III. 14) Les enfants bien élevés regardent leurs parents comme quelque chose de saint et de fort au-dessus d'eux. Ils ne leur causent jamais de peine ou d'inquiétudes volontairement; ils se donnent bien garde de faire connaître leurs défauts et ne permettent à personne de leur manquer de respect ou d'en parler en mauvaise part. Ils obéissent avec amour et joyeusement aux auteurs de leurs jours et s'efforcent de satisfaire tous leurs justes désirs. Ils supportent avec patience leurs défauts, leurs caprices et leurs manies. Quelle que soit la médiocrité de leur condition, ils n'en rougissent pas, mais tiennent en singulière estime le modeste état de leur père et de leur mère. De bons enfants qui parviennent aux honneurs, à la richesse, à l'éducation et au raffinement doivent se rappeler cet avis de l'Esprit-Saint: "N'oubliez pas votre père et votre mère, parce que vous êtes au milieu des grands; de peur que Dieu ne vous oublie devant ces grands mêmes, et que devenant insensé par la trop grande familiarité que vous aurez avec eux, vous ne tombiez dans l'infamie, que vous ne souhaitiez alors de n'être point né, et que vous ne maudissiez vous-mêmes le jour de votre naissance." (Eccles. XXIII, 18

& 19). Le roi Salomon dans toute sa gloire traitait sa mère avec amour et déférence quand elle venait lui demander une faveur : il se levait alors de son trône pour la recevoir et l'invitait à s'asseoir à sa droite. L'illustre Thomas Morus, Chancelier d'Angleterre sous Henri VIII, témoignait chaque jour le plus profond respect à son vieux père quand il se rendait au Banc de la reine où celui-ci remplissait l'office de juge secondaire. Le grand dignitaire, superbement revêtu du costume de sa charge, s'agenouillait tous les matins aux pieds du vieillard et lui demandait sa bénédiction avant de prendre son siège de Chancelier de la Cour.

Les enfants doivent toujours se rappeler que leurs parents tiennent auprès d'eux la place de Dieu. Jamais ils ne devraient se marier sans leur consentement. Toutefois, si leurs pères et mères s'opposent injustement à leur choix d'un état de vie, ils ne sont pas tenus d'obéir.

Il y a des fils et des filles, monstres d'ingratitude, qui n'ont jamais une parole aimable à l'adresse de leurs parents ; pas même un simple regard affectueux ! Quels sentiments éprouveront ces malheureux quand ils verront la tombe se refermer sur ceux qu'ils ont ainsi délaissés et méconnus ? N'en doutons pas, des remords, plus amers que le fiel, les tortureront pendant leur vie et empoisonneront toutes leurs joies et leurs plaisirs. Malheur à ceux qui s'oublient jusqu'à lever la main sur les auteurs de leurs jours !

"Celui-là qui frappe son père ou sa mère sera mis à mort." (Exode. XXI). Leur causer une juste colère est une cause de ruine: "Combien est maudit de Dieu celui qui aigrit l'esprit de sa mère." (Eccles. III. 18). Mais les enfants qui aiment et respectent leurs parents recevront des faveurs spéciales de Dieu en cette vie et le bonheur éternel en l'autre: "Celui qui honore sa mère, est comme un homme qui amasse un trésor. Celui qui honore son père trouvera sa joie dans ses enfants, et il sera exaucé au jour de sa prière." (Eccles. III. 5 et 6).

§ 4 Paragraphe destiné aux époux seulement.

Tous les ans, le 28 décembre, l'Eglise fait mémoire du massacre des Saints Innocents et répète avec Saint Mathieu ces paroles du prophète Jérémie: "Une voix a été entendue dans Rama, des pleurs et de grands cris: Rachel pleurant ses enfants et ne voulant pas recevoir de consolation parce qu'ils ne sont plus". D'après la constante tradition de l'Eglise, ces Saints Innocents furent, dès l'âge le plus tendre, plongés dans une mer de souffrance à cause du divin Rédempteur, afin qu'ils fussent ses premiers martyrs et qu'ils reçussent, en un moment, leurs palmes et leurs couronnes immortelles. Il y a un massacre d'innocents qui s'accomplit tous les jours en notre pays et, quoique nous n'entendions pas les pleurs des mères et les cris des petits enfants, ce massacre est plus cruel que celui du roi Hérode mentionné dans l'Evangile, car,

il prive de malheureux petits êtres de la vie temporelle et spirituelle. Que dis-je? Il tarit les sources de la vie et prévient l'existence humaine tout juste au moment où le créateur s'apprête à la multiplier. Ce crime, que nous ne saurions trop flétrir, envoit dans l'éternité des âmes que le baptême n'a pas encore purifiées et amène, selon l'énergique expression de Roosevelt, "le suicide de la race". La destruction de l'enfant, avant sa naissance, est un acte monstrueux défendu par le cinquième commandement de Dieu. C'est un meurtre véritable, d'autant plus barbare qu'il est perpétré par ceux-là qui ont pour mission, de par toutes les lois, de protéger la victime. Toute action volontaire prévenant ou empêchant l'éclosion de la vie humaine, tout désir même de se soustraire, par des moyens illicites, aux devoirs de la paternité sont des crimes contre nature en abomination aux yeux de Dieu. Nous n'ignorons pas les raisons qu'on allègue d'ordinaire, les prétextes que l'on invoque et surtout les exemples pernicieux qui ébranlent parfois des époux véritablement chrétiens. Nous savons également avec quelle subtilité on sait découvrir des principes faux mais commodes pour tranquilliser sa conscience aux abois. Toutefois, malgré les coutumes établies en certains pays, malgré les décisions ou les conseils d'une science médicale imprudente, pour ne pas dire criminelle, malgré ceci et malgré cela, les lois de la nature n'en restent pas moins ce que Dieu les a faites, et il n'est pas de puissance au monde qui puisse nous autoriser à transfor-

mer en une simple jouissance sensuelle et bestiale ce qui fut institué par la divine Providence pour la conservation de la race humaine.

La "petite" famille est le résultat de l'affaiblissement religieux dans un pays. Partout où fleurit la religion, les maisons sont remplies de joyeux enfants; là où elle disparaît, les chevaux, les chiens et les chats reçoivent les soins et les caresses destinés aux êtres humains. Le manque de confiance en Dieu, qui pourvoit néanmoins avec une sollicitude paternelle au besoin de toutes les créatures, fait redouter à l'homme le fardeau d'une nombreuse "postérité". Une manière trop humaine d'envisager le but de la vie, un désir immodéré de jouissance et de plaisir et la crainte du sacrifice sont encore des causes de ce mal repoussant qui ronge jusqu'à la moelle notre grande société américaine.

Toutefois, rappelons-nous que la fin du bien-être national est avant tout intellectuelle et morale. Si nous sommes un grand peuple, c'est beaucoup moins à cause de nos machines, de nos chemins de fer, de notre marine et de notre armée, de nos mines inépuisables et de nos fermes d'élevage et de culture, que par nos 90,000,000 d'hommes, de femmes et d'enfants et nos milliers d'heureux foyers. "La nation la plus riche" dit John Ruskin," est celle qui renferme le plus grand nombre d'heureux et nobles humains."

La femme qui évite les douleurs de l'enfantement se dégrade et s'avilit. Sa plus grande gloire est d'avoir des enfants et de s'associer ainsi à l'œuvre de

Dieu qui veut bien confier à ses entrailles et plus tard à ses soins maternels ce qu'Il a de mieux dans la création: l'homme. La maternité est la plus belle couronne de la femme. Marie, le chef-d'œuvre de l'univers et le plus beau type féminin qui se puisse concevoir, ne nous semble jamais plus attrayante et plus aimable que lorsque nous nous la représentons avec le divin Enfant dans ses bras. Nous lisons, dans l'Ancien Testament, que la maternité était en honneur chez les femmes juives, tandis que la stérilité y était regardée comme une disgrâce ou une infirmité. Bref! toute épouse chrétienne se tient pour honorée d'être mère et consent volontiers à risquer sa santé et sa vie pour mettre des enfants au monde; elle méprise les conseils pernicieux, anti-scientifiques et souvent criminels d'une science médicale devenue matérialiste qui traduit ses hypothèses, ses doutes et son ignorance en prescriptions malthusiennes, onanistes, homicides et contre nature; elle sait que sa vie repose entre les mains de Dieu qui ne permet pas à un seul cheveu de notre tête de tomber sans sa permission. Elle n'ignore pas non plus que ce même Dieu peut seul donner l'existence et l'enlever, qu'il fait naître l'enfant et que le père et la mère doivent recevoir celui-ci comme un hôte venu du ciel. La pauvreté et la maladie ne sont pas des motifs suffisants pour limiter criminellement la famille; car Dieu pourvoit aux besoins de toutes créatures vivantes. Il ne fait jamais naître plus de bouches qu'il ne peut en nourrir. Les gens pauvres, s'ils sont religieux, se

plaignent rarement d'avoir des familles trop nombreuses; ils ont, en cela, plus confiance en la Providence que les riches. Souvent ils adoptent des orphelins, disant avec une foi vraiment chrétienne: "Quand il y en a pour neuf, il y en a pour dix.".

J'ai lu récemment qu'un gendarme de nuit, en faisant sa ronde, aperçut sur le seuil d'une maison un paquet soigneusement enveloppé d'un papier grisâtre. Il le ramassa, l'ouvrit et, à sa grande surprise, y trouva un nouveau-né. Le brave policeman eut bientôt pris son parti; sns hésiter il se dirigea vers sa propre demeure, y entra, et, plaçant l'enfant trouvé à côté de son propre fils âgé tout juste d'un jour, il dit à sa femme qui souriait: "Marguerite, Dieu nous a envoyé ce bébé, nous devons le garder et l'élever avec le nôtre". Comme un tel dévouement est beau, noble et sublime et comme ces petites gens l'emportent, aux yeux de Dieu et des hommes, sur ces patriciens de la finance qui préfèrent, aux gracieux babils des blonds chérubins de leur propre sang, les caresses d'un chien barbet.

Les gens sans Dieu, les sages selon le monde, me répondront sans doute par cette objection: "Mieux vaut avoir peu d'enfants et les bien élever que d'en avoir un grand nombre et les négliger." Il faut s'entendre sur ce que l'on appelle des enfants bien élevés. Qu'est-ce à dire? Faut-il à l'enfant, afin qu'on lui applique le qualificatif "bien élevé", de riches habits, des friandises, une bourse bien garnie et des équipages? Dans ce cas, nous l'admettons, la multi-

plication par trop répétée de la famille serait fatale à la bonne éducation des enfants. Mais, il nous semble que la richesse et le confort sont loin d'être indispensables à la formation physique, intellectuelle et morale d'un garçon ou d'une fille. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Celui-là qui est élevé dans le luxe, au gré de tous ses caprices, n'est pas très éloigné de devenir un enfant gâté, tout d'abord, et ensuite un rien qui vaille. La frugalité, la sobriété et la gêne que l'on pratique ou qui règnent dans les familles pauvres contribuent, dans une large mesure, à fortifier la constitution physique de l'enfant, à lui donner une forte santé, et surtout à développer dans son âme les vertus que l'on appelle l'humilité, l'abnégation et l'énergie de la volonté. C'est grâce au rude apprentissage de la privation et, parfois, de la misère qu'il saura apprécier plus tard les bienfaits de la Providence et compatir aux souffrances d'autrui. L'expérience l'a plus d'une fois démontré : la virilité se développe à l'école de l'adversité, et la veulerie, à celle de la mollesse et de l'oisiveté. D'ailleurs, il vaut beaucoup mieux pour un enfant, garçon ou fille, avoir des frères et des sœurs que d'être seul avec ses parents dont il devient facilement l'idole. Choyé et dorloté par sa maman, gâté par son papa, l'enfant unique est grandement exposé à contracter tous les défauts sous l'œil émerveillé de ses chers auteurs, à devenir égoïste, hypocrite, menteur et gourmand, en attendant qu'il soit un propre à rien dans la société et un fléau pour son entourage. D'ailleurs, comment pour-

rait-il pratiquer le désintéressement, la charité et la condescendance à l'égard du prochain, quand il est toujours seul à recevoir les caresses, les cadeaux et les marques d'affection; quand, du matin au soir, sa petite personne est le centre vers lequel convergent les sympathiques attentions de toute une maisonnée? Ce n'est certainement pas en s'amusant avec ses joujous dont il est le maître absolu, ni en mangeant des bonbons qu'il ne partage avec personne. Puisse n'être jamais vrai ce que dit James C. Ferold dans son intéressant ouvrage "The New Womanhood." (New York, 1894, p. 330).

"Une œuvre de destruction s'accomplit sourdement sur une large échelle au sein de notre société... De belles maisons, des meubles précieux et de riches habits sont acquis par le massacre des innocents, et l'on s'en vante au lieu d'en rougir. La femme américaine "avancée" marche fière et hautaine comme un chef Modoc sous ses plumes et peintures de guerre, mais les têtes pendues à sa ceinture sont celles de ses enfants qu'elle n'a pas voulu mettre au monde. Quand un peuple en est venu à regarder une maison remplie d'enfants, quelque charmants et heureux qu'ils puissent être, comme une disgrâce et un sujet de raillerie; quand la grande ambition domestique est de réduire la famille ou l'empêcher de s'accroître, on peut dire que nous avons sous les yeux les indices les plus sûrs de la dégénération d'une race et de la décadence d'une nation."

Chapitre IX.

Le Chemin le plus court et le plus sur du bonheur.

Dieu a créé l'homme pour le bonheur. C'est pourquoi il a mis dans son cœur un désir insatiable d'être heureux. Non seulement celui-ci aspire à la félicité, mais il la poursuit de ses rêves, de ses pensées et de ses efforts et cherche à l'obtenir, par tous les moyens, pour lui et pour ceux qu'il aime. S'il regarde à l'endroit voulu et s'il ne s'éloigne pas de la voie tracée par la Providence, il peut atteindre une certaine somme de bonheur, insuffisante, il est vrai, à satisfaire pleinement les aspirations de son âme, mais capable, au moins, de lui donner la joie en cette vie et l'espoir d'être pleinement rassasié dans sa demeure éternelle du ciel. Au psaume 127e, le Saint-Esprit nous indique le plus sûr et le plus court chemin du bonheur terrestre.

"Heureux tous ceux qui craignent le Seigneur et qui marchent dans ses voies."

La crainte de Dieu et le respect de son saint nom semblent vouloir disparaître de nos jours. La crainte révérentielle du Seigneur nous fait redouter, pardessus tout, le péché qui l'offense et la perte de sa grâce ou de son amitié. Cette déférence à l'égard de Dieu et de sa loi et la soumission due à son autorité per-

sonnifiée en certains hommes, constituent le fondement de l'ordre social. Aucun gouvernement, comme l'assure Georges Washington, ne saurait subsister sans cette double condition. Ceux qui craignent Dieu, observent ses commandements. Cette crainte salutaire vient de l'amour; parce que ceux qui aiment Dieu ne sauraient mépriser ses préceptes. Ceux qui craignent le Seigneur et sont fidèles au décalogue ne peuvent manquer de prospérer.

"Vous mangerez le fruit des travaux de vos mains. Vous serez heureux et tout vous réussira."

Le bonheur ne consiste pas dans les richesses mais dans la jouissance d'une honnête aisance obtenue par le travail de ses mains. Les immenses fortunes, généralement, proviennent d'héritages ou sont de sources corrompues. Saint Jérome, parlant des riches, cite un vieux dicton qui peut sembler un peu sévère, mais qui n'en renferme pas moins une bonne somme de vérité: "Le riche est un fripon ou fils de fripon." Il y a une véritable satisfaction de pouvoir se dire: "J'ai gagné le pain que je mange, le vêtement qui me couvre et la maison que j'habite. Ceci est dans notre nature, nous nous attachons à ce qui coûte davantage; nous sentons mieux notre indépendance, nous goûtons plus de bonheur, quand, après avoir travaillé et souffert, nous finissons par amasser ce qu'il faut pour nous mettre à l'abri du besoin.

"Votre femme sera dans le secret de votre maison comme une vigne qui porte beaucoup de fruits. Vos

enfants seront autour de votre table comme de jeunes oliviers."

Dieu inspire à quelques-uns d'entre nous la généreuse pensée de rester vierges et de se consacrer tout entier à son service. Humainement parlant, ces personnes qui vivent dans le célibat n'ont pas de postérité sur la terre, mais il n'en sont pas moins pères ou mères, dans un ordre plus élevé, au sens spirituel. Prêchant et enseignant le peuple, soignant les malades, subvenant aux besoins des pauvres et des orphelins, ils possèdent un grand nombre d'enfants spirituels et, avec l'Apôtre, ils ont droit de dire: "En Jésus-Christ, je vous ai engendré selon l'Evangile."

Le plus grand nombre des humains, toutefois, est destiné à la vie conjugale. Un jeune homme doit se choisir une compagne, en ne se laissant guider, dans cette importante affaire, ni par la considération des richesses ni par les désirs pervers, mais par la volonté de Dieu, selon le conseil de l'ange au fils de Tobie. "Vous prendrez cette épouse dans la crainte du Seigneur, et dans le désir d'avoir des enfants, plutôt que par un mouvement de passion." La femme, choisie avec pureté de cœur, sera "comme la vigne féconde"; par le nombre de ses enfants, elle ressemblera à cette vigne qui multiplie ses rameaux "sur les pans de murs de la maison."

Les nombreux enfants que Dieu envoit (car seul Il peut donner la vie) seront bien élevés; ils apprendront à craindre le Seigneur et à marcher dans ses

voies. "Comme de jeunes oliviers", ou de jeunes arbustes verdoyants, choisis avec soin et qui donnent des fruits précieux et délicieux, ces enfants seront la joie de leurs parents et leur espoir ici-bas. Ils mangeront à leur table, que le Seigneur garnira abondamment, et vivront avec eux en recherchant la compagnie les uns des autres.

"C'est ainsi que sera béni l'homme qui craint le Seigneur," car à lui il sera dit "Que le Seigneur vous bénisse de Sion", et répande sur vous, de la montagne sainte, ses grâces et son amour. Les jours de votre vie sont peu nombreux et remplis d'épreuves et de privations. Mais celui qui craint Dieu, d'une crainte respectueuse et sainte, sera comblé de bénédictions et verra se prolonger dans une douce quiétude, son pèlerinage ici-bas: "il verra les enfants de ses enfants" et, finalement, quittera ce monde enrichi de bonnes œuvres et sa mémoire vivra dans le cœur de ceux au bonheur desquels il aura travaillé.

Ceux qui craignent Dieu et mènent une vie vertueuse peuvent répéter avec confiance ces paroles de Tobie: "Il est vrai que nous sommes pauvres; mais nous aurons beaucoup de bien si nous craignons Dieu, et si nous nous retirons de tout péché, et si nous faisons de bonnes œuvres."

Fin

Table des Matieres

CHAPITRE VI

Le Mouvement Catholique

CHAPITRE VII

Les fausses théories de notre époque.

CHAPITRE VIII

Une heureuse demeure

CHAPITRE IX

Imprimerie de l'Echo de la Presse, 101 rue Kenyon,
New Bedford, Mass.






THOMAS MORE COLLEGE
SHANNON
LIBRARY
SASKATOON

